

# **ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**PROGRAMME 04 ÉLÉMENT 01**

**SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES**

➤ **CAHIER EXPLICATIF**

**SECTION 1**

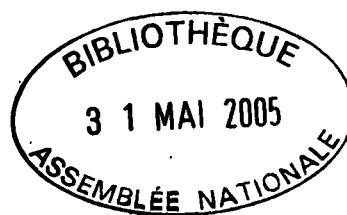
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE :**

➤ **RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**SECTION 2**

➤ **RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

**SECTION 3**



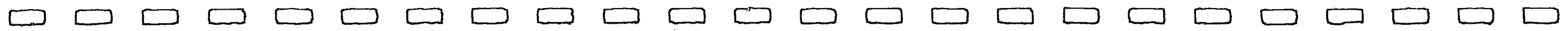
A11A32  
E 881  
2005/06

DL  
P. pour.

Le titre pour  
place

ASSEMBLEE NATIONALE  
RECU

5 MAI 11 10:31



**SECTION 1**

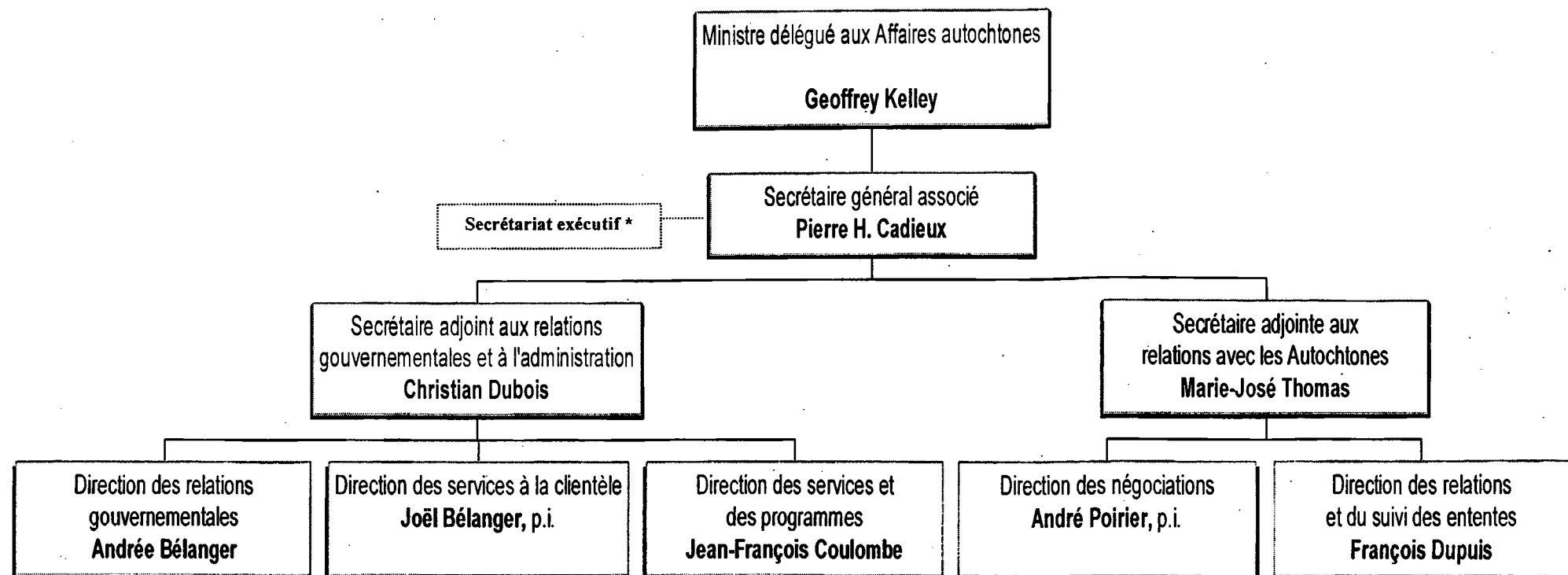
**CAHIER EXPLICATIF**

PR .04 ÉL. 01

Organisation

*Secrétariat aux affaires autochtones*

Téléphone : (418) 643-3166



\* Le cadre supérieur de la Direction des relations gouvernementales assume le Secrétariat exécutif du bureau du secrétaire général associé.

Identification	Numéro	Titre
Programme	04	Affaires autochtones
Élément	01	Secrétariat aux affaires autochtones
Responsable	Monsieur Pierre H. Cadieux	

## MANDAT

Deux décrets du gouvernement, adoptés respectivement le 18 janvier 1978 et le 14 janvier 1987, régissent les activités du Secrétariat aux affaires autochtones (décrets 154-78 et 17-87).

En vertu de ces décrets, le mandat du Secrétariat aux affaires autochtones consiste à:

- élaborer, en concertation avec les intéressés, des politiques gouvernementales en milieu amérindien et inuit ;
- coordonner et s'assurer de la cohérence des activités des ministères et organismes gouvernementaux en milieu amérindien et inuit ;
- fournir une information générale aux Autochtones et l'information sur les politiques gouvernementales en matière autochtone au public en général ;
- négocier des ententes globales en collaboration avec les ministères concernés, conseiller les ministères dans la négociation des ententes sectorielles et veiller à la mise en œuvre des ententes conclues.

Par ailleurs, la section III.2 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* (L.R.Q., c. M-30) et le décret 134-2005 du 18 février 2005 précisent les responsabilités du ministre délégué aux Affaires autochtones.

## SOMMAIRE DES CRÉDITS PAR SUPERCATÉGORIE

PROGRAMME : 04 - Affaires autochtones

ÉLÉMENT: 01 - Secrétariat aux affaires autochtones

RESPONSABLE : Pierre H. Cadieux

Supercatégorie	Crédits 2005-2006	Crédits 2004-2005	Augmentation (diminution)	
			\$	%
<b>Budget de dépenses</b>				0,9%
Rémunération	3 267,0	3 238,0	29,0	
Fonctionnement	1 597,9	1 879,9	(282,0)	-15,0%
Budget d'investissements d'immobilisations	16,8	16,8	0,0	0,0%
Transfert	149 036,8	152 605,4	(3 568,6)	-2,3%
Prêts, placements et avances				
<b>TOTAL</b>	<b>153 918,5</b>	<b>157 740,1</b>	<b>(3 821,6)</b>	<b>-2,4%</b>
Effectif régulier autorisé	49	50	-1	-2,0%
Effectifs total autorisé	49	50	-1	-2,0%

PR. 04 ÉL. 01 - PAGE 2  
ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

Sommaire des crédits

	2005-2006	2004-2005	Variation	
			\$	%
Rémunération	3 267,0	3 238,0	29,0	0,9%
Fonctionnement	1 597,9	1 879,9	(282,0)	-15,0%
Budget d'investissements d'immobilisations	16,8	16,8	0,0	0%
Transfert	149 036,8	152 605,4	(3 568,6)	-2,3%
Prêts, placements et avances				
TOTAL	153 918,5	157 740,1	(3 821,6)	-2,4%

EXPLICATIONS

La diminution nette de 3,8 M \$ du budget des dépenses 2005-2006, par rapport à celui de 2004-2005, résulte principalement d'une réduction des dépenses de fonctionnement, d'un ajout pour l'indexation du coût de certaines ententes autochtones et d'un ajustement technique apporté à l'enveloppe réservée au transfert des terres de Oujé-Bougoumou.

# SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

PR. 04 ÉL. 01

## RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR SECTEUR DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE

SECTEUR DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE	Adm. d'État Cadres supérieurs	Cadres intermédiaires	Professionnels	Techniciens, employés de bureau	Agents de la paix	Ouvriers	TOTAL 2004-2005	TOTAL 2005-2006
Bureau du secrétaire général associé	1			1			2	2
Bureau de la secrétaire adjointe	1			1			2	2
Bureau du secrétaire adjoint	1			1			2	2
Direction des services et des programmes	1		3	5			9	9
Direction des services à la clientèle	1		3	2			6	6
Direction des relations gouvernementales	1		3	1			6	5
Direction des négociations	1		6	3			10	10
Direction des relations et du suivi des ententes	1		9	3			13	13
<b>TOTAL</b>	<b>8</b>		<b>24</b>	<b>17</b>			<b>50</b>	<b>49</b>





**SECTION 2**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

**Demande de renseignements de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2004-2005 et 2005-2006, compte tenu des modifications administratives apportées lors du remaniement ministériel du 18 février 2005. (Annexe 1)
2. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et titre du titulaire incluant le numéro de téléphone. (Annexe 2)
3. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles ainsi qu'une copie de la Déclaration de services au citoyen) : (Annexe 3)
  - tirage;
  - coût;
  - agence de conception;
  - graphisme;
  - rédacteur;
  - imprimeur;
  - distribution.
4. Liste des voyages hors Québec depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 : (Annexe 4)
  - endroit et dates du départ et du retour;
  - but du voyage;
  - personnes rencontrées;
  - coût;
  - noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre);
  - pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés.
5. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de missions à l'étranger : (Annexe 5)
  - la liste des ententes signées et/ou annoncées;
  - les détails de ces ententes;
  - les résultats obtenus à ce jour;
  - les investissements annoncés.
6. Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger. (Annexe 6)

7. Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels : **(Annexe 7)**
- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2004-2005 et les prévisions pour 2005-2006;
  - firmes de publicité;
  - mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
  - le but visé par chaque dépense.
8. Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2004-2005 à la demande des cabinets des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régions et commissions qui s'y rattachent : **(Annexe 8)**
- liste et coût;
  - copie des soumissions;
  - copie du questionnaire et du résultat;
  - firme ayant obtenu le contrat.
9. Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2004-2005 à la demande du ministère ou de l'organisme : **(Annexe 9)**
- liste et coût;
  - copie des soumissions;
  - copie des études;
  - firme ou individu ayant obtenu le mandat;
  - copie au contrat.
10. Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2004-2005 en indiquant : **(Annexe 10)**
- le nom du professionnel ou de la firme;
  - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - le coût;
  - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11. Liste des contrats de moins de 25 000 \$ ou de plus de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2004-2005 à une firme de relations publiques en indiquant : **(Annexe 11)**
- le nom du professionnel ou de la firme;
  - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - le coût;
  - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

12. Pour le cabinet ministériel, le montant, pour l'année 2004-2005, de chacune des dépenses suivantes : (Annexe 12)
- la photocopie;
  - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
  - les téléavertisseurs;
  - le mobilier de bureau;
  - distributeurs d'eau de source;
  - le remboursement des frais de transport;
  - le remboursement des frais d'hébergement;
  - le remboursement des frais de repas;
  - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :
    - i. au Québec;
    - ii. à l'extérieur du Québec.
13. Pour la Direction générale du ministère, le montant, pour l'année 2004-2005, de chacune des dépenses suivantes : (Annexe 13)
- la photocopie;
  - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
  - les téléavertisseurs;
  - le mobilier de bureau;
  - distributeurs d'eau de source;
  - le remboursement des frais de transport;
  - le remboursement des frais d'hébergement;
  - le remboursement des frais de repas;
  - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :
    - iii. au Québec;
    - iv. à l'extérieur du Québec.
14. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) par ministère, par cabinet ministériel et par organisme pour 2003-2004 ainsi que les prévisions pour 2004-2005, ainsi que les prévisions 2005-2006 et 2006-2007 et 2007-2008. (Annexe 14)
- pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.
15. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2004-2005, pour chaque ministère et organisme (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation), et ce, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : (Annexe 15)
- nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
  - nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
  - nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
  - nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

16. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1<sup>er</sup> avril 2002 : **(Annexe 16)**
- évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
  - évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
  - nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
  - nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
  - niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
  - nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.
17. La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant chacun d'eux : **(Annexe 17)**
- l'emplacement de la location;
  - la superficie du local loué;
  - la superficie réellement occupée;
  - la superficie inoccupée;
  - le coût de location au mètre carré;
  - le coût total de ladite location;
  - les coûts d'aménagement réalisés en 2004-2005,
  - la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
  - la durée du bail.
18. Liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2004-2005, et prévisions 2005-2006. **(Annexe 18)**
19. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2004-2005 de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles : **(Annexe 19)**
- l'emplacement de la location;
  - la superficie du local loué;
  - la superficie réellement occupée;
  - la superficie inoccupée;
  - le coût de location au mètre carré;
  - le coût total de ladite location;
  - les coûts d'aménagement réalisés en 2004-2005, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
  - la durée du bail;
  - le propriétaire et/ou le nom de la firme.
20. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1<sup>er</sup> avril 2004 au 17 février 2005 et du 18 février 2005 à ce jour. **(Annexe 20)**

21. La liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1<sup>er</sup> avril 2004 en indiquant pour chaque individu : **(Annexe 21)**
- la date de l'entrée en fonction;
  - le titre de la fonction;
  - l'adresse du port d'attache;
  - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
  - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
  - la description des tâches;
  - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004;
  - le nombre total d'employés au cabinet;
  - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
  - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
22. Liste des sommes d'argent versées en 2004-2005 à même le budget discrétionnaire du : **(Annexe 22)**
- i. ministre
  - ii. du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
    - le nom de l'organisme ou de la personne concerné;
    - la circonscription électorale;
    - le montant attribué;
    - le projet visé et le résultat.
23. La ventilation détaillée des budgets des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2003-2004 et 2004-2005; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008. **(Annexe 23)**
24. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant : **(Annexe 24)**
- le poste initial;
  - le salaire;
  - le poste actuel, s'il y a lieu;
  - la date de la mise en disponibilité;
  - la prévision 2005-2006 et 2006-2007.
25. Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2004-2005. **(Annexe 25)**
26. Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels. **(Annexe 26)**
27. Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : **(Annexe 27)**
- nom de la personne;
  - poste occupé;
  - salaire;
  - assignation initiale;
  - date de l'assignation hors structure;
  - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

28. La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres : (Annexe 28)
- assignation initiale;
  - assignation actuelle;
  - salaire;
  - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
29. La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère : (Annexe 29)
- assignation initiale;
  - assignation actuelle;
  - salaire;
  - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
30. Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant : (Annexe 30)
- salaire de la personne;
  - montant reçu du régime de retraite.
31. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée). (Annexe 31)
32. Liste de tous les abonnements du ministère ainsi que le coût de chacun : (Annexe 32)
- services Internet d'information;
  - livres;
  - journaux;
  - magazines;
  - bulletins électroniques et/ou papiers;
  - clubs privés ou autres;
  - billets de saison;
  - etc.
33. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : (Annexe 33)
- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
  - les coûts de construction du site;
  - le coût de l'entretien et de la mise à jour;
  - qui est responsable du contenu sur le site;
  - quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
  - le nombre de visiteurs (hits) par mois;
  - combien de fois le site a-t-il été refait? quel a été le coût? quels sont les critères qui ont justifié les changements?
34. Dépenses effectuées en 2004-2005 par chaque ministère et chaque organisme dans les technologies de l'information : (Annexe 34)
- a) téléphonie;
  - b) matériel informatique;
  - c) logiciels;
  - d) programmation;
  - e) formation.



35. Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale. (Annexe 35)
36. Une liste et une copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats. (Annexe 36)
37. Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats. (Annexe 37)
38. Toutes les études commandées en 2004-2005 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués. (Annexe 38)
39. Les solutions proposées par chaque ministère ou organisme dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement. (Annexe 39)
40. Pour chaque ministère ou organisme, le cas échéant, le nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail. (Annexe 40)
41. Pour chaque ministère et organisme, les budgets consacrés à la sécurité des ministères, organismes ainsi qu'à leurs installations (interne ou par contrat à l'externe) en 2004-2005 et ceux prévus pour 2005-2006. (Annexe 41)
42. Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique. (Annexe 42)
43. Pour chaque ministère et organisme, le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques. (Annexe 43)
44. Nominations, depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs : (Annexe 44)
- liste;
  - mandats;
  - contrats;
  - résultat du travail effectué;
  - échéances prévues;
  - sommes impliquées.
45. Pour 2004-2005, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en distinguant pour chacune des régions. (Annexe 45)
46. Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2004-2005 ainsi que les prévisions pour 2005-2006 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues. (Annexe 46)
47. La liste et une copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel. (Annexe 47)
48. La liste et une copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel. (Annexe 48)

49. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2004-2005 : (Annexe 49)
- nombre de refus;
  - nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de vingt jours;
  - nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de trente jours.
50. La liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres : (Annexe 50)
- coûts;
  - nombre de ressources affectées;
  - nombre de rencontres;
  - nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
51. Pour chacun des ministères et organismes, le nombre d'ETC autorisé et non comblé depuis février 2005. (Annexe 51)
52. Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2004-2005 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles. (Annexe 52)
53. Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2005-2006 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles. (Annexe 53)
54. La liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres au sein d'organismes, de comités ou autres dont une indemnité (salaire, jetons de présence, etc.) est payée par le ministère, incluant le nombre de femmes nommées. (Annexe 54)
55. La liste ainsi que les montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organisme en 2004-2005. (Annexe 55)
56. Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires. (Annexe 56)

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

1. Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2004-2005 et 2005-2006, compte tenu des modifications administratives apportées lors du remaniement ministériel du 18 février 2005.

**RÉPONSE :**

Veillez vous référer au cahier explicatif des crédits 2005-2006.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

2. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire, incluant le numéro de téléphone.

**RÉPONSE :**

Veuillez vous référer au cahier explicatif des crédits 2005-2006.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

3. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles ainsi qu'une copie de la Déclaration de services au citoyen) :

- tirage;
- coût;
- agence de conception;
- graphisme;
- rédacteur;
- imprimeur;
- distribution;

**RÉPONSE :**

PUBLICATIONS	TIRAGE	COÛTS	CONCEPTION GRAPHIQUE / IMPRESSION / DIFFUSION	DISTRIBUTION
Carte des communautés autochtones au Québec	5 000	1 835,00 \$	Imprimerie Transcontinental	<ul style="list-style-type: none"> <li>- sur demande</li> <li>- sessions de sensibilisation du SAA</li> <li>- rencontres publiques d'information</li> </ul>
Réimpression :	5 000	1 988,00 \$	Imprimerie Offset Beauce	
Conception d'un nouveau design :	—	1 000,00 \$	Oxygène communication	
Pochette « Amérindiens et Inuits du Québec »				<ul style="list-style-type: none"> <li>- sessions de sensibilisation du SAA</li> <li>- rencontres publiques d'information</li> <li>- activités nationales diverses</li> </ul>
Conception :	—	900,00 \$	Oxygène communication	
Impression :	8 000 avec épine 2 000 sans épine	5 250,00 \$	Imprimerie LithoChic	
Réimpression :	2 000 sans épine	1 675,00 \$	Imprimerie Laval Lemay	
Brochure et fiches « Amérindiens et Inuits du Québec »				<ul style="list-style-type: none"> <li>- sur demande</li> <li>- sessions de sensibilisation du SAA</li> <li>- rencontres publiques d'information</li> </ul>
Conception :	—	3 000,00 \$	Oxygène communication	

PUBLICATIONS	TIRAGE	COÛTS	CONCEPTION GRAPHIQUE / IMPRESSION / DIFFUSION	DISTRIBUTION
Dépliant «Québécois et Innus, Ensemble vers un traité»  Conception :  Impression :  Diffusion :	  —  180 000 (français)  180 000 (français)	  1 875,00 \$  11 564,00 \$  14 279,76 \$	  PubliGriffe  J.B. Deschamps inc.  Service gouvernemental du courrier	  - foyers de la Côte-Nord et du Saguenay-Lac- Saint-Jean - députés, maires, préfets et chefs innus - CRÉ, associa- tions et autres organismes régionaux - délégations du Québec - coordonnateurs ministériels
Bulletin d'information « Info-Négo »  Conception :  Impression :  Diffusion :	  —  170 100 (français)  170 100 (français)	  980,00 \$  10 945,53 \$  14 279,76 \$	  Conception PubliGriffe Infographie Martin Dufour  Imprimerie Transcontinental  Service gouvernemental du courrier	  - foyers de la Côte-Nord et du Saguenay-Lac- Saint-Jean - députés, maires, préfets et chefs innus - CRÉ, associa- tions et autres organismes régionaux - délégations du Québec - coordonnateurs ministériels
Entente de principe  Conception :  Impression :	  —  2 000 (français) 200 (anglais)	  1 040,00 \$  5 328,60 \$	  PubliGriffe  Imprimerie Transcontinental	  - sur demande - députés, maires - préfets, CRÉ, associations et organismes des régions de la Côte-Nord et du Saguenay-Lac- Saint-Jean
Synthèse de l'entente  Conception :  Impression :	  —  3 000	  430,00 \$  1 122,00 \$	  PubliGriffe  Imprimerie Héon & Nadeau Ltée	  - sur demande - députés, maires - préfets, CRÉ, associations et organismes des régions de la Côte-Nord et du Saguenay-Lac- Saint-Jean

PUBLICATIONS	TIRAGE	COÛTS	CONCEPTION GRAPHIQUE / IMPRESSION / DIFFUSION	DISTRIBUTION
Pages couvertures 8½ x 14 pour documents reprographiés du SAA				- chefs des communautés, maires inuits, organismes autochtones, coordonnateurs ministériels
Conception :	—	450,00 \$	Oxygène communication	
Impression :	1 100	1 740,00 \$	Imprimerie LithoChic	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

---

4. Liste des voyages hors Québec depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 :

- endroit et dates du départ et du retour;
- but du voyage;
- personnes rencontrées;
- coût;
- noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre);
- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés.

**RÉPONSE :** Voir document joint.



## LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC

2004-2005

Annexe 4

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	COUT \$	NOM	TITRE
Ottawa, Ontario 04-04-19 au 04-04-19	Rencontre à titre d'observateur pour le Québec, avec le Premier ministre canadien et les chefs des associations autochtones, à une Table ronde nationale sur les enjeux autochtones	551	Christian Dubois	Secrétaire adjoint
Ottawa, Ontario 04-09-22 au 04-09-23	Rencontre du comité directeur - Fédéral-Provincial-Territorial-Autochtones (FPTA)	2 117	Louis Rivard Christian Dubois Andrée Bélanger	Conseiller Secrétaire adjoint Directrice
Ottawa, Ontario 04-11-03 au 04-11-05	Réunion de la Table ronde Canada-Autochtones	1 316	Louis Rivard	Conseiller
Winnipeg, Manitoba 04-11-12 au 04-11-15	Table ronde Canada-Autochtones - Séance de suivi sectoriel sur l'apprentissage continu, développement de la petite enfance et de la maternelle à la 12e année	1 330	Louis Rivard	Conseiller
Ottawa, Ontario 04-11-18 au 04-11-18	Forum national: Canadian Aboriginal Law 2004	2 243	Marie-José Thomas	Secrétaire adjointe
Ottawa, Ontario 04-11-16 au 04-11-18	Forum national: Canadian Aboriginal Law 2004	2 126	Denis Lapointe	Conseiller
Ottawa, Ontario 04-12-12 au 04-12-13	Assister à titre d'observateur à la réunion sectorielle sur les possibilités économiques dans le cadre de la Table ronde Canada-Autochtones	290	Jean-François Coulombe	Directeur
Calgary, Alberta 05-01-11 au 05-01-14	Table ronde Canada-Autochtones - séance sectorielle sur les négociations	1 672	André Poirier	Conseiller
North Bay, Ontario 05-01-17	Inauguration d'un projet de développement économique	1 212	Christian Dubois Robert Julien	Secrétaire adjoint Conseiller
Winnipeg, Manitoba 05-01-20 au 05-01-21	Rencontre des sous-ministres en matière autochtone fédérale, provinciale et territoriale	3 018	Pierre H. Cadieux Christian Dubois	Secrétaire général associé Secrétaire adjoint
Boston, États-Unis 05-01-24 au 05-01-27	Invité par des établissements d'enseignement supérieur à titre de conférencier à prononcer des conférences sur la Paix des Braves	183	Pierre H. Cadieux	Secrétaire général associé
Vancouver, Colombie-Britannique 05-02-25 au 05-03-03	Rencontre des sous-ministres provinciaux dans le dossier autochtone (FMM Steering Committee)	3 520	Pierre H. Cadieux Madeleine Arsénault	Secrétaire général associé Conseillère

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

5. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger :

- la liste des ententes signées et/ou annoncées;
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour;
- les investissements annoncés.

**RÉPONSE :**

La réponse à cette question est incluse à l'annexe 4.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

6. Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger.

**RÉPONSE :**

La réponse à cette question est incluse aux annexes 4 et 45.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

7. Liste des dépenses en publicité (incluant Internet) et des articles promotionnels :

- les sommes dépensées pour l'exercice 2004-2005 et les prévisions pour 2005-2006;
- firmes de publicité;
- mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- le but visé par chaque dépense.

**RÉPONSE :**

<i>Fournisseur</i>	<i>Coût</i>	<i>But visé</i>
Indiana Marketing	8 000,00 \$	Faire connaître la journée nationale des Autochtones.
Conception : PubliGriffe	2 120,00 \$	Programme de la journée nationale des Autochtones, message du ministre Benoît Pelletier et publicité.
Le Devoir	2 353,84 \$	Faire connaître la journée nationale des Autochtones.  Cahier spécial du festival « Présence autochtone », message du ministre Benoît Pelletier.
<b>Volet Radio</b> SOCAM JBCCS TNI - Inuits CKRK - Mohawks CIHW-FM - Hurons-Wendats CHRQ-FM - Listuguj CHRG-FM - Gesgapegiag CHUT-FM - Lac-Simon CJCK-FM - Kawawachikamach	4 184,44 \$	Faire connaître la journée nationale des Autochtones.
Les Cahiers du 27 juin	2 500,00 \$	Démontrer que le gouvernement du Québec travaille activement à conclure des ententes avec les différentes communautés autochtones du Québec.
Conception : Oxygène communication	1 130,00 \$	

<i>Fournisseur</i>	<i>Coût</i>	<i>But visé</i>
Annuaire Cris de la Baie-James	1 000,00 \$	Message du ministre Benoît Pelletier dans l'annuaire téléphonique des Cris de la Baie-James.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

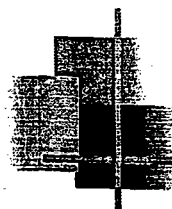
---

8. Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2004-2005 à la demande des cabinets des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie du questionnaire et du résultat;
- firme ayant obtenu le contrat.

**RÉPONSE :**

- Stratégie organisation et méthode SOM inc.  
5 180 \$



**Sondage auprès de la population de  
la Côte-Nord et du Saguenay-Lac-St-  
Jean sur l'entente de principe entre  
les gouvernements fédéral et  
provincial et les Innus**

Rapport final  
Présenté au  
Ministère du Conseil exécutif

Avril 2005

Réf: R04190v2p1MCECoteNord.ppt



1180, rue Drummond, bureau 620, Montréal (Québec) H3G 2S1 ☎ (514) 878-9825  
2136, chemin Sainte-Foy, bureau 200, Sainte-Foy (Québec) G1V 1R8 ☎ (418) 687-8025

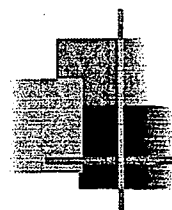


## Table des matières

---

Contexte, objectifs et méthodologie abrégée	4
Faits saillants	7
Chapitre 1 : Connaissance des négociations	10
Chapitre 2 : Attitude face aux négociations	14
Chapitre 3 : Retombées anticipées	17
Chapitre 4 : Raisons pour lesquelles les gouvernements veulent négocier	21
Chapitre 5 : Relations avec les Autochtones	23
Chapitre 6 : Documents d'information sur l'état des négociations	25
Conclusions	29
Annexes	
1. Méthodologie détaillée	
2. Questionnaire	
3. Tableaux statistiques détaillés (sous pli séparé)	





## **Contexte, objectifs et méthodologie abrégée**

---



## Contexte, objectifs et méthodologie abrégée

### Contexte et objectifs

- Les gouvernements du Québec et du Canada ont signé en 2003 une entente de principe avec les Innus pour fixer un cadre de négociations connu sous le nom d'Approche commune.
- Depuis, les Innus et les deux paliers de gouvernement négocient pour régler l'ensemble des différends qui subsistent en matière de droits ancestraux et de revendications territoriales.
- En 2003, SOM a réalisé une première étude pour le ministère du Conseil exécutif afin d'évaluer le niveau de connaissance, les perceptions et les attitudes de la population des deux régions face à une telle négociation.
- Depuis, les négociations se sont poursuivies et en décembre 2004, le Ministère a fait distribuer, à l'ensemble des résidents de la région, de la documentation sur l'état d'avancement des négociations.
- Le moment était donc maintenant venu de faire le point pour mesurer d'une part comment a évolué l'opinion publique sur cette question depuis 14 mois et mesurer sommairement l'impact du matériel d'information distribué.

### Population cible

- Adultes résidant sur le territoire des deux régions administratives à l'exclusion des Autochtones et des personnes qui leur sont immédiatement apparentées.

### Échantillonnage

- 500 répondants
  - Ville de Saguenay 200
  - Reste du Saguenay-Lac-St-Jean 170
  - Côte-Nord 130

### Collecte

- Entrevues téléphoniques réalisées du 8 au 26 mars 2005.
- Taux de réponse : 60 %.

## Contexte, objectifs et méthodologie abrégée -Suite

Pondération

- Par expansion à la distribution conjointe d'âge et de sexe de la population adulte de chacune des trois strates régionales.

Marge d'erreur

- Ensemble : 4,8 % (à un niveau de confiance de 95 %)
  - Ville de Saguenay 7,2 %
  - Reste du Saguenay-Lac-St-Jean 8,2 %
  - Côte-Nord 9,8 %



## Faits saillants



© 2006 The Authors  
Journal compilation © 2006 Blackwell Publishing Ltd

\_\_\_\_\_



## Faits saillants

### Connaissance des négociations

- Si l'on compare les résultats d'aujourd'hui (mars 2005) à ceux d'il y a 14 mois (décembre 2003), on constate une bonne progression de la proportion de gens qui ont entendu parler de l'Approche commune : cette proportion est passée de 58 % à 69 %, un écart très significatif.
- Malgré les progrès cependant, on continue de se dire peu renseigné sur l'entente. Si 27 % ont dit être très bien (7 %) ou plutôt bien (20 %) renseignés sur l'évolution des négociations et même si cette proportion de 27 % représente une fois et demie ce qu'elle était en 2003 (18 %), elle est encore bien moindre que la proportion de gens qui se disent très mal renseignés (34 %) sans parler du total de 73 % qui se disent mal ou très mal renseignés.

### Attitudes face aux négociations

- On s'oppose moins aujourd'hui à la négociation avec les Innus : la proportion d'opposants est passée de 37 % à 24 %. Par contre, les transfuges sont plutôt allés du côté des indécis (de 8 % à 16 %) que du côté des appuis (de 55 % à 60 %).
- Malgré l'accroissement de l'éveil de la population à l'endroit des négociations et malgré aussi que le niveau d'opposition ait reculé un peu, la situation est demeurée parfaitement stable en ce qui concerne la proportion de gens qui se sentent personnellement concernés par ce traité (soit 36 %) et ce résultat est demeuré remarquablement stable au sein de chacune des régions aussi bien que de chacun des groupes sociodémographiques.

### Retombées anticipées

- Aujourd'hui, on voit un peu moins négativement les retombées qu'il y a 14 mois (40 % de retombées négatives à la signature d'un tel traité vs 49 %) mais on demeure avec plus de gens qui anticipent des retombées négatives qu'il y en a qui anticipent des retombées positives (34 %).
- Là aussi, si l'opinion publique est un peu moins négative, c'est surtout du côté des indécis que sont allés les transfuges plutôt que du côté des appuis comme tels.

- En termes de retombées positives, on anticipe surtout la réduction des tensions entre les Blancs et les Autochtones et la possibilité de régler de vieux différends qui s'éternisent somme toute depuis trop longtemps.
- Du côté négatif par contre, l'impression générale est qu'on croit avoir déjà bien assez donné aux Autochtones.
- En fait, toute la question est là, si l'on pense donner aux Autochtones de nouveaux territoires et de nouveaux droits plutôt que de leur rendre des territoires et des droits qui leur appartiennent déjà à titre de premiers occupants on continuera de s'opposer, souvent de façon assez viscérale, à la signature d'un tel traité.

#### Raisons pour lesquelles les gouvernements veulent négocier

- On juge le gouvernement de meilleure foi aujourd'hui qu'il y a 14 mois. En particulier, la proportion de gens qui disent que le gouvernement veut négocier simplement parce qu'il a peur des Autochtones et est prêt à acheter la paix à tout prix a diminué de façon très substantielle, passant de 15 % à 6 %. En contrepartie, les véritables motifs de la négociation comme la volonté de régler les questions territoriales (15 %), la volonté de régler toute la question des droits ancestraux (9 %) et ultimement trouver une solution juste et équitable pour tous qui amène la paix sociale (7 %) sont toutes des raisons qui ont toutes gagné quelques points.

#### Relations avec les Autochtones

- Même si 65 % des adultes interrogés considèrent que les relations avec les Autochtones et non-Autochtones sont bonnes (53 %) ou très bonnes (12 %) dans leur région, il y en a le quart qui les qualifient de mauvaises (20 %) ou très mauvaises (5 %).
- On perçoit donc encore certaines tensions entre les Blancs et Autochtones dans ces deux régions même si les résultats, au fond, ne montrent pas de différence significative par rapport à ceux de 2003.

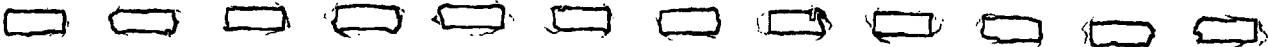


## Faits saillants (Suite)

### Les documents d'information sur l'état des négociations

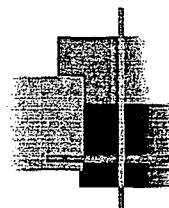
- 22 % des gens interrogés se souvenaient d'avoir reçu par la poste des documents d'information sur l'avancement de la négociation avec les Innus mais il faut dire que cette documentation a été envoyée en décembre et que le sondage a été effectué en mars, un délai sans doute trop grand pour mesurer correctement la rétention d'une telle opération d'information postale. Ce chiffre de 22 % sous-estime donc sans aucun doute la proportion d'individus qui ont été rejoints par l'envoi.
- Par contre, presque la moitié de ceux qui se souviennent d'avoir reçu les documents disent les avoir consultés. Dans ce cas-ci, le phénomène joue sans doute à l'inverse en ce sens que si l'on a attentivement consulté les documents, on a plus de chance de s'en rappeler encore aujourd'hui. La proportion de presque la moitié des gens qui ont reçu les documents qui les auraient consultés est donc sans doute surestimée.
- Au total, 10 % de la population aurait donc pris connaissance des documents (46 % des 22 %) et cette fois encore cette proportion est sans doute sous-estimée en raison du délai entre la distribution de l'information et l'évaluation de son impact.
- Très peu de gens par contre ont l'intention de s'abonner au bulletin d'information « Info-Négo »: 6 % ont dit avoir l'intention de s'abonner et 2 % sont indécis contre 92 % qui n'y voient pas d'intérêt.

Avril 2005









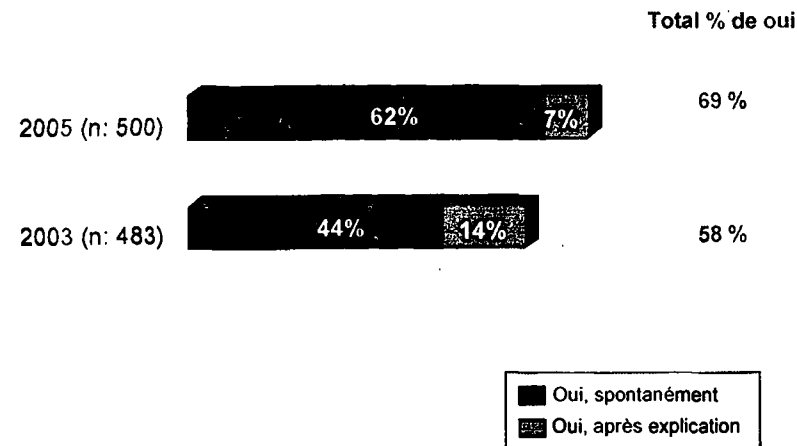
## **Chapitre 1**

### **Connaissance des négociations**

---

## Connaissance des négociations

Q2. Avez-vous entendu parler de l'Approche commune, c'est-à-dire la négociation entre les gouvernements du Québec et du Canada et les Innus qu'on appelle aussi Montagnais?



### Un niveau de notoriété qui augmente

Si l'on compare les résultats d'aujourd'hui (mars 2005) à ceux d'il y a 14 mois (décembre 2003) on constate que significativement plus de gens aujourd'hui ont entendu parler de l'Approche commune, c'est-à-dire la négociation entre les gouvernements du Québec et du Canada d'une part, et les Innus d'autre part.

En particulier, spontanément 62 % des répondants savaient de quoi on leur parlait lorsqu'on faisait référence à l'Approche commune comparativement à seulement 44 % il y a à peine 14 mois. Cette augmentation est très significative.

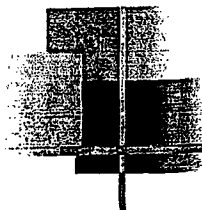
Il n'y a pas de différence significative par contre entre la région de la Côte-Nord et celle du Saguenay-Lac-St-Jean.

Il est possible qu'il y ait un peu moins de gens qui ont entendu parler de cette entente dans la région du Saguenay-Lac-St-Jean à l'exclusion de la ville de Saguenay elle-même (38 % vs 31 % en moyenne) mais, à strictement parler, l'écart entre les trois strates n'est pas significatif.

Par contre, les variables de segmentation sociodémographiques amènent des écarts qui sont significatifs.

Premièrement, plus on est âgé, plus on est susceptible d'avoir entendu parler de l'Approche commune. La proportion de ceux qui reconnaissent spontanément le terme passe de 48 % seulement chez les moins de 35 ans jusqu'à plus de 75 % si l'on regroupe tous les plus de 55 ans.

Aussi, plus on est scolarisé, plus on est susceptible de reconnaître spontanément qu'on a entendu parler de l'Approche commune : la proportion passe de 58 % chez ceux qui ont moins de 12 ans de scolarité jusqu'à 75 % chez ceux qui ont complété une scolarité universitaire. De la même façon, ceux qui n'ont nullement entendu parler de ces négociations, même après explications, représentent 37 % des gens dont la scolarité ne dépasse pas le secondaire mais seulement 19 % de ceux qui ont atteint une scolarité universitaire.



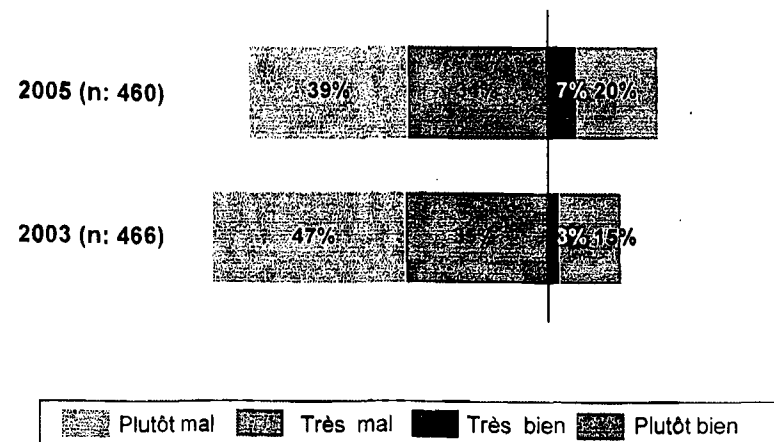
## Connaissance des négociations -Suite

Enfin, les hommes reconnaissent plus, (spontanément ou au total) de quoi il s'agit lorsqu'on leur parle d'Approche commune que les femmes (72 % vs 53 % de reconnaissance spontanée et 78 % vs 60 % de reconnaissance après explications).

En bref, même s'il n'y a pas d'écart entre les régions, les personnes plus âgées, plus scolarisées et les hommes plus que les femmes ont entendu parler de l'Approche commune. Ces tendances sociodémographiques s'observaient déjà en 2003 et demeurent aujourd'hui mais de façon généralisée, le niveau de connaissance est significativement supérieur aujourd'hui.

## Connaissance des négociations(Suite)

Q7. Avez-vous l'impression d'être... renseigné sur l'évolution de la négociation avec les Innus?

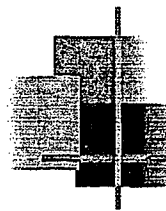


**Malgré des progrès, on continue de se dire peu renseigné sur l'entente**

Même si la proportion de gens qui se disent très bien renseignés sur l'entente a doublé, passant de 3 % à 7 % et qu'au total la proportion de gens qui se disent très bien ou plutôt bien renseignés sur l'évolution de la négociation avec les Innus s'est accrue substantiellement, passant de 18 % à 27 %, il reste que ces proportions sont nettement inférieures à la proportion de gens qui se disent très mal renseignés sur l'évolution de la négociation qui est demeurée stable autour de 35 %.

Là non plus, il n'y a pas de différence significative entre les deux régions ni même entre les résidents de la ville de Saguenay et les autres.

Par contre, comme l'année dernière, les femmes et les moins de 35 ans, deux groupes qui, on vient tout juste de le voir, sont proportionnellement moins nombreux à avoir entendu parler de l'Approche commune, se disent aussi significativement moins bien renseignés sur elle.



## **Chapitre 2**

### **Attitudes face aux négociations**

---

## Attitude face aux négociations

Q3. Êtes-vous d'accord pour que les gouvernements négocient un traité avec les Innus?

	Oui	Non	Indécis
2005 (n: 500)	60	24	16
2003 (n: 483)	55	37	8

### On s'oppose moins aujourd'hui à la négociation avec les Innus

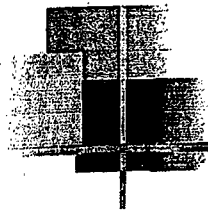
La proportion d'opposants, c'est-à-dire de gens qui ne sont pas d'accord pour que les gouvernements négocient un traité avec les Innus, a chuté de façon significative passant de 37 % à 24 %. Par contre, ce n'est pas tant la proportion de « pour » qui a augmenté (elle est passée de 55 % à 60 %) que la proportion d'indécis qui a doublé passant de 8 % à 16 %. On est donc beaucoup moins opposé catégoriquement aujourd'hui et plusieurs ont basculé dans le camp des indécis.

Le changement est particulièrement drastique dans la région de la Côte-Nord. En décembre 2003, les deux régions se démarquaient l'une de l'autre et sur la Côte-Nord en particulier, 45 % étaient en désaccord avec le principe de la négociation. Aujourd'hui, sur la Côte-Nord, cette proportion a baissé à 27 %. De fait, il n'y a plus d'écart significatif maintenant entre les deux régions.

C'est surtout que la ville de Saguenay elle-même ressemble beaucoup à la situation de la Côte-Nord. Les résidents du reste du Saguenay-Lac-St-Jean pour leur part, sont moins opposés (16 % de non) mais plus indécis (23 % de ne sait pas) à ce que les gouvernements et les Innus négocient.

Aujourd'hui, les plus jeunes sont particulièrement favorables à une négociation : 70 % d'entre eux sont d'accord contre seulement 17 % en désaccord et 13 % d'indécis. Le noyau dur d'opposants à la négociation se concentre surtout parmi les 45-54 ans. Dans ce groupe, seule une minorité (48 %) sont d'accord pour que les gouvernements négocient avec les Innus contre 32 % d'opposants et 21 % d'indécis.

Bref, malgré qu'il existe encore certaines résistances et que ceux qui étaient contre soient plutôt passés au camp des indécis qu'au camp des favorables, le noyau d'opposants aux négociations contre les Innus a été réduit d'un tiers sur une base relative et des progrès importants ont ainsi été marqués, surtout dans la région de la Côte-Nord.



## Attitude face aux négociations -Suite

Q4. Vous sentez-vous directement et personnellement concerné par ce traité?

(% de oui)



Comme en 2003, trois adultes sur huit se sentent personnellement concernés

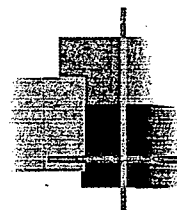
Sur cette question, il n'y a donc pas d'écart significatif entre les deux mesures.

Comme c'était déjà le cas en 2003, plus de gens se sentent personnellement concernés sur la Côte-Nord (47 %) qu'au Saguenay-Lac-St-Jean (32 %). De fait, dans chacune des régions, la mesure est semblable à ce qu'elle était en 2003.

Comme en 2003 aussi, les moins de 35 ans (28 %) et les femmes (27 %) se sentent proportionnellement moins concernés par ce traité. Là aussi, les chiffres pour ces deux groupes sont pratiquement identiques à ceux de 2003.

En réalité, si toute la question de la connaissance et même de l'appui aux négociations a évolué substantiellement en 14 mois, la proportion de gens qui se sentent personnellement concernés par la négociation de ce traité est demeurée remarquablement stable aussi bien au total qu'au niveau de chacun des sous-groupes.

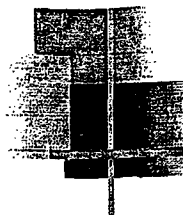




## Chapitre 3

### Retombées anticipées

---



## Retombées anticipées

**Q5. Pensez-vous que la signature d'un traité entre les gouvernements et les Innus aura des retombées... pour le développement de votre région?**

	Très positives %	Plutôt positives %	Très négatives %	Plutôt négatives %	Ne sait pas %
2005 (n: 500)	5	29	14	26	10
2003 (n: 483)	5	27	18	31	7

### On voit les retombées un peu moins négativement

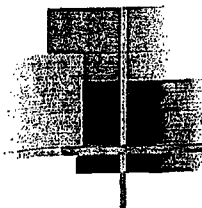
La proportion de gens qui craignent des retombées négatives à l'entente a diminué un peu passant de 49 % à 40 %, soit la somme des gens qui croient que l'entente aura des retombées très négatives (14 %) ou plutôt négatives (26 %). Ce recul de 9 points sur 2003 quant aux perceptions négatives des retombées est significatif mais il demeure quand même qu'aujourd'hui plus de gens anticipent des retombées négatives de ces négociations (40 %) qu'il y en a qui en attendent des retombées positives (34 % mais seulement 5 % de retombées très positives).

En fait, comme pour ce qui est de l'attitude plus générale à l'endroit des négociations, on observe un peu moins d'opposition aujourd'hui mais la plupart des opposants ont plutôt basculé dans le camp des indécis plutôt que des gens favorables puisque la proportion de gens prévoyant des retombées positives ne s'est accrue que de 2 %.

Bref, la situation est moins négative qu'elle ne l'a déjà été mais demeure encore préoccupante avec 6 % de gens de plus qui anticipent des retombées négatives à l'entente qu'il y en a qui y voient des retombées positives.

Sur cette question, il n'y a pas d'écart significatif entre les régions ou entre la ville de Saguenay et les deux autres strates.

Comme en 2003, les gens plus scolarisés voient plus positivement les retombées d'une telle entente que les moins scolarisés et par ailleurs, les personnes âgées de plus de 65 ans, les femmes et les personnes moins scolarisées sont trois groupes pour lesquels les proportions d'indécis quant à la nature des retombées s'élèvent au-delà de 20 %.



## Retombées positives

Q6A. Quelles retombées positives voyez-vous?

(Ceux qui anticipent des retombées positives)

(Total de 2 mentions)

	2005 (n: 161) %	2003 (n: 149) %
▪ Diminue les tensions sociales avec les Autochtones	25	19
▪ Règle les différends sur les droits de propriété	8	5
▪ Retombées économiques positives	5	4
▪ Règle la question des droits de chasse et de pêche	5	1
▪ Respect des droits de tous	4	1
▪ Amélioration de la protection/l'exploitation de la forêt	3	1
▪ Permet le développement hydroélectrique	3	6
▪ Création d'emplois	3	5
▪ Incapable de préciser	44	46

Note : Toutes les réponses données par plus de 3 répondants en 2005

### Surtout la réduction des tensions entre Blancs et Autochtones

Tout à fait comme en 2003, les principales retombées positives que l'on voit à la signature d'un traité éventuel entre les gouvernements et les Innus sont la réduction des tensions sociales entre Blancs et Autochtones.

En fait, les résultats de cette année quant aux retombées positives qu'on anticipe d'une telle entente sont très semblables à ce qui avait été observé en 2003, surtout si l'on tient compte de la nature qualitative d'une question ouverte comme celle-là. Rappelons d'ailleurs que, comme en 2003, environ le tiers des gens anticipent des retombées positives à une telle entente.

Aussi, il faut remarquer que, comme en 2003, pas très loin de la moitié des gens qui anticipent des retombées positives sont incapables de dire en quoi ces retombées seront positives. Ils ont donc un a priori positif à l'endroit de la négociation mais leur opinion pourrait facilement basculer puisqu'ils n'ont pas d'ancrage ni de motivation très solide pour justifier le caractère positif de leur perception.

## Retombées négatives

Q6b. Quelles retombées négatives voyez-vous?

(Ceux qui anticipent des retombées négatives)

(Total de 2 mentions)

	2005 (n: 199) %	2003 (n: 243) %
▪ On va donner toutes nos terres aux Autochtones	22	26
▪ Augmentation des conflits avec les Autochtones	10	8
▪ Les Autochtones ont déjà assez de droits	9	12
▪ Va limiter la possibilité de chasse et pêche (pour les Non-Autochtones)	7	12
▪ Peur de plus se sentir chez soi/d'être envahi	6	—
▪ Va nuire à l'industrie forestière	5	1
▪ Diminution de l'emploi	4	4
▪ Perte de territoire pour les Blancs (limite l'accès aux territoires)	4	—
▪ Va limiter les possibilités de villégiature	3	3
▪ Les Autochtones vont toujours en vouloir plus	3	3
▪ Crainte d'abus financier (problèmes financiers)	3	—
▪ Les Autochtones auront trop de pouvoirs	3	—
▪ Conséquences économiques négatives	2	2
▪ Incapable de préciser	24	27

Note : Toutes les réponses données par plus de 3 répondants en 2005

**Comme en 2003, on croit avoir déjà assez donné**

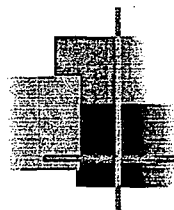
Malgré que la proportion de ceux qui craignent des retombées négatives ait diminué de 9 points (passant de 49 % à 40 %) les raisons pour lesquelles on anticipe des retombées négatives sont sensiblement les mêmes qu'en 2003.

La plupart des arguments peuvent se résumer ainsi : on a déjà assez donné aux Autochtones. Ils se verbalisent dans des affirmations telles que :

- On va donner toutes nos terres aux Autochtones.
- Les Autochtones ont déjà assez de droits.
- Ça va trop limiter la possibilité de chasse et pêche pour les non-Autochtones.
- On va être envahi, on ne sera plus chez nous nulle part.
- C'est une perte de territoire pour les Blancs.
- Les Autochtones vont toujours en vouloir plus.
- Les Autochtones auront trop de pouvoir.

En fait, toute la question est là : s'agit-il de donner aux Autochtones de nouveaux territoires et de nouveaux droits ou s'agit-il plutôt de leur rendre des territoires et des droits qui leur appartiennent déjà à titre de premiers occupants. Dans la mesure où la population croit qu'on donne aux Autochtones des choses qui nous appartiennent sans autres raisons que de vouloir acheter la paix, ce type de réactions demeurera viscéral.

Là aussi, le quart anticipe des retombées négatives sans pouvoir préciser quelle sera la nature de ces impacts négatifs.



## **Chapitre 4**

**Raisons pour lesquelles les gouvernements  
veulent négocier**

---

## Raisons de négocier

Q8. Pourquoi, selon vous, les gouvernements veulent-ils négocier avec les Innus?

	2005 (n: 500) %	2003 (n: 483) %
■ Pour régler les questions territoriales	15	13
■ Régler les droits ancestraux	9	7
■ Pour faire la paix/trouver une solution juste pour tous	7	4
■ Gouvernement est peureux/mou/veut acheter la paix	6	15
■ Le gouvernement n'a pas le choix; il est obligé par un jugement de la Cour	3	--
■ Cède à la pression des Autochtones qui veulent négocier	3	2
■ Pour développer l'hydro-électricité/les richesses naturelles	2	5
■ Permettre le développement économique de la région	2	3
■ Le gouvernement veut faire plus d'argent	1	1
■ Le gouvernement n'a pas la conscience tranquille/se sent coupable	1	1
■ Que tout le monde soit à égalité	1	1
■ Pour rendre les Autochtones autonomes	1	1
■ Pour connaître les besoins des Innus/clarifier les demandes	1	<1
■ Aller chercher des votes	1	1
■ Pour que les Autochtones cessent de se plaindre	1	--
■ Améliorer la qualité de vie/les conditions des Innus	1	--
■ Obligé par l'opinion publique/son image à l'étranger	1	2
■ Le gouvernement veut avoir accès aux ressources	1	2
■ Ne sait pas	39	37

Note : Toutes les réponses données par plus de 3 répondants en 2005

### **On juge le gouvernement de meilleure foi aujourd'hui**

De concert avec l'évolution maintenant un peu plus favorable de la population à l'endroit de l'Approche commune, les résidents des deux régions sondées se montrent aujourd'hui un peu moins cyniques à l'endroit des motivations du gouvernement pour vouloir négocier une telle entente avec les Innus.

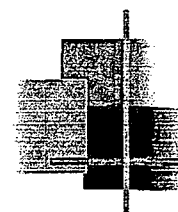
En particulier, beaucoup moins de gens aujourd'hui (6 % vs 15 %) ont dit que c'est parce que le gouvernement a peur des Autochtones et qu'il est prêt à acheter la paix à tout prix.

À l'inverse, plus de gens ont mentionné l'une ou l'autre des trois premières raisons qui sont véritablement à la base des négociations, c'est-à-dire la nécessité de régler définitivement les questions territoriales de même que la question des droits ancestraux dans la perspective de trouver une solution juste et équitable pour tous qui conduise à une paix sociale durable.

Les autres raisons étaient et demeurent relativement marginales dans l'esprit des citoyens.

Il faut absolument noter par contre que pratiquement 40 % des personnes interrogées sont totalement incapables de dire pourquoi les gouvernements veulent négocier avec les Innus. Ce résultat n'est par contre pas nouveau puisque la proportion était déjà de 37 % en décembre 2003.





## **Chapitre 5**

### **Relations avec les Autochtones**

---



## Relations avec les Autochtones

Q10. Comment qualifiez-vous, de façon générale, les relations entre les Autochtones et non-autochtones de votre région?

	Très bonnes %	Bonnes %	Très mauvaises %	Mauvaises %	NI bonnes ni mauvaises %	Ne sait pas %
2005 (n: 500)	12	53	5	20	5	5
2003 (n: 483)	13	57	4	19	1	6

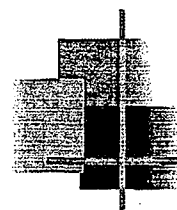
### **Des tensions demeurent**

Même si 65 % des adultes interrogés considèrent que les relations entre les Autochtones et non-Autochtones sont bonnes (53 %) ou très bonnes (12 %) dans leur région, on observe néanmoins le quart qui les qualifient de mauvaises (20 %) ou très mauvaises (5 %) ce qui est tout de même considérable.

Cependant, les résultats de 2005 ne montrent pas de différence significative par rapport à ceux de 2003 (sauf pour la proportion de ceux qui ont dit « ni bonnes ni mauvaises »).

À strictement parler, il n'y a pas d'écart significatif entre la Côte-Nord et le Saguenay-Lac-St-Jean ni entre la ville de Saguenay et les deux autres strates. Par contre, on a observé une proportion légèrement plus grande (9 %) de gens qui disent que les relations avec les Autochtones sont très mauvaises dans le cas des résidents de la Côte-Nord et il n'est pas exclu qu'il existe quelques bastions sur la Côte-Nord où les relations sont plus tendues.

Sur cette question, il n'y a pas d'écart significatif selon l'âge ou la scolarité. On observe par contre des proportions significativement plus grandes d'indécis pour les personnes âgées (10 % pour les 65 ans et plus) et les femmes (9 %).



## **Chapitre 6**

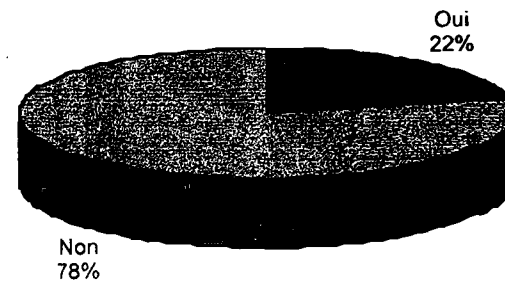
### **Documents d'information sur l'état des négociations**

---

## Connaissance des documents envoyés

Q9. En décembre dernier, le gouvernement du Québec vous a fait parvenir par la poste des documents d'information portant sur l'avancement de la négociation avec les Innus, les avez-vous vus ?

(n : 500)



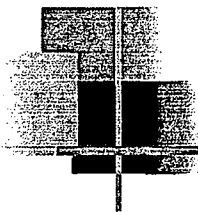
**22 % des gens se souvenaient d'avoir reçu par la poste des documents d'information sur l'avancement de la négociation avec les Innus**

Il faut dire que les documents ont été envoyés en décembre alors que l'enquête a été réalisée en mars. Un délai de trois mois est trop long pour bien évaluer la portée d'un envoi postal qui, compte tenu de la multitude de stimuli publicitaires auxquels les consommateurs sont soumis, demeure de façon très éphémère dans la mémoire des gens.

Les jeunes (moins de 35 ans) se rappellent moins d'avoir vu une telle documentation que les plus âgés (15 % vs 23 à 28 % pour les autres groupes).

Aussi, cette documentation a davantage retenu l'attention des hommes (28 %) que des femmes (16 %).

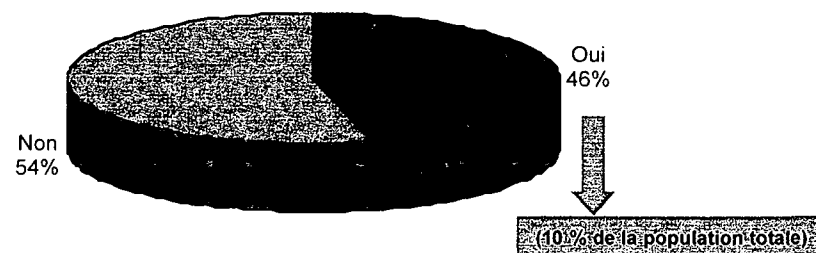
Il n'y a par contre aucun écart significatif entre les régions ni entre les résidents de la ville de Saguenay et ceux des autres secteurs.



## Consultation des documents

Q9b. Les avez-vous consultés ?

(Base: ceux qui ont vu les documents envoyés par le gouvernement; n : 106)



### Presque la moitié de ceux qui s'en souviennent les ont consultés

À l'inverse de l'indicateur précédent, cette proportion est probablement un peu surestimée.

En effet, lorsqu'on a consulté plus attentivement les documents, il est plus probable que l'on s'en souvienne encore aujourd'hui. Ainsi, ce ne sont vraisemblablement pas 46 % de tous ceux qui ont vu les documents leur passer entre les mains qui les ont consultés mais c'est probablement plus de 22 % de la population qui y a été exposée.

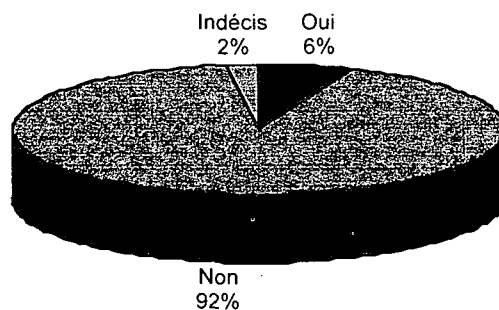
Au total, considérant que 46 % de ceux qui s'en souviennent disent les avoir consultés, cela représente 10 % du total de la population (46 % de 22 %). Là aussi, cette proportion est très probablement sous-estimée (parce que sans doute que certains ont oublié les documents même s'ils les ont consultés) mais sans doute moins que le 22 % initial.

Aucune des variables de segmentation retenues ne montre de différence significative quant à la proportion de gens qui ont consulté les documents parmi ceux qui se souviennent de les avoir reçus.

## Intention d'abonnement

Q9c. Avez-vous l'intention de vous abonner au bulletin d'information  
« Info-Négo »?

(n : 500)



### **Peu de gens ont l'intention de s'abonner**

Seulement 6 % des gens ont dit avoir l'intention de s'abonner au bulletin d'information « Info-Négo » sans compter un autre 2 % d'indécis.

Pour le moment, la question est un peu hypothétique puisqu'il n'est pas très clair ce qu'il faut faire au juste pour s'abonner (ou se désabonner) mais la proportion modeste observée montre un niveau d'intérêt somme toute assez limité.

Là non plus il n'y a pas d'écart significatif entre les régions ou entre ville de Saguenay et les autres secteurs ni non plus selon l'âge, le sexe ou la scolarité.



Conclusions





## Conclusions

### Comment a évolué la connaissance du dossier depuis 14 mois?

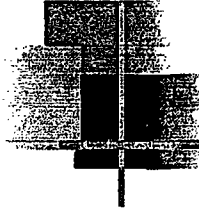
#### **On a fait des gains mais un bon bout de chemin reste à faire**

- Même si la proportion de gens qui admettent aujourd'hui avoir entendu parler de l'Approche commune a cru de façon significative, passant de 58 % à 69 %, il reste qu'encore aujourd'hui, on trouve plus de gens qui se disent très mal informés sur le dossier (34 %) qu'il y en a qui se disent plutôt bien (20 %) ou très bien (7 %) informés sur l'évolution de la négociation.
- Même si la proportion de gens qui se disent très bien ou plutôt bien informés a augmenté de 50 % (passant de 18 % à 27 %), elle demeure encore loin de la proportion de gens qui se disent mal ou très mal informés (73 %).

### Comment a évolué l'opinion publique à l'endroit de la négociation?

#### **On s'oppose moins aujourd'hui à la négociation**

- Aujourd'hui, 60 % des gens sont pour que les gouvernements négocient, 24 % sont contre et 16 % sont indécis.
- La proportion d'opposants a donc été réduite d'un tiers, passant de 37 % à 24 %.
- Par contre, il faut dire que le plus grand nombre de ces opposants sont plutôt passés du côté des indécis (de 8 % à 16 %) que du côté des supporteurs (de 55 % à 60 %).
- De fait, encore aujourd'hui on trouve plus de gens qui craignent des retombées négatives à un tel traité (40 %), qu'il n'y en a qui anticipent des retombées positives (34 %).
- Même si la proportion de gens qui y voient des retombées négatives a été réduite de façon significative (de 49 % à 40 %), la proportion de ceux qui y voient des retombées positives s'est très peu accrue (de 32 % à 34 %).



## Conclusions (Suite)

### Quels sont les arguments de chacun?

#### **Les positions sont souvent viscérales**

- Cela n'est pas étonnant dans la mesure où 36 % de la population, ce qui est une proportion importante même si elle ne diffère pas de 2003, se sent directement et personnellement concernée par ce traité.
- D'ailleurs, lorsqu'on demande aux gens de s'expliquer, 44 % de ceux qui voient des retombées positives sont incapables de dire en quoi elles seront positives et le quart de ceux qui y voient des retombées négatives sont également incapables de préciser en quoi ces retombées seront négatives.
- De même, 40 % des gens n'ont aucune idée des raisons pour lesquelles les gouvernements veulent négocier avec les Innus.
- On voit donc que beaucoup de positions ne sont pas très raisonnées.
- Par contre, ceux qui sont « pour » sont le plus souvent « pour » pour des raisons de bon voisinage et de paix sociale. Ils considèrent souvent que c'est une question de principe, d'équité et qu'il est temps de régler ces vieux différends.
- Par contre, ceux qui s'opposent au traité ont comme leitmotiv qu'on a suffisamment donné aux Autochtones. Lorsqu'on pense qu'il s'agit de leur donner des choses qui nous appartiennent à nous plutôt que de leur rendre des territoires qui leur appartiennent ou de faire respecter des droits qui leur sont acquis, on est beaucoup plus susceptible de développer des craintes et des réticences.





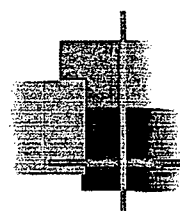
## Conclusions (Suite)

---

### Quelle a été la portée de l'opération postale?

### **Il est un peu tard pour l'évaluer de façon fiable**

- À tout le moins, 22 % des gens interrogés se rappellent avoir reçu par la poste les documents d'information que leur a fait parvenir le gouvernement du Québec sur l'avancement des négociations en décembre dernier.
- Il y en a sûrement substantiellement plus qui les ont reçus mais, après trois mois, c'est la proportion de ceux qui s'en souviennent encore.
- Presque la moitié d'entre eux (46 %) disent les avoir consultés. Probablement que moins l'ont fait puisque si on les a consultés attentivement, on a plus de chance de s'en souvenir aujourd'hui.
- Par contre, au total, 10 % de la population aurait donc consulté les documents (46 % de 22 %) mais là, il s'agit vraiment là d'un minimum, c'est-à-dire qu'il s'agit plutôt de la proportion de gens qui se souviennent encore, trois mois plus tard, d'avoir pris connaissance de ces documents.



## **Annexe 1**

### **Méthodologie détaillée**

---



## Méthodologie

### Objectifs

- L'objectif général de cette étude est de prendre le pouls de la population adulte des régions de la Côte-Nord et du Saguenay-Lac-St-Jean quant à la négociation d'un traité entre les gouvernements du Québec et du Canada d'une part et les Innus d'autre part. La négociation de ce traité est connue sous le nom de « Approche commune ».
- Une étude semblable a été réalisée en décembre 2003 alors que de la documentation sur l'avancement des négociations a été distribuée aux résidents des deux régions en décembre 2004.
- La présente étude vise donc à mesurer dans quelle mesure l'opinion publique a évolué depuis 14 mois et particulièrement suite à la distribution généralisée d'information à la population en décembre 2004.
- L'objectif de cette annexe est de réunir les informations utiles sur le déroulement de l'enquête téléphonique. Pour ce faire, nous expliquons la méthodologie utilisée et nous en présentons les résultats administratifs de façon à bien préciser les limites de l'étude et la portée des résultats et pouvoir reproduire celle-ci selon le même protocole au besoin.

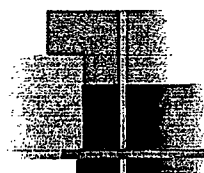
### Plan de sondage

#### Population cible

- La population visée par cette enquête est constituée de l'ensemble des adultes (18 ans ou plus) qui résident sur le territoire des régions administratives de la Côte-Nord et du Saguenay-Lac-St-Jean.
- La population cible exclut les personnes ayant le statut d'Autochtones ou dont les membres de leur famille immédiate a ce statut.

#### Base de sondage

- L'échantillon initial a été généré aléatoirement parmi toutes les circonscriptions téléphoniques (préfixe de trois chiffres des numéros de téléphone) couvrant les deux régions administratives à l'étude à l'exclusion des circonscriptions téléphoniques couvrant exclusivement des réserves indiennes.



# Méthodologie (Suite)

## Plan de sondage - Suite

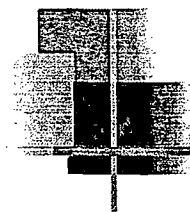
### Plan d'échantillonnage

- Il s'agit d'un échantillon stratifié proportionnel à deux degrés.
  - Au premier degré, l'échantillon initial a été stratifié proportionnellement à l'importance de la population adulte de trois régions, soit la Côte-Nord, la ville de Saguenay et le reste de la région du Saguenay-Lac-St-Jean.
  - Au deuxième degré, un adulte résidant dans le ménage rejoint a été choisi pour participer à l'enquête selon une procédure empirique qui assure un bon équilibre des différents groupes d'âge pour les deux sexes.

Strate	Ensemble	Ville de Saguenay	Reste du Saguenay-Lac-St-Jean	Côte-Nord
Nombre visé	500	200	170	130
Entrevues complétées	500	200	170	130

## Questionnaire

- En plus des 500 entrevues complétées dont les résultats sont présentés ici, nous avons rejoint 39 personnes qui ont été exclues en raison de leur statut d'Autochtones ou de leur situation d'apparenté à une personne ayant un tel statut.
- Le questionnaire utilisé est essentiellement le même que celui qui avait été utilisé lors de l'enquête de décembre 2003. De plus, trois nouvelles questions portant sur le rappel du matériel d'information distribué en décembre 2004 ont été ajoutées. La durée moyenne d'entrevue a été de cinq minutes.
- Le questionnaire a d'abord été prétesté auprès d'un échantillon de 10 répondants le 8 mars 2005. La version finale du questionnaire est présentée en annexe.



## Méthodologie (Suite)

### Collecte

#### Période de collecte

- Du 8 au 26 mars 2005

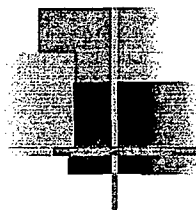
#### Mode d'entrevue

- Entrevues téléphoniques assistées par ordinateur.
- Gestion informatisée des numéros de téléphone.
- Jusqu'à 20 appels ont été faits pour tenter de joindre les personnes échantillonnées.

#### Résultats des appels (les résultats détaillés sont présentés à la page suivante)

- |                       |        |
|-----------------------|--------|
| ■ Taux de refus       | 29,9 % |
| ■ Taux de non-réponse | 10,6 % |
| ■ Taux de réponse     | 59,5 % |





## Résultats administratifs détaillés

Sondage sur la proposition d'entente de principe entre le gouvernement du Québec et les innus

Entrevues réalisées du 8 mars au 26 mars 2005

Strate : Ensemble

<b>A. Échantillon de départ</b>	<b>1407</b>
B. Non joints au cours de la période	72
C. Hors service	328
D. Non résidentiels	122
E. Lignes en dérangement	4
F. Non admissibles	39
G. Hors strate	1
H. Incapacité / Autres langues	23
I. Absents	47
J. Incomplets	0
K. Refus du ménage	121
L. Refus de la personne sélectionnée	150
<b>M. Entrevues complétées</b>	<b>500</b>
<b>Principaux indices</b>	
N. Numéros non joints (B+E)	76
O. Numéros joints (A-(N+G))	1330
P. Numéros joints inutilisables (C+D+H)	473
Q. Numéros joints utilisables (O-P)	857
R. Estimation du nombre de non joints utilisables (NQ/O)	49
S. Estimation du nombre total de numéros utilisables (Q+R)	906
<hr/>	
Non-réponse estimée (%) ((R+I)/S)	10,6 %
Refus (%) (J+K+L)/S	29,9 %
Taux de réponse estimé (%) ((M+F)/S)	59,5 %

## Méthodologie (Suite)

### Pondération et traitement

- Par expansion à la distribution conjointe d'âge (6 catégories) et de sexe (2 catégories) de la population de chacune des trois strates de l'échantillon (Ville de Saguenay, reste du Saguenay-Lac-Saint-Jean et Côte-Nord).

- Les données ont été traitées à l'aide du progiciel spécialisé MACTAB.

- Les résultats pour chacune des questions sont présentés en fonction des descripteurs démographiques jugés utiles pour l'analyse des résultats (voir annexe 3 sous pli séparé pour les résultats détaillés).

### Marges d'erreur

- Les marges d'erreur présentées à la page suivante tiennent compte de l'effet de plan.

- L'effet de plan apparaît lorsque les entrevues complétées ne sont pas réparties proportionnellement à la population d'origine selon les variables de segmentation ou de pondération.

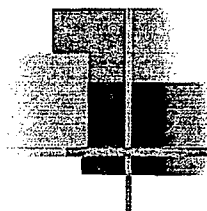
- L'effet de plan est le ratio entre la taille de l'échantillon et la taille d'un échantillon aléatoire simple de même marge d'erreur. C'est une statistique utile à l'estimation des marges d'erreur pour des sous-groupes de répondants.

- Par exemple, au tableau de la page suivante, pour l'ensemble, la marge d'erreur est la même que pour un échantillon aléatoire simple de taille 424 ( $500 \div 1,1794$ ).

- La marge d'erreur varie selon la valeur de la proportion estimée. En effet, la marge d'erreur est plus grande lorsque la proportion est voisine de 50 % et plus petite à mesure que le résultat s'éloigne de 50 %.

- Le premier tableau de la page suivante présente la marge d'erreur pour l'ensemble des résultats aussi bien que pour chacune des trois strates régionales.

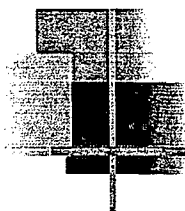
- Le tableau de la dernière page présente enfin la marge d'erreur pour cette année, la marge d'erreur pour l'étude de décembre 2003 et l'écart requis pour qu'un résultat puisse être qualifié de significativement différent d'une édition à l'autre en fonction de la proportion estimée. Par exemple, une proportion observée aujourd'hui de 10 % peut être qualifiée de significativement différente du résultat de 2003 si celui-ci s'écarte par plus de 4,1 %, c'est-à-dire est inférieur à 6 % ou supérieur à 14 %.



## Méthodologie -Suite

Marge d'erreur selon la proportion estimée

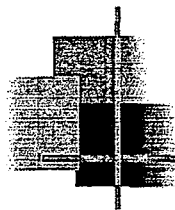
	Strate			
	Ensemble	Ville Saguenay	Ailleurs région Saguenay - Lac-St-Jean	Région Côte Nord
Nombre d'entrevues	500	200	170	130
Effet de plan	1,1794	1,0908	1,2007	1,2994
Proportion :				
99 % ou 1 %	±0,9%	±1,4%	±1,6%	±1,9%
95 % ou 5 %	±2,1%	±3,2%	±3,6%	±4,3%
90 % ou 10 %	±2,9%	±4,3%	±4,9%	±5,9%
80 % ou 20 %	±3,8%	±5,8%	±6,6%	±7,8%
70 % ou 30 %	±4,4%	±6,6%	±7,5%	±9,0%
60 % ou 40 %	±4,7%	±7,1%	±8,1%	±9,6%
50 % (marge maximale)	±4,8%	±7,2%	±8,2%	±9,8%



## Méthodologie -Suite

### Marges d'erreur et comparaisons 2003/2005

	Résultats de 2005	Résultats de 2003	Écart requis pour que la différence soit significative
Nombre d'entrevues	500	483	NA
Effet de plan	1,1794	1,249	NA
Proportion :			
99 % ou 1 %	±0,9%	±0,9%	±1,3%
95 % ou 5 %	±2,1%	±2,1%	±3,0%
90 % ou 10 %	±2,9%	±2,8%	±4,1%
80 % ou 20 %	±3,8%	±3,8%	±5,4%
70 % ou 30 %	±4,4%	±4,3%	±6,2%
60 % ou 40 %	±4,7%	±4,6%	±6,6%
50 % (marge maximale)	±4,8%	±4,7%	±6,7%



## Annexe 2

### Questionnaire

---



## SONDAGE SUR LA PROPOSITION D'ENTENTE DE PRINCIPE ENTRE LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET LES INNUS

### QUESTIONNAIRE – MARS 2005

#### Légende

<b>*texte*</b>	On utilise l'astérisque pour signaler un texte de question, un commentaire ou un choix de réponses non lu, qui apparaît à l'interviewer lors de l'entrevue.
<b>...</b>	Indique l'endroit où les choix de réponses sont à lire dans le texte de la question.
<b>/*texte*/</b>	Le texte entouré par « /*...*/ » est une note explicative qui n'apparaît pas à l'interviewer lors de l'entrevue.
<b>NSP</b>	Choix de réponses : Ne sait pas
<b>NRP</b>	Choix de réponses : Ne répond pas (refus)
<b>NA</b>	Choix de réponses : Non applicable (sans objet)
<b>-&gt;, -&gt;&gt;</b>	Signifie « Passez à la question »
<b>-&gt;sortie</b>	Valide avec l'interviewer que le répondant n'est pas admissible, termine l'entrevue et la classe comme « inadmissible ».
<b>-&gt;fin</b>	Termine l'entrevue et la classe comme « Complétée »
<b>1=, 1=</b>	Lorsque <u>tous</u> les choix de réponses sont précédés de « 1= », il s'agit d'une question pouvant comporter plusieurs réponses (chaque choix est oui ou non).

- 1=, 2=, ... Lorsque les choix de réponses sont précédés de « 1=..., 2=..., etc. », une seule réponse est possible à moins d'indications contraires (par exemple : « 3 mentions »).
- Q\_Sical, Q\_Incal** Les questions commençant par « Q\_SI... » ou par « Q\_IN... » sont des questions filtres ou des directives techniques permettant de lire des informations de l'échantillon, de compléter automatiquement certaines questions, de faire un branchement complexe, etc. Une note explicative, placée avant la question filtre ou la directive technique, précise la fonction remplie par cette dernière.
- \*I**
- Q\_Bi** Bonjour, bonsoir, je suis... de la maison de recherche SOM. Nous faisons aujourd'hui une très courte étude auprès des résidents de la Côte-Nord et du Saguenay-Lac-St-Jean et j'aurais besoin de la collaboration de quelqu'un chez-vous pour 3 – 4 minutes. Puis-je parler au plus jeune homme qui a 18 ans ou plus et qui est à la maison présentement? **\*Si aucun homme :\*** Puis-je parler à la femme la plus âgée qui a 18 ans ou plus et qui est à la maison présentement?
- >>1
- Q\_1** **\*Bonjour, bonsoir, je suis... de la firme de recherche SOM. Nous faisons aujourd'hui une très courte étude auprès des résidents de la Côte-Nord et du Saguenay-Lac-St-Jean et j'aurais besoin de votre collaboration pour trois ou quatre minutes.\***
- Est-ce que vous-même ou quelqu'un de votre famille immédiate a le statut d'Autochtone?
- 1=**\*Oui->sortie**  
2=**\*Non**
- Q\_2** Avez-vous entendu parler de l'Approche commune, c'est-à-dire la négociation entre les gouvernements du Québec et du Canada et les Innus qu'on appelle aussi Montagnais? **\*Si demande des explications :\*** «Il s'agit d'une négociation en vue d'en arriver à un traité entre les gouvernements du Québec et du Canada et certaines communautés Autochtones.»
- 1=**\*Oui spontané**  
2=**\*Oui APRÈS L'EXPLICATION**  
3=**\*Non/NSP/ APRÈS L'EXPLICATION**

#### **/\*Légende**

**\*texte\*** : Texte non lu, apparaît à l'interviewer; ... : Endroit de lecture des choix de réponses dans le texte de question; -> ou ->> : signifie : passez à la question...; **1=, 1=** : Question à choix multiples; **1=, 2=** : Une seule réponse, à moins d'indications contraires; **/\*texte\*/** : commentaire n'apparaissant pas à l'interviewer\*/

- Q\_9            En décembre dernier, le gouvernement du Québec vous a fait parvenir par la poste des documents d'information portant sur l'avancement de la négociation avec les Innus, les avez-vous vus ? \*Si demande des explications :\* «Il s'agit d'un dépliant et d'un bulletin d'information sur la négociation avec les Innus.»
- 1=\*Oui  
                 2=\*Non->9c  
                 9=\*NSP/NRP->9c
- Q\_9b           Les avez-vous consultés?
- 1=\*Oui  
                 2=\*Non  
                 9=\*NSP/NRP
- Q\_9c           Avez-vous l'intention de vous abonner au bulletin d'information "Info-Négo"? (Au besoin : il s'agit d'un bulletin d'information distribué gratuitement aux citoyens afin de les renseigner sur l'évolution des négociations avec les Innus)
- 1=\*Oui  
                 2=\*Non  
                 9=\*NSP/NRP
- Q\_3            Êtes-vous d'accord pour que les gouvernements négocient un traité avec les Innus? \*Si demande des explications :\* «Il s'agit d'une entente entre les gouvernements du Québec et du Canada et certaines communautés autochtones.»
- 1=\*Oui  
                 2=\*Non  
                 9=\*NSP/NRP
- Q\_4            Vous sentez-vous directement et personnellement concerné(e) par ce traité ?
- 1=\*Oui  
                 2=\*Non  
                 9=\*NSP/NRP

---

**/\*Légende**

**\*texte\*** : Texte non lu, apparaît à l'interviewer; ... : Endroit de lecture des choix de réponses dans le texte de question; -> ou ->> : signifie : passez à la question...; **1=, 1=** : Question à choix multiples; **1=, 2=** : Une seule réponse, à moins d'indications contraires; **/\*texte\*/** : commentaire n'apparaissant pas à l'interviewer\*/



Q\_5 Pensez-vous que la signature d'un traité entre les gouvernements et les Innus aura des retombées... pour le développement de votre région?

- 1=Très positives->6A1
- 2=Plutôt positives->6A1
- 3=\*Ni positives ni négatives (Aucune retombée)->7
- 4=Plutôt négatives->6B1
- 5=Très négatives->6B1
- 9=\*NSP/NRP->7

Q\_6A1 Quelles retombées positives voyez-vous à cette négociation? \*Acceptez\* \*2 mentions, sortie=96,99

- 1=\*Diminue les tensions sociales avec les Autochtones/Bon voisinage
- 2=\*Règle les différends sur les droits de propriété
- 3=\*Règle la question des droits de chasse et de pêche
- 4=\*Permet le développement hydro-électrique de la région
- 5=\*Améliore la situation pour la villégiature
- 90=\*Autre <précisez>
- 96=\*Aucune autre->7
- 99=\*NSP/NRP->7

Q\_6B1 Quelles retombées négatives craignez-vous? \*Acceptez\* \*2 mentions, sortie=96,99

- 1=\*Augmentation des conflits avec les Autochtones
- 2=\*On va donner toutes nos terres aux Autochtones
- 3=\*Les Autochtones ont déjà assez de droits
- 4=\*Va limiter les possibilités de chasse et de pêche
- 5=\*Va limiter les possibilités de villégiature
- 6=\*Va limiter le développement hydro-électrique
- 7=\*Va limiter le développement touristique
- 90=\*Autre <précisez>
- 96=\*Aucune autre->7
- 99=\*NSP/NRP->7

---

**/\*Légende**

**\*texte\*** : Texte non lu, apparaît à l'interviewer; ... : Endroit de lecture des choix de réponses dans le texte de question; -> ou ->> : signifie : passez à la question...; **1=, 1=** : Question à choix multiples; **1=, 2=** : Une seule réponse, à moins d'indications contraires; **/\*texte\*/** : commentaire n'apparaissant pas à l'interviewer\*/

- Q\_7                    Avez-vous l'impression d'être... renseigné(e) sur l'évolution de la négociation avec les Innus ?
- 1=Très bien  
2=Plutôt bien  
3=Plutôt mal  
4=Très mal  
9=\*NSP/NRP
- Q\_8                    Pourquoi selon vous les gouvernements désirent-ils négocier avec les Innus?
- 1=\*Régler les droits ancestraux et le titre d'aborigène  
2=\*Régler les questions territoriales  
3=\*Régler les droits de chasse et de pêche  
4=\*Permettre le développement (économique) de la région  
90=\*Autre <précisez>  
99=\*NSP/NRP
- Q\_10                    Comment qualifiez-vous, de façon générale, les relations entre les Autochtones et les non-Autochtones de votre région? Les qualifieriez-vous de... ?
- 1=Très bonnes  
2=Bonnes  
3=\*Ni bonnes ni mauvaises  
4=Mauvaises  
5=Très mauvaises  
9=\*NSP/NRP

---

**/\*Légende**

**\*texte\*** : Texte non lu, apparaît à l'interviewer; ... : Endroit de lecture des choix de réponses dans le texte de question; -> ou ->> : signifie : passez à la question...; **1=, 1=** : Question à choix multiples; **1=, 2=** : Une seule réponse, à moins d'indications contraires; **/\*texte\*/** : commentaire n'apparaissant pas à l'interviewer\*/

- Q\_11 Pour terminer, pouvez-vous m'indiquer de quel groupe d'âge parmi les suivants, vous faites partie? \*Vous pouvez vous laisser interrompre\*
- 1=18 – 24 ans  
2=25 – 34 ans  
3=35 – 44 ans  
4=45 – 54 ans  
5=55 – 64 ans  
6=65 ans ou plus  
9=\*NSP/NRP
- Q\_12 Au total, combien d'années de scolarité avez-vous complétées? \*On peut accepter une réponse spontanée\*
- 1=12 ans et moins (secondaire ou moins)  
2=13 à 15 ans (collégial)  
3=16 ans et plus (universitaire)  
9=\*NSP/NRP
- Q\_13 (Notez le sexe)
- 1=\*Homme  
2=\*Femme
- Q\_FIN Voilà, c'est tout. Merci beaucoup de votre collaboration! La mission de SOM est d'aider les gens à faire valoir leur point de vue et votre collaboration est essentielle pour nous permettre d'accomplir cette mission. Bonne fin de journée!

---

**/\*Légende**

**\*texte\*** : Texte non lu, apparaît à l'interviewer; ... : Endroit de lecture des choix de réponses dans le texte de question; -> ou ->> : signifie : passez à la question...; **1=, 1=** : Question à choix multiples; **1=, 2=** : Une seule réponse, à moins d'indications contraires; **/\*texte\*/** : commentaire n'apparaissant pas à l'interviewer\*/

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

9. Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2004-2005 à la demande du ministère ou de l'organisme :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie des études;
- firme ou individu ayant obtenu le mandat;
- copie ou contrat.

**RÉPONSE :**

Évalu-Action inc.

10 000\$

## CONTRAT

ENTRE :

Le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones, M. Benoît Pelletier, pour et au nom du gouvernement du Québec, représenté par M. Christian Dubois, secrétaire adjoint aux Secrétariat aux affaires autochtones, dûment autorisé en vertu du *Règlement sur la signature de certains documents du ministère du Conseil exécutif* (L.R.Q., c. M-30),

ci-après appelé « Le Ministre »

ET :

Évalu-Action inc., personne morale légalement constituée, ayant son siège social au 1265, rue Robert-L. Séguin, Ste-Foy (Québec) G1X 4W8, agissant par M. Pierre Simard, administrateur, dûment autorisé ainsi qu'il le déclare,

ci-après appelée « Le Fournisseur »

---

Les parties conviennent de ce qui suit :**1. OBJET DU CONTRAT**

Le Ministre retient les services du Fournisseur qui accepte de fournir les services professionnels de M<sup>me</sup> Anissa Caron, conseillère en recherche et évaluation, afin d'élaborer un cadre de mesure du rendement pour une phase II du programme FDA.

**2. INTERPRÉTATION**

Le présent contrat constitue la seule entente intervenue entre les parties et toute autre entente non reproduite au présent contrat est réputée nulle et sans effet.


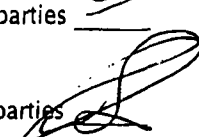
**3. LOIS APPLICABLES ET TRIBUNAL COMPÉTENT**

Le contrat est régi par le droit applicable au Québec et en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.

**4. REPRÉSENTANTS DES PARTIES**

Le Ministre, aux fins de l'application du présent contrat, y compris pour toute approbation qui y est requise, désigne M. Christian Dubois, secrétaire adjoint pour le représenter. Si un remplacement était rendu nécessaire, le Ministre en avisera le Fournisseur dans les meilleurs délais.

De même, le Fournisseur désigne M. Pierre Simard, administrateur pour le représenter. Si un remplacement était rendu nécessaire, le Fournisseur en avisera le Ministre dans les meilleurs délais.

Initiales des parties Initiales des parties 

## 5. DURÉE DU CONTRAT

Malgré la date de sa signature par les deux parties, le présent contrat entre en vigueur le 26 janvier 2005 pour se terminer 28 février 2005.

## 6. OBLIGATIONS DES PARTIES

### A) OBLIGATIONS DU FOURNISSEUR

Le Fournisseur s'engage à :

- A.1 Élaborer un cadre logique pour la phase II du programme FDA;
- A.2 Identifier des indicateurs de performance pertinents ;
- A.3 Identifier des méthodes de collecte de données appropriées et de la fréquence des mesures ;
- A.4 Conseiller le SAA quant à l'élaboration des outils de collecte des données ;
- A.5 Effectuer le travail conformément aux exigences du mandat en y apportant la qualité professionnelle requise;
- A.6 Tenir compte de toutes les instructions et recommandations du Ministre et de ses représentants et n'apporter aucune modification au mandat sans une autorisation écrite du Ministre.

### B) OBLIGATIONS DU MINISTRE

Le Ministre s'engage à :

- B.1 Verser au Fournisseur moyennant services rendus, des honoraires de dix mille dollars (10 000 \$) conformément aux modalités prévues à l'article 7, sans autres frais, coûts ou dépenses que ce soit.
- B.2 Fournir au Fournisseur tous les renseignements, les autorisations, approbations et instructions nécessaires ou utiles, avec toute la célérité possible, de façon à lui permettre de remplir adéquatement son mandat.

## 7. MODALITÉS DE PAIEMENT

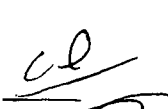
La somme et considération maximale prévue à l'article 8 pourra être réclamée à compter du moment où les obligations du Fournisseur auront été remplies et sera payable par le Ministre, conditionnellement à l'acceptation des travaux, dans les trente (30) jours qui suivront la réception des pièces justificatives relatives aux travaux exécutés par le Fournisseur.


Le paiement s'effectuera sur présentation d'une facture dûment acceptée par le Ministre et contenant l'information suivante :

- les services fournis;
- le montant dû;
- le n° de référence du contrat.

Cette facture doit être acheminée à :

M. Christian Dubois  
Secrétaire adjoint au Secrétariat aux affaires autochtones  
905, avenue Honoré-Mercier, 1<sup>er</sup> étage,  
Québec (Québec) G1R 5M6

Initiales des parties 

Initiales des parties 

## 8. LIMITE DE RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE

La responsabilité financière du Ministre pour les honoraires et dépenses encourus dans l'exécution du présent contrat ne pourra excéder la somme de dix mille dollars (10 000 \$) et le Ministre ne sera pas tenu de verser au Fournisseur toute somme excédentaire à ce montant.

## 9. PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE ET DROITS D'AUTEUR

### A) PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE

Les travaux réalisés par le Fournisseur en vertu du présent contrat, y compris tous les accessoires tels les études, les vidéos, les rapports de recherche et autres, deviendront la propriété entière et exclusive du Ministre qui pourra en disposer à son gré.

### B) DROITS D'AUTEUR

Le Fournisseur cède et transporte au Ministre, qui accepte, tous les droits d'auteur sur tous les documents à être réalisés en vertu du présent contrat et à toutes fins jugées utiles par le Ministre.

Cette cession de droits d'auteur est consentie sans limite de territoire et sans limite de temps ou de quelque nature que ce soit.

Toute considération pour la cession de droits d'auteur consentie en vertu du présent contrat est incluse dans la rémunération prévue à l'article 6.

## 10. RESPONSABILITÉ DU MINISTRE

Sauf le cas de faute intentionnelle ou de faute lourde de la part du Ministre, ce dernier n'assumera aucune responsabilité à l'égard de tout dommage matériel subi par le Fournisseur, ses employés, agents, représentants ou sous-traitants.

## 11. RESPONSABILITÉ DU FOURNISSEUR

Le Fournisseur sera responsable de tout dommage causé par lui, ses employés, agents, représentants ou sous-traitants dans le cours ou à l'occasion de l'exécution du présent contrat y compris le dommage résultant d'un manquement à un engagement pris en vertu du présent contrat.

Le Fournisseur s'engage à indemniser, protéger et prendre fait et cause pour le Ministre contre tout recours, réclamation, demande, poursuite et autre procédure pris par toute personne en raison de dommages ainsi causés.

## 12. CONFLITS D'INTÉRÊTS

Le Fournisseur accepte d'éviter toute situation qui mettrait en conflit son intérêt personnel et l'intérêt du Ministre. Si une telle situation se présente, le Fournisseur doit immédiatement en informer le Ministre qui pourra, à sa discrétion, émettre une directive indiquant au Fournisseur comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier le contrat.

Le présent article ne s'applique pas à un conflit pouvant survenir sur l'interprétation ou l'application du contrat.

Initiales des parties 

Initiales des parties 

### 13. CONFIDENTIALITÉ

Le Fournisseur s'engage à ce que ni lui ni aucun de ses employés, agents, représentants ou sous-traitants ne divulgue, sans y être dûment autorisé par le Ministre, les données, analyses ou résultats inclus dans les rapports réalisés en vertu du contrat ou, généralement, quoi que ce soit dont il aurait eu connaissance dans l'exécution du présent contrat.

### 14. MODIFICATION DU CONTRAT

Toute modification au contenu du présent contrat devra faire l'objet d'une entente écrite entre les deux parties. Cette entente ne peut changer la nature du contrat et elle fera partie intégrante du présent contrat.

### 15. CESSIION DU CONTRAT

Les droits et obligations contenus au présent contrat ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite et préalable du Ministre.

### 16. RÉSILIATION

Le Ministre se réserve le droit de résilier ce contrat sans qu'il soit nécessaire pour lui de motiver la résiliation.

Pour ce faire, le Ministre doit adresser un avis écrit de résiliation au Fournisseur. La résiliation prendra effet de plein droit et à la date de la réception de cet avis par le Fournisseur.

Le Fournisseur aura droit aux frais, déboursés et sommes représentant la valeur réelle des services rendus jusqu'à la date de résiliation du contrat.

### 17. INSPECTION

Le Ministre se réserve le droit de faire inspecter, par des personnes dûment autorisées, sans préavis nécessaire mais à des heures normales, le travail relié aux services rendus par le Fournisseur. Celui-ci sera tenu de se conformer sans délai aux exigences et aux directives que lui donnera le Ministre à la suite de ces inspections dans la mesure où elles se situent dans le cadre du présent contrat.

Toute inspection ainsi effectuée ne dégage pas pour autant le Fournisseur de sa responsabilité à l'égard de la réalisation finale de l'objet du présent contrat.

### 18. VÉRIFICATION

Les demandes de paiement découlant de l'exécution du contrat peuvent faire l'objet d'une vérification par le Contrôleur des finances (*Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01*).

### 19. EXEMPTION RELATIVE À LA TAXE FÉDÉRALE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (TPS) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (TVQ)

Ceci est pour certifier que les services retenus en vertu du présent contrat sont requis et payés par le *ministère du Conseil exécutif* avec les deniers de la Couronne pour son utilisation propre et que, par conséquent, ils ne sont donc pas assujettis à la TVQ ni à la TPS.

Initiales des parties 

Initiales des parties 



## 20. COMPENSATIONS FISCALES

Conformément à l'article 31.1.1 de la *Loi sur le ministère du Revenu* (L.R.Q., c. M-31) et à l'article 53 de la *Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires* (L.R.Q., c. P-2.2), lorsque le Fournisseur est redevable d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale ou alimentaire, le ministère ou l'organisme acquéreur, dans le cas où ce dernier est un organisme public tel que défini à l'article 31.1.4 de la *Loi sur le ministère du Revenu*, pourra, s'il en est requis par le ministre du Revenu, transmettre à celui-ci tout ou partie du montant payable en vertu du présent contrat afin que le Ministre puisse affecter ce montant au paiement de cette dette ou d'une partie de cette dette.

## 21. COMMUNICATIONS

Tout avis exigé en vertu du présent contrat, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et être remis en mains propres ou transmis par télégramme, bérinographe, télex, télécopieur, messenger ou par poste ou poste recommandée à l'adresse de la partie concernée telle qu'indiquée ci-après :

Le Ministre : M. Christian Dubois  
Secrétaire adjoint  
Secrétariat aux affaires autochtones  
905, avenue Honoré-Mercier, 1<sup>er</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 5M6

télécopieur : 418-646-4918

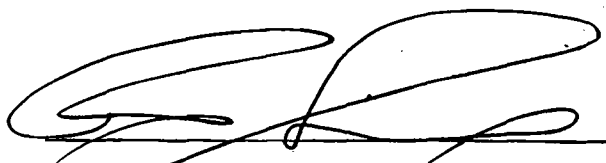
Le Fournisseur : M. Pierre Simard  
Administrateur  
Évalua-Action inc.  
1265, rue Robert-L. Séguin  
Ste-Foy (Québec) G1X 4W8

Tout changement d'adresse de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis à l'autre partie.

## 22. CLAUSE FINALE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c. A-6.001).

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce contrat à Québec, en double exemplaire.



Pierre Simard  
Administrateur

31/02/2005

Date



Christian Dubois  
Secrétaire adjoint

8.02.2005

Date

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

10. Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2004-2005 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

**RÉPONSE :** Voir document joint.

**SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES**  
**LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À DES FIRMES ET**  
**À DES PROFESSIONNELS(LES) DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2004 AU 31 MARS 2005**

NOM	OBJET	MONTANT (\$)
BG Communications international inc.	Service de traduction de divers documents (ententes, lettres, publications) pour la période du 20 décembre 2004 au 20 décembre 2005.	15 000
Caron, Anissa	Mise à jour du document « Déboursés, aides et dépenses destinés aux Autochtones » pour l'année 2003-2004.	3 000
Charest, Paul	Représentant d'un groupe mandaté par les négociateurs sur la fusion de certaines institutions et la création d'une nouvelle forme de gouvernement au Nunavik afin de rencontrer les représentants naskapis à Kawawachikamach.	10 250
Communication Publi Griffé	Conception graphique de différents documents d'information dans le cadre de la négociation territoriale avec les Innus.	5 000
Dompteurs de souris (Les)	Fournir sur demande des services spécialisés en conception graphique.	1 300
Dubé, Hélène	Effectuer la recherche d'organismes pouvant être intéressés à obtenir des renseignements sur la signature de l'entente de principe entre le gouvernement du Québec et les Innus.	3 800
Évalu-Action inc.	Élaborer un cadre de mesure du rendement pour une phase II du programme FDA.	10 000
Groupe C.F.C. inc.	Révision de la structure administrative du Secrétariat aux affaires autochtones.	24 650
Mark McKenzie traducteur enr.	Service de traduction de divers documents (ententes, lettres, publications) pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2004 au 31 mars 2005.	15 000
Nadeau, Philippe	Agir à titre d'animateur des sessions d'initiation au Québec amérindien et inuit (période de septembre 2004 à juillet 2005).	24 995
O'Bomsawin, Jean	Agir à titre d'animateur des sessions d'initiation au Québec amérindien et inuit (période de septembre 2004 à juillet 2005).	24 995
Oxygène communication et marketing	Fournir sur demande des services spécialisés en conception graphique.	24 500
Perron Maranda, François-Xavier	Brosser le portrait social, économique et démographie actuel des Amérindiens et des Inuits du Québec.	17 000
Perron Maranda, François-Xavier	Brosser le profil socio-économique et démographique de la population autochtone vivant à l'extérieur des communautés autochtones.	11 000
SÉPAQ, réserve faunique Port-Cartier-Sept-Îles	Agir comme conseiller dans le cadre de la gestion de la pourvoirie Etamamiou afin d'assurer une transition harmonieuse des opérations de celle-ci.	12 000
Stratégie, organisation et méthode SOM inc.	Effectuer un sondage sur la négociation des ententes avec les Innus.	5 180
Traductions Novatext	Service de traduction de divers documents (ententes, lettres, publications) pour la période du 1 <sup>er</sup> avril 2004 au 31 mars 2005.	6 000

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

11. Liste des contrats de moins de 25 000 \$ ou de plus de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2004-2005 à une firme de relations publiques en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

**RÉPONSE :**

Aucun

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

12. Pour le cabinet ministériel, le montant, pour l'année 2004-2005, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - i. au Québec;
  - ii. à l'extérieur du Québec.

## RÉPONSE :

Photocopie :	6 176 \$	Téléphonie cellulaire et coût d'utilisation :	14 653 \$
Téléavertisseur :	52 \$	Mobilier de bureau :	3 079 \$
Distributeur d'eau de source :	444 \$	Remboursement de frais de transport :	126 274 \$
Remboursement des frais de repas et d'hébergement :	50 976 \$		
Dépenses applicables aux participations aux congrès, colloques, etc.			
i) au Québec :	15 453 \$	ii) à l'extérieur du Québec :	4 370 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

13. Pour la Direction générale du ministère, le montant, pour l'année 2004-2005, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :
  - i. au Québec;
  - ii. à l'extérieur du Québec.

**RÉPONSE :**

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à l'annexe 12.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones**

**Portefeuille 140**

**Programme 04 Élément 01**

---

14. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) par ministère, par cabinet ministériel et par organisme pour 2004-2005 ainsi que les prévisions pour 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.

- pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

**RÉPONSE :** Voir document joint.

# MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 14. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2004-2005.

##### PROGRAMME 04 : AFFAIRES AUTOCHTONES

CORPS D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN	PERSONNEL FÉMININ	MOINS DE 35 ANS	35 ANS ET PLUS	PERSONNES HANDICAPÉES	ANGLOPHONES	AUTOCHTONES	MEMBRE DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES
ADMINISTRATEURS D'ÉTAT	2	1		4				
CADRES	3	1		4				
PROFESSIONNELS	12	5	2	15		1		
FONCTIONNAIRES	1	14		15		3		
OUVRIERS								
<b>TOTAL</b>	<b>18</b>	<b>21</b>	<b>2</b>	<b>38</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>% par rapport à l'effectif occupé (40)</b>	<b>45,0%</b>	<b>52,5%</b>	<b>5,0%</b>	<b>95,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>10,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

15. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2004-2005, pour chaque ministère et organisme (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation), et ce, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) :

- nombre de jours de congé de maladie pris par le personnel;
- nombre d'heures supplémentaires de travail réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc...);
- nombre de jours de vacances pris par le personnel;
- nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

**RÉPONSE :** Voir document joint.

# MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

### 15. CONGÉS DE MALADIE / TEMPS SUPPLÉMENTAIRE / VACANCES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2004-2005.

#### PROGRAMME 04 : AFFAIRES AUTOCHTONES

	NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL			NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL			NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES						NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCELEMENT PSYCHO- LOGIQUE
	JRS			JRS			PAYÉES HRES		COMPENSÉES HRES		TOTAL HRES		
	CADRES	PROF	FONC	CADRES	PROF	FONC	PROF	FONC	PROF	FONC	PROF	FONC	
AVRIL	1,0	8,0	15,0	2,0	9,5	8,0	15,00	13,00	52,00	2,50	67,00	15,50	
MAI	3,0	4,5	14,0		10,0	5,0	60,00		46,00	0,50	106,00	0,50	
JUIN	42,5	49,0	48,5		2,5	8,5	61,00		90,00	1,00	151,00	1,00	
JUILLET	7,0	160,0	78,0	1,0	2,0	49,0	34,00		33,00		67,00	-	
AOÛT	23,5	34,0	63,0	1,5	4,5	14,0	39,00		19,00		58,00	-	
SEPTEMBRE	7,5	14,5	9,5		8,5	13,0	37,00	2,00	89,00		126,00	2,00	
OCTOBRE	2,5	5,5	19,0	1,0	10,0	8,5	56,00		105,00		161,00	-	
NOVEMBRE	3,5	7,5	10,0	1,0	9,5	7,5	44,00		53,00		97,00	-	
DÉCEMBRE	9,0	32,0	30,5		5,0	10,0	42,00	8,50	52,00	1,00	94,00	9,50	
JANVIER		23,5	19,5		8,5	7,5	51,00	16,50	35,00	1,50	86,00	18,00	
FÉVRIER	1,0	17,0	6,0	1,0	3,0	8,5	46,00	15,50	34,00	2,00	80,00	17,50	
MARS	2,0	4,5	15,0		5,0	12,5	40,00		41,00		81,00	-	
TOTAL	102,5	360,0	328,0	7,5	78,0	152,0	525,00	55,50	649,00	8,50	1 174,00	64,00	-

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

16. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis 1<sup>er</sup> avril 2002:

- évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.

**RÉPONSE :** La réponse sera transmise par le Conseil du trésor.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

17. La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant chacune d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2004-2005, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail.

**RÉPONSE :**

La réponse sera transmise par le ministère des Services gouvernementaux.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**  
**Secrétariat aux affaires autochtones**  
**Portefeuille 140**  
**Programme 04 Élément 01**

---

18. Liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2004-2005, et prévisions 2005-2006.

**RÉPONSE :**

La réponse sera transmise par le ministère des Services gouvernementaux.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

19. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2004-2005 de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2004-2005, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire et/ou le nom de la firme.

**RÉPONSE :** Aucun contrat de location d'espace avec des firmes privées en 2004-2005.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

20. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1<sup>er</sup> avril 2004 au 17 février 2005 et du 18 février 2005 à ce jour.

**RÉPONSE :**

25 844 \$

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

21. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1<sup>er</sup> mars 2004 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée.
- S'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

## RÉPONSE :

## Liste du personnel de cabinet

NOM	TÂCHE	PORT D'ATTACHE
Mme Elizabeth MacKay	Directrice de cabinet	Québec
Mme Mary Kirkwood	Employée de soutien	Québec
M. Kevin Dobie	Attaché politique	Québec
M. Brian Parsons	Attaché politique	Pointe-Claire
M. Graham Baxter	Attaché politique	Pointe-Claire
Mme Jennifer Ferguson	Employée de soutien	Pointe-Claire

Masse salariale : 315 750 \$

La dernière partie de la question (Directive sur la transparence) n'est pas pertinente à l'étude des crédits.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**  
**Secrétariat aux affaires autochtones**  
**Portefeuille 140**  
**Programme 04 Élément 01**

---

22. Liste des sommes d'argent versées en 2004-2005 à même le budget discrétionnaire du :

- i. ministre
- ii. du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
  - le nom de l'organisme ou de la personne concerné;
  - la circonscription électorale;
  - le montant attribué;
  - le projet visé et le résultat.

**RÉPONSE :** Voir document joint.

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES  
SUBVENTIONS 2004-2005

ANNEXE 22

ORGANISMES	MONTANT
Aataentsic Masques & Théâtre	1 500,00
Administration régionale crie	3 000,00
Alliance autochtone du Québec	50 000,00
Alliance autochtone Local 038	500,00
Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	50 000,00
Association canadienne autochtone en science et en ingénierie	7 000,00
Association des peuples autochtones de Val-d'Or	2 000,00
Association internationale des études québécoises	500,00
Association Prévention Suicide	5 000,00
Centre d'amitié autochtone de La Tuque inc.	52 736,00
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière	40 000,00
Centre d'amitié autochtone de Montréal inc.	83 855,00
Centre d'amitié autochtone de Québec inc.	87 430,00
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or inc.	56 650,00
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	45 320,00
Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador	50 000,00
Centre indien cri de Chibougamau inc.	56 650,00
Comité des jeunes rangers naskapis	5 000,00
Conférence régionale des élus de la Côte-Nord (La)	92 000,00
Conférence régionale des élus du Saguenay-Lac-St-Jean (La)	85 000,00
Conseil de bande de Betsiamites	2 500,00
Conseil de bande de Betsiamites	1 500,00
Conseil de bande des Mohawks d'Akwesasne	5 000,00
Conseil de la nation huronne-wendat	5 000,00
Conseil de la nation huronne-wendat	5 000,00

**SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES  
SUBVENTIONS 2004-2005**

**ANNEXE 22**

Conseil de la nation huronne-wendat	7 000,00
Conseil de la Nation Innu Matimekush-Lac-John	3 000,00
Conseil de la Nation Innu Matimekush-Lac-John	2 000,00
Conseil de la Nation Innu Matimekush-Lac-John	2 000,00
Conseil de la Nation Innu Matimekush-Lac-John	3 500,00
Conseil de la nation Listuguj Mi'gmaq	3 000,00
Conseil de la nation Listuguj Mi'gmaq	5 300,00
Conseil de la Première Nation Malécite de Viger	2 000,00
Conseil des Anicinapek de Kitcisakik	3 500,00
Conseil des Anicinapek de Kitcisakik	750,00
Conseil des Atikamekw de Manawan	2 500,00
Conseil des Atikamekw de Wemotaci	3 000,00
Conseil des Atikamekw de Wemotaci	5 000,00
Conseil des Atikamekw de Wemotaci	1 000,00
Conseil des Innus de Ekuanitshit	2 000,00
Conseil des Innus de Ekuanitshit	3 500,00
Conseil des Innus de Ekuanitshit	1 800,00
Conseil des Innus d'Essipit	2 500,00
Conseil des jeunes de la nation crie (Edyou Istchee)	2 000,00
Conseil des jeunes de Waswanipi	1 500,00
Conseil des Mohawks de Kahnawake	5 000,00
Conseil des Montagnais de Natashquan	2 000,00
Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean	3 000,00
Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean	1 500,00
Conseil tribal de la nation algonquine anishinabeg	5 000,00
Conseil tribal Mamuitun	7 500,00
École Arsaniq	2 500,00
École Pakuaushipu	3 000,00
École Taqsakallak	3 000,00
Femmes autochtones du Québec inc.	180 000,00
Femmes autochtones du Québec inc.	25 000,00

**SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES  
SUBVENTIONS 2004-2005**

**ANNEXE 22**

Femmes autochtones du Québec inc.	10 000,00
Indiana Marketing	13 000,00
Institut culturel et éducatif montagnais	13 000,00
Institut culturel et éducatif montagnais	10 000,00
Interface Baie des Chaleurs	2 000,00
Kanesatake Canoe Club	2 000,00
Khamtaar Faire ensemble	1 500,00
Ligne Kue	80 000,00
Musée des Abénakis d'Odanak	1 000,00
Nation crie de Wemindji	2 000,00
Nation naskapie de Kawawachikamach	1 000,00
Nessipi-Kantuet	2 000,00
Première Nation de Longue-Pointe	2 500,00
Première Nation Malécite de Viger	2 000,00
Première Nation Malécite de Viger	1 000,00
Productions Tseiwei inc. (Les)	2 500,00
Régime des bénéfices autochtones	1 500,00
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	131 515,00
Revue Études/Inuit/Studies	5 000,00
Samec Germain (Mme)	1 000,00
Secrétariat aux alliances économiques de la nation crie	5 000,00
Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	3 100,00
Secrétariat des programmes et services de la nation algonquine	1 000,00
Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi	3 000,00
Société de développement du Témiscamingue	1 400,00
Société de développement économique Matimekush-Lac-John	2 000,00
Société Makivik	3 000,00
Société Recherches amérindiennes au Québec	5 000,00
Société touristique des Autochtones du Québec	3 500,00
Tasiutigiiit	500,00
Terres en vues	20 000,00

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES  
SUBVENTIONS 2004-2005

ANNEXE 22

Terres en vues	40 000,00
Tukisivallirutiſanut parnaitiit	31 835,00
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	3 000,00
Université McGill	3 200,00
Ville de Montréal	3 000,00
Ville de Val-d'Or	1 500,00



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

23. La ventilation détaillée des budgets des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2003-2004 et 2004-2005; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.

**RÉPONSE :** Ne s'applique pas.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**  
**Secrétariat aux affaires autochtones**  
**Portefeuille 140**  
**Programme 04 Élément 01**

---

24. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- la prévision 2005-2006 et 2006-2007.

**RÉPONSE :** La réponse sera transmise par le Conseil du trésor.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

25. Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2004-2005.

**RÉPONSE :**

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

26. Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels.

**RÉPONSE :**

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

27. Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- nom de la personne;
- poste occupé;
- salaire;
- assignation initiale;
- date de l'assignation hors structure;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

**RÉPONSE :**

Ne s'applique pas.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones**

**Portefeuille 140**

**Programme 04 Élément 01**

---

28. La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

**RÉPONSE :** Ne s'applique pas.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones**

**Portefeuille 140**

**Programme 04 Élément 01**

---

29. La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

**RÉPONSE :** Ne s'applique pas.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

30. Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- salaire de la personne;
- montant reçu du régime de retraite.

**RÉPONSE :** Ne s'applique pas.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

31. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).

## RÉPONSE :

Liste du matériel informatique			
Équipement	Secrétariat aux affaires autochtones	Cabinet du ministre délégué aux Affaires autochtones	Bureau de comté du ministre
Pentium			
Pentium II	1		
Pentium III	23	1	1
Pentium IV	29	5	3
Total :	53	6	4
Imprimantes			
Laser	28	1	1
Autres	3	0	0
Total :	31	1	1

## Coût des achats en 2004-2005

39 338 \$

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

32. Liste de tous les abonnements du ministère et le coût de chacun :

- services Internet d'information;
- livres;
- journaux;
- magazines;
- bulletins électroniques et/ou papiers;
- clubs privés ou autres;
- billets de saison;
- etc.

## RÉPONSE :

TITRE	COÛT (\$)
Découvrir (ACFAS)	32
Eastern Door (The)	124
Gazette officielle – partie I et II (Les publications du Québec)	390
Innuvelle	55
Journal des débats de la chambre (Assemblée nationale du Québec)	160
Jurisprudence Express	374
Lois refondues du Québec (Les publications du Québec)	564
Monde forestier (Le)	34
Projets de lois publics présentation – français	165
Projets de lois publics sanctionnés – français	165
Recueil des politiques de gestion, M.A.J.	196
The Nation (Beesum Communications)	45

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

33. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- les coûts de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- qui est responsable du contenu sur le site;
- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

**RÉPONSE :**

Cette réponse sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

---

34. Dépenses effectuées en 2004-2005 par chaque ministère et chaque organisme dans les technologies de l'information :

- a) téléphonie;
- b) matériel informatique;
- c) logiciels;
- d) programmation;
- e) formation.

## RÉPONSE :

a) téléphonie	10 530 \$
b) matériel informatique	39 338 \$
c) logiciels	---
d) programmation	---
e) formation	50 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

35. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.

**RÉPONSE :** Cette réponse sera transmise par le Conseil du trésor.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

36. Une liste et une copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.

**RÉPONSE :**

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à l'annexe 10.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

37. Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.

**RÉPONSE :**

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à l'annexe 8.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

38. Toutes les études commandées en 2004-2005 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués.

**RÉPONSE :**

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à l'annexe 9.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

39. Les solutions proposées par chaque ministère ou organisme dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement.

**RÉPONSE :**

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

40. Pour chaque ministère et organisme, le cas échéant, le nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail.

**RÉPONSE :**

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

41. Pour chaque ministère et organisme, les budgets consacrés à la sécurité des ministères, organisme ainsi qu'à leurs installations (interne ou par contrat à l'externe) en 2004-2005 et ceux prévus pour 2005-2006.

**RÉPONSE :**

Aucun



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

42. Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique.

**RÉPONSE :**

La réponse sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

43. Pour chaque ministère et organisme, le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques.

**RÉPONSE :**

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

44. Nominations, depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs :

- liste;
- mandats;
- contrats;
- résultat du travail effectué;
- échéances prévues;
- sommes impliquées.

**RÉPONSE :**

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à l'annexe 10.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

45. Pour 2004-2005, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en distinguant pour chacune des régions.

**RÉPONSE :**

Aucune.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

46. Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2004-2005 ainsi que les prévisions pour 2005-2006 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.

**RÉPONSE :**

Aucun.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

47. La liste et une copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel.

**RÉPONSE :**

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

48. La liste et une copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel.

**RÉPONSE :**

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédit

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

49. Nombre de demande d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2004-2005 :

- nombre de refus;
- nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de vingt jours;
- nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de trente jours.

**RÉPONSE :**

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

50. La liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :

- coûts;
- nombre de ressources affectées;
- nombre de rencontres;
- nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

**RÉPONSE :**

Ne s'applique pas.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

51. Pour chacun des ministères et organismes, le nombre d'ETC autorisé et non comblé depuis février 2005.

**RÉPONSE :**

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

52. Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2004-2005 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.

**RÉPONSE :**

La réponse sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

53. Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2005-2006 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.

**RÉPONSE :**

La réponse sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

54. La liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres au sein d'organismes, de comités ou autres dont une indemnité (salaire, jetons de présence, etc.) est payée par le ministère, incluant le nombre de femmes nommées.

**RÉPONSE :**

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

---

55. La liste ainsi que les montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organismes en 2004-2005.

## RÉPONSE :

FOURNISSEUR	MONTANT (\$)
Buffet Clémentine	712
Café Selena	1 032
Christian Drapeau	107
Christian, Le traiteur	377
Gar, services alimentaires	28
La boîte à lunch	287
Pomerleau, maître traiteur	482
Première moisson express	211
Rôtisserie St-Hubert	150
Vitalité, traiteur	545

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

---

56. Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires.

**RÉPONSE :**

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**SECTION 3**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**





**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006****Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01****Demande de renseignements de l'Opposition officielle****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

1. Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années : (Annexe 1)
  - a) date et contexte de création;
  - b) objectifs poursuivis;
  - c) nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire incluant le cas échéant les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur cv;
  - d) indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin;
  - e) indiquer le budget dévolu.
2. Copie des études, scénarios et/ou analyse réalisés depuis le 1<sup>er</sup> mai 2003 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci. (Annexe 2)
3. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2004-2005, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats. (Annexe 3)
4. Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2004-2005 indiquer : (Annexe 4)
  - a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;
  - b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;
  - c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv;
  - d) leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.
5. Pour l'année 2004-2005, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteurs d'activité. (Annexe 5)
6. Pour l'année 2004-2005, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteurs d'activité. (Annexe 6)
7. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2004-2005 et comparaison avec les quatre années précédentes. (Annexe 7)

8. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2003-2004 et pour 2004-2005. (Annexe 8)
9. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2004-2005. (Annexe 9)
10. Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence : (Annexe 10)
- a) nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;
  - b) liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;
  - c) frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
  - d) liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.
11. Liste et copie de tous les sondages commandés en 2004-2005, en incluant les coûts. (Annexe 11)
12. Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts. (Annexe 12)
13. Ventilation des budgets 2004-2004 accordés au Secrétariat aux affaires autochtones et dépenses de transferts aux organismes ou associations autochtones et prévisions pour 2005-2006. (Annexe 13)
14. Liste des négociations tripartites entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, actuellement en cours et qui ont eu lieu en 2003-2004 et 2004-2005, incluant les détails sur : (Annexe 14)
- a) l'objet des négociations;
  - b) la date des rencontres;
  - c) l'échéancier des négociations;
  - d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
  - e) le nom du négociateur pour le gouvernement et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec;
  - f) le nom du négociateur pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral;
  - g) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone.
15. Liste des négociations bilatérales entre le gouvernement du Québec et les différentes communautés autochtones, actuellement en cours et qui ont eu lieu en 2003-2004 et 2004-2005, incluant les détails sur : (Annexe 15)
- a) l'objet des négociations;
  - b) la date des rencontres;
  - c) l'échéancier des négociations;
  - d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
  - e) le nom du négociateur pour le gouvernement et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec;
  - f) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone.

16. Total des coûts engendrés pour la négociation en indiquant : (Annexe 16)
- a) montant pour la négociation par des employés du SAA;
  - b) montant pour la négociation externe.
17. Échéancier et plan d'action du SAA pour la négociation de toutes les ententes échues ou qui viendront à échéance en 2005-2006, pour chacune des communautés autochtones visées. (Annexe 17)
18. Liste des communautés autochtones faisant l'objet d'une entente particulière dans le cadre du Fonds de développement pour les autochtones depuis 1999. (Annexe 18)
19. Ventilation des sommes investies en 2003-2004 et 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006, par chacun des ministères et organismes, dans chacune des communautés autochtones, ou octroyées à des membres de celles-ci pour le développement communautaire, économique et socioculturel, en vertu de l'application d'une loi, d'un programme, d'un décret d'une entente ou d'un contrat, ou versées de façon discrétionnaire, en identifiant les sommes relevant du Fonds de développement pour les Autochtones. (Annexe 19)
20. Liste des projets refusés en 2004-2005 dans le Fonds de développement pour les autochtones et indiquer la raison du refus. (Annexe 20)
21. Dépôt des analyses des retombées du Fonds de développement pour les autochtones et de la pertinence du renouvellement de ce programme. (Annexe 21)
22. Liste et copie de toutes les études, avis, analyse effectués par le SAA ou commandés par celui-ci à l'égard de l'abolition ou de la réduction des sommes dédiées au Fonds de développement pour les autochtones et des conséquences d'une telle décision, depuis 2003. (Annexe 22)
23. Pour chaque négociateur qui œuvre au nom du gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2004-2005; dépôt du mandat, de la durée du contrat, des tâches effectuées et une copie du ou des rapports et le suivi donné. Indiquer également sommes accordées à la rémunération globale de chacun de ces négociateurs. (Annexe 23)
24. Actions posées et positions prises par le Secrétariat aux affaires autochtones sur le statut fiscal des Autochtones et la question de l'imposition. (Annexe 24)
25. État de situation de tous les dossiers où le Secrétariat aux affaires autochtones est impliqué concernant les projets hydroélectriques. (Annexe 25)
26. État de situation de tous les dossiers où le Secrétariat aux affaires autochtones est impliqué concernant la gestion des ressources forestières. (Annexe 26)
27. État de situation des dossiers de développement hydroélectrique impliquant des négociations et/ou communications avec les communautés autochtones, incluant : (Annexe 27)
- a) l'objet des négociations/consultations;
  - b) la date des rencontres;
  - c) l'échéancier des négociations;
  - d) le nom du négociateur pour le gouvernement et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement;
  - e) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone.

28. État de situation des dossiers de gestion des ressources forestières impliquant des négociations et/ou communications avec les communautés autochtones, incluant :
- a) l'objet des négociations/consultations;
  - b) la date des rencontres;
  - c) l'échéancier des négociations;
  - d) le nom du négociateur pour le gouvernement et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement;
  - e) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone.
- (Annexe 28)
29. Liste des projets économiques présentés en 2004-2005 par les administrations autochtones au Secrétariat aux affaires autochtones et état d'avancement de ces projets, incluant les motifs invoqués pour les projets non retenus.
- (Annexe 29)
30. Liste des dossiers dont la légalité est contestée. Indiquer montants des poursuites. Liste des frais encourus par le Secrétariat ou par le gouvernement du Québec pour fins de défense en cour de justice dans le cadre de dossiers touchant une ou des communautés autochtones ainsi que l'état de ces dossiers.
- (Annexe 30)
31. Liste des projets prévus à l'entente de compréhension mutuelle (MOU) conclue avec les Cris et état d'avancement, incluant les dates de demandes et les sommes nécessaires et les crédits dépensés pour chaque projet.
- (Annexe 31)
32. Déposer les échanges de correspondance avec le gouvernement fédéral sur sa participation financière à *La paix des braves*.
- (Annexe 32)
33. Actions posées et crédits engagés en 2003-2004 et 2004-2005 auprès des jeunes et des femmes autochtones et prévisions pour 2005-2006.
- (Annexe 33)
34. Actions posées et crédits engagés en 2003-2004 et 2004-2005 auprès des Autochtones hors réserves et liste des programmes s'adressant à cette clientèle.
- (Annexe 34)
35. Copie de toutes les ententes signées en 2003-2004, 2004-2005 avec les communautés autochtones.
- (Annexe 35)
36. État de situation sur la mise en œuvre des orientations gouvernementales concernant les Autochtones, rendues publiques le 2 avril 1998.
- (Annexe 36)
37. Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles au ministère et dans ses organismes tel que prescrit par la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (Chapitre A-2.1).
- (Annexe 37)
38. Total des coûts engendrés par la création et le fonctionnement du Conseil conjoint des élus. Fournir aussi la liste des rencontres du Conseil conjoint des élus en indiquant :
- a) les dates et lieux de ces rencontres;
  - b) les sujets abordés;
  - c) les conclusions des discussions;
  - d) les personnes présentes;
  - e) le suivi accordé à ces rencontres.
- (Annexe 38)

39. État de situation complet depuis 2001 sur les négociations entre le gouvernement du Québec et la communauté algonquine de Winneway. Échéancier et plan d'action du SAA pour la reprise des opérations forestières au Témiscamingue. (Annexe 39)
40. Total des montants investis en 2004-2005 pour le règlement de la crise à Kanesatake. (Annexe 40)
41. Déposer toutes les études effectuées depuis 1995 par le gouvernement du Québec à propos de l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones au Québec. (Annexe 41)
42. Détail de l'état d'avancement des travaux entre le SAA et le MSSS sur un éventuel plan d'action sur les services de santé et les services sociaux pour les peuples autochtones. (Annexe 42)
43. Liste de toutes les personnes responsables de dossiers autochtones dans les ministères et organismes du gouvernement du Québec. (Annexe 43)
44. Liste des comités interministériels et avec d'autres partenaires, en indiquant leurs mandats, le nom des membres, les budgets investis et les résultats obtenus et attendus. (Annexe 44)

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

1. Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par les ministères ou par un des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années :
  - a) Date et contexte de création;
  - b) Objectifs poursuivis;
  - c) Nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire incluant le cas échéant les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur cv;
  - d) Indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin;
  - e) Indiquer le budget dévolu.

**RÉPONSE :**

Ne s'applique pas.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

2. Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés depuis le 1<sup>er</sup> mai 2003 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère/et des organismes relevant de celui-ci.

**RÉPONSE :**

Ne s'applique pas.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

3. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2004-2005, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

**RÉPONSE :**

Ne s'applique pas.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

4. Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2004-2005 indiquer :
- a) La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;
  - b) La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;
  - c) La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv;
  - d) Leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

**RÉPONSE :**

Ne s'applique pas.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

5. Pour l'année 2004-2005, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteurs d'activité.

**RÉPONSE :**

Ne s'applique pas.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

6. Pour l'année 2004-2005, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteurs d'activité.

**RÉPONSE :**

Ne s'applique pas.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

7. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2004-2005 et comparaison avec les quatre années précédentes.

**RÉPONSE :**

Ne s'applique pas

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

8. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2003-2004 et pour 2004-2005.

**RÉPONSE :**

Ne s'applique pas.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

9. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2004-2005.

**RÉPONSE :**

Ne s'applique pas.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

10. Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :

- a) nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;
- b) liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;
- c) frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
- d) liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.

**RÉPONSE :**

Ne s'applique pas.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

11. Liste et copie de tous les sondages commandés en 2004-2005, en incluant les coûts.

**RÉPONSE :**

Ne s'applique pas.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

12. Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts.

**RÉPONSE :**

Ne s'applique pas.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

13. Ventilation des budgets 2004-2005 accordés au Secrétariat aux affaires autochtones et dépenses de transferts aux organismes ou associations autochtones et prévisions pour 2005-2006.

**RÉPONSE:**

- Pour la ventilation des budgets 2004-2005 : voir l'annexe 1 de la section 2;
- Pour les dépenses de transfert aux organismes ou associations autochtones : voir l'annexe 22 de la section 2.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

### Demande de renseignements de l'Opposition officielle

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

14. Liste des négociations tripartites entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, actuellement en cours et qui ont eu lieu en 2003-2004 et 2004-2005, incluant les détails sur :

- a) l'objet des négociations;
- b) la date des rencontres;
- c) l'échéancier des négociations;
- d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
- e) le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec;
- f) le nom du négociateur pour le gouvernement fédéral et liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral;
- g) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone.

#### LES ATTIKAMEKS

##### a) L'objet des négociations

Globalement, la négociation attikamek porte sur l'autonomie gouvernementale, la participation au processus de décision, la fiscalité, le financement, les activités traditionnelles, le développement économique ainsi que la délimitation d'un périmètre territorial.

D'avril 2004 à mars 2005, les négociations ont été marquées par un repositionnement majeur des propositions attikameks et des changements significatifs de l'équipe de négociation attikamek.

Une nouvelle approche de négociation (rapport à la table centrale par des tables de négociation plus restreintes, composées de personnes spécialisées pour l'examen de certains chapitres) s'est traduite par un accroissement du climat de confiance entre les parties.

## b) Les dates des rencontres

D'avril 2004 à mars 2005, la table centrale de négociation s'est réunie à neuf reprises soit, les :

28 et 29 avril 2004	17 janvier 2005
18 juin 2004	7 et 8 janvier 2005
17 septembre 2004	9 et 29 mars 2005

## c) L'échéancier des négociations

Les parties souhaitent pouvoir convenir d'une entente de principe d'ici le 31 mars 2006.

## d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

## e) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

- Nom du négociateur : M<sup>e</sup> Henri Grondin.
- Personnes présentes : l'équipe de négociation a été principalement composée des personnes suivantes : M<sup>e</sup> Anne de Billy (Justice), M. Jean Gagnon (MAMSL), M. Gilles Harvey (MRNFP), M. Daniel Berrouard (MENV), M. Marc Grandisson (Finances) et de l'adjoint au négociateur, M. André Poirier (SAA).

## f) Le nom du négociateur pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

- Nom du négociateur : M. André Maltais
- Personnes présentes : M. Jean-François Tardif (MAINC), M. Pierre Cossette (MAINC), Mme Louise Boyer (MAINC), Mme Claire Brouillet (MAINC), M. Martin Lagassé (Justice-Canada); Me Roger Tassé, Mme Anik Dupont (MAINC).

## g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

- Nom des négociateurs : M. Marcel Boivin, négociateur attikamek
- Personnes présentes : M. Jean-Paul Neashish, Mme Thérèse Niquay, Me Nadir André, Mme Sandra Vaillancourt, M. Nicolas Houde, M. Mario Chachai, Mme Christiane Courtois, Mme Sandrine Brindejonc.

## LES INNUS

Jusqu'à tout récemment, les négociations territoriales globales avec la nation innue se sont déroulées en deux groupes. Le premier, le Conseil tribal Mamuitun, comprend les communautés d'Essipit, de Mashteuiatsh, de Betsiamites et de Natashquan. Le second, l'Assemblée Mamu Pakatatau Mamit est composé de Mingan, La Romaine et Pakua Shipi. Pour sa part, la communauté Uashat Mak Mani-Utenan s'est retirée de la négociation en 1998, alors que Matimekosh n'a jamais participé formellement à la négociation.

### a) L'objet de la négociation

Dans la foulée de l'Approche commune signée en 2000, les gouvernements du Québec et du Canada ont paraphé une Entente de principe d'ordre général avec le Conseil tribal Mamuitun (CTM), le 31 mars 2004. Cette entente sert de cadre à un éventuel traité et porte entre autres sur la reconnaissance des droits, le territoire, l'autonomie gouvernementale des Innus, les aspects financiers et le développement des communautés. Un texte d'entente, en essence semblable à l'Entente avec le CTM, fut également négocié avec l'Assemblée Pakatatau Mamit. Ce texte, tout comme l'Entente de principe avec le CTM, sert de base à la négociation d'une entente finale.

Dès la signature de l'Entente de principe d'ordre général, des efforts ont été déployés afin de regrouper au sein d'une même table de négociation toutes les communautés innues dans le but d'en arriver à la signature d'un seul traité avec l'ensemble de la nation innue.

En septembre 2004, le Conseil tribal Mamuitun et l'Assemblée Mamu Pakatatau Mamit ont accepté de poursuivre la négociation au sein d'une table conjointe. Les communautés de Uashat Mak Mani-Utenan et de Matimekosh n'ont pas joint officiellement cette table, mais elles ont assisté aux dernières rencontres à titre d'observatrices. En mars 2005, les chefs des neuf communautés se sont prononcés pour la poursuite de la négociation au sein d'une même table, ce qui représente une avancée significative. Toutefois, peu de rencontres formelles de négociation se sont tenues en 2005 puisque les chefs veulent poursuivre leurs discussions pour structurer la négociation à neuf et faire les arrimages entre leurs négociateurs et les conseils.

### b) La date des rencontres

Table conjointe	Table Mamit Innuat	Négociateurs
5 juillet 2004	6 juillet 2004	6 mai 2004
22 juillet 2004	28 juillet 2004	20 mai 2004
1-2 septembre 2004	1 septembre 2005	23 août 2004
4-5 novembre 2004		15 décembre 2004
6-7 décembre 2004		14 février 2005
11-12 janvier 2005		

### c) L'échéancier des négociations

Il n'existe pas d'échéancier étanche pour en arriver à un traité sur la base de l'Entente de principe d'ordre général, d'autant plus si l'on considère que les rencontres formelles de négociation ont été plus rares en 2005. Cela étant, toutes les parties sont soucieuses d'en arriver rapidement à une entente.

## d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

## e) Le nom du négociateur pour le gouvernement et liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Louis Bernard	Négociateur spécial
M <sup>me</sup> Christiane Bernard	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Pierre-Christian Labeau	Ministère de la Justice
M <sup>me</sup> Isabelle Fortin	Ministère de la Justice
M <sup>me</sup> Lydia Boily-Dupuis (jusqu'en mars 2005)	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Patrick Brunelle (depuis octobre 2004)	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Benoît Bouchard	Représentant des régions
M. Pierre Rousseau	Délégué de la Côte-Nord
M. Stéphane Boudreault	Coordonnateur, Côte-Nord
M. Germain Simard	Délégué, Saguenay—Lac-Saint-Jean
M. Alain Belley	Coordonnateur, Saguenay—Lac-Saint-Jean

## f) Le nom du négociateur pour le gouvernement fédéral et liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M. André Maltais	Négociateur
M <sup>me</sup> Louise Boyer	MAINC
M. Jean-François Tardif	MAINC
M. Martin Lagassé	Justice Canada
M. Roger Tassé	Justice Canada

## g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

**Conseil tribal Mamuitun**

M. Rémy Kurtness	Négociateur
M. Carl Nepton	Adjoint
M. François Tremblay	Conseiller juridique
M. Carl Cleary	Mashteuiatsh
M. Jack Picard	Betsiamites
M. Sylvain Ross	Essipit
M. Mathias Mastenapéo	Natasquan

**Assemblée Mamu Pakatatau Mamit**

M. Guy Bellefleur	Négociateur
M. Jean-Pierre Lacasse	Conseiller juridique
M. Alain Sachel	Consultant

**Uashat Mak Mani-Utenan**

M. Ken Rock                      Aviseur

**Matimekosh**

M. Réal Mackenzie              Aviseur

M<sup>e</sup> Nadir André                  Conseiller juridique**LES INUITS****1. Négociation sur une nouvelle forme de gouvernement au Nunavik****a) L'objet des négociations**

Négociation entre le gouvernement du Québec, la Société Makivik et le gouvernement fédéral (ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada) pour amorcer la négociation en vue d'en arriver à une entente de principe sur la fusion de certaines institutions et la création d'une nouvelle forme de gouvernement au Nunavik.

Négociation qui donne suite à l'Entente-cadre signée en juin 2003 par le Québec, les Inuits et le gouvernement fédéral pour lancer et baliser la négociation sur une forme de gouvernement au Nunavik.

**b) Les dates des rencontres**

29 octobre 2003	27 mai 2004	9 décembre 2004
26 et 27 novembre 2003	11 juin 2004	15 décembre 2004
12 et 13 février 2004	30 juin 2004	31 janvier 2005
10 mars 2004	23 novembre 2004	

Parallèlement à ces rencontres de négociation, une trentaine de rencontre ont été tenues, d'octobre 2003 à avril 2005, entre un groupe de travail mandaté par la table de négociation et divers ministères et organismes du Nunavik.

**c) L'échéancier des négociations**

Les négociateurs visent à finaliser le texte d'une première version de l'entente au cours du printemps 2005 de façon à pouvoir présenter un projet final au Conseil des ministres d'ici l'été 2005.

**d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement**

Ne s'applique pas.

**e) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec**

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), avec l'appui du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC) et du ministère de la



Justice (MJQ), est porteur de ce dossier. Les représentants suivants ont participé à toutes ou à certaines des rencontres indiquées au point b) :

- MCE – M. Daniel Bienvenue, négociateur pour le gouvernement du Québec; M. Dany Dutil;
- SAA – M. Fernand Roy.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

Les représentants suivants ont participé à toutes ou à la plupart des rencontres mentionnées au point b) :

- M. Donat Savoie, négociateur fédéral, ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada;
- M. Pierre Landry, ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada;
- M<sup>me</sup> Rachel Dubois, ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada;
- M. Roch Taillefer, ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada.

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

Les représentants suivants ont participé à toutes ou à la plupart des rencontres mentionnées au point b) :

- M<sup>me</sup> Minnie Grey, négociatrice pour la Société Makivik;
- M<sup>me</sup> Maggie Emudluk; négociatrice pour la Société Makivik;
- M. Harry Tulugak, négociateur pour la Société Makivik;
- M. Paul Bussièrès, Société Makivik;
- M. Michael McGoldrick, Société Makivik;
- M<sup>e</sup> Jean-François Arteau, Administration régionale Kativik.

### LES MICMACS DE GESPEG

#### a) Objet des négociations

Le 18 mai 1999, le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral signaient une Entente-cadre avec le conseil de bande de Gespeg pour négocier l'autonomie gouvernementale de cette communauté micmaque de la Gaspésie. Cette Entente porte notamment sur les sujets suivants :

- l'assise territoriale;
- la structure gouvernementale de Gespeg, ses pouvoirs, de même que son fonctionnement, son imputabilité et son financement;
- la pratique des activités traditionnelles de chasse, de pêche, de piégeage, de cueillette et des activités connexes;
- le développement économique, social et culturel.

Cette Entente est venue à échéance le 18 mai 2002. En septembre 2003, les parties ont convenu de négocier un addenda pour reconduire l'Entente-cadre.

## b) Date des rencontres

Des séances de négociation ont eu lieu aux dates suivantes :

30-31 octobre 2003	29-30 juillet 2004
27-28 novembre 2003	30-31 août 2004
18-19 décembre 2003	26 octobre 2004
21-22 janvier 2004	15 décembre 2004
9-10-11 mars 2004	9, 10 et 11 février 2005
13 juillet 2004	14-15 mars 2005

## c) Échéancier des négociations

Selon les dispositions de l'addenda, les négociations devaient prendre fin en décembre 2007. Toutefois, en vertu du paragraphe 10 de cette Entente, les parties peuvent convenir de prolonger cet échéancier.

## d) Revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

## e) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Nom du négociateur : M. Barry Le Blanc du SAA;

Il est assisté à la table centrale par M<sup>me</sup> Anne de Billy du ministère de la Justice.

Deux tables sectorielles ont été mises sur pied au cours de la période de négociation pour faciliter l'avancement des travaux. Les représentants québécois à ces tables étaient :

- Activités traditionnelles : MM. Gilles Harvey et Stan George (MRNF);
- Assise territoriale : MM. Jean Gagnon (MAMR) et Moncef Bouaziz (MRNF).

## f) Le nom du négociateur pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

Nom du négociateur : M. Denis Cossette du MAINC;

Il est assisté à la table centrale par M<sup>me</sup> Diane Gionet également du MAINC et par M<sup>e</sup> Yves Cazalais de Justice Canada.

## g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Nom du négociateur : M<sup>e</sup> Richard Jeannotte, membre de la communauté de Gespeg.

Il est assisté à la table centrale par M<sup>me</sup> Hélène Le Blond et M<sup>e</sup> Mélissa Plourde. La chef Linda Jean est présente à l'occasion ainsi que deux conseillers élus du conseil de bande, généralement M. Claude Jeannotte et M<sup>me</sup> Manon Jeannotte.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

15. Liste des négociations bilatérales entre le gouvernement du Québec et les différentes communautés autochtones, actuellement en cours et qui ont eu lieu en 2003-2004 et 2004-2005, incluant les détails sur :

- a) l'objet des négociations;
- b) la date des rencontres;
- c) l'échéancier des négociations;
- d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
- e) le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec;
- f) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone.

**RÉPONSE :**

**LES ALGONQUINS DE LA COALITION LONG POINT / LAC SIMON**

**a) L'objet des négociations**

À la demande de la Coalition, le gouvernement du Québec a négocié une entente intitulée : PROCESSUS CONVENU AUX FINS DE NÉGOCIATIONS. Le but de cette entente était de préciser le cadre des négociations à venir, notamment la négociation d'une entente intérimaire sur la foresterie.

**b) La date des rencontres**

La négociation a eu lieu du premier décembre 2004 au 29 mars 2005. Les parties ont surtout négocié par conférence téléphonique. On trouvera en annexe un tableau des séances de négociation.

**c) L'échéancier des négociations**

Les négociations ont été conclues le 29 mars 2005.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

- e) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Nom du négociateur : M<sup>e</sup> Robert Archambault de la firme Adessky Poulin, assisté de M<sup>me</sup> Marie-José Thomas et M. Barry Le Blanc du SAA, M<sup>me</sup> Isabelle Fortin, MJQ, M. Daniel St-Onge du MRNF et son équipe régionale.

- f) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Nom du négociateur : M. Peter Politis de la firme Evergreen Innovative Strategies Inc. (Ontario).

#### LES ATTIKAMEKS DE MANAWAN

- a) L'objet des négociations

Le Secrétariat aux affaires autochtones et la Société de la faune et des parcs ont entrepris en janvier 2004, des discussions exploratoires avec les autorités de la communauté attikamek de Manawan en vue de la négociation d'une entente concernant la mise en place d'un comité paritaire consultatif sur la conservation, la gestion et l'exploitation de la faune.

- b) Les dates des rencontres

Les parties ont tenu des séances de négociation aux dates suivantes :

21 janvier 2004	15 avril 2004
4 et 18 février 2004	6 et 13 mai 2004
4 et 23 mars 2004	18 août 2004

- c) L'échéancier des négociations

Les parties prévoient conclure les négociations au printemps 2005.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

- e) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

Nom du négociateur : M. Gilles Harvey de la FAPAQ assisté de M. André Poirier du SAA et de M. Richard Dominique de la FAPAQ.

- f) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Nom du négociateur : M. Marc Dubé, vice-chef du Conseil des attikameks de Manawan

Le négociateur attikamek était généralement accompagné de MM. Mario Ottawa, Jean-Pierre Moar, Paul Quitish, Henri Ottawa, Kevin Dubé et François Rioux.

## LES CRIS

### Chapitre 18 (administration de la justice) de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ)

- a) L'objet des négociations

Dans le cadre de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec (ENRQC), les Cris ont renoncé aux procédures judiciaires « Coon Come » entreprises à l'encontre du Procureur général du Québec eu égard à la mise en œuvre de la CBJNQ, à l'exception des allégués relatifs à certains chapitres, dont le chapitre 18 portant sur l'administration de la justice. Les parties tentent de convenir, par la négociation, des mesures entraînant un règlement définitif pour ce chapitre.

- b) La date des rencontres

Cinq (5) séances de négociation ont eu lieu au cours de l'année financière 2004-2005, soit les 26 avril, 20 septembre, 13 octobre, 27 octobre ainsi que le 10 novembre 2004.

- c) L'échéancier des négociations

Les procédures judiciaires des Cris ont été suspendues jusqu'au 31 mars 2005. Les parties pourraient convenir d'un report de l'échéancier jusqu'au 31 décembre 2005.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette négociation n'implique aucune revendication territoriale.

- e) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Les représentants du gouvernement sont : M<sup>me</sup> Marie-José Thomas, M. François Dupuis et M<sup>me</sup> Sylvie Poudrier du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) ainsi que M. Jacques Prigent du ministère de la Justice (MJQ) et M<sup>me</sup> Marie-Claude Gilles du ministère de la Sécurité publique (MSP).

- f) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

L'équipe crie est constituée de M<sup>me</sup> Johanne Mainville et de MM. Jean-Sébastien Clément, Losty Mamiamscum et Norman Gull.

Chapitre 19 (services policiers) de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ)

- a) L'objet des négociations

Dans le cadre de l'ENRQC, les Cris ont renoncé aux procédures judiciaires (« Coon Come ») entreprises à l'encontre du Procureur général du Québec eu égard à la mise en œuvre de la CBJNQ, à l'exception des allégués relatifs à certains chapitres, dont le chapitre 19 portant sur les services policiers. Les parties tentent de convenir, par la négociation, de mesures entraînant un règlement définitif pour ce chapitre.

- a) La date des rencontres

Huit (8) séances de négociation ont eu lieu au cours de l'année financière 2004-2005, soit les 18 juin, 14 juillet, 27 août, 29 septembre, 28 octobre et les 2 et 16 décembre 2004, ainsi que le 19 janvier 2005.

- b) L'échéancier des négociations

Dans le cas de ce chapitre, les procédures judiciaires des Cris ont été suspendues jusqu'au 31 mars 2005. Les parties pourraient convenir d'un report de l'échéancier jusqu'au 31 décembre 2005.

- c) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette négociation n'implique aucune revendication territoriale.

- d) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Les représentants gouvernementaux sont M<sup>me</sup> Marie-José Thomas, M. François Dupuis et M<sup>me</sup> Sylvie Poudrier du SAA de même que M. Marc Rouillier et M<sup>me</sup> Nathalie Savard du ministère de la Sécurité publique.

- e) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Les représentants de la partie crie sont MM. Bill Namagoose, Robert Mainville, David Heritage, Robert Auclair, Calvin Blacksmith et M<sup>me</sup> Anna-Maria Fiocco.

Assise territoriale des Cris d'Oujé-Bougoumou

## a) L'objet des négociations

Dans le cadre de l'ENRQC, les Cris ont renoncé à toutes les procédures judiciaires « Bosum » entreprises à l'encontre du Procureur général du Québec eu égard à la reconnaissance, par le gouvernement, des Cris d'Oujé-Bougoumou à titre de groupe distinct. Cependant, une certaine portion de ces procédures a fait l'objet d'une suspension jusqu'au 31 mars 2005, le temps de permettre aux parties de tenter de convenir, par la négociation, de mesures entraînant un règlement définitif.

## b) La date des rencontres

Sept (7) séances ont été tenues en 2004-2005, soit le 18 octobre, les 3 et 19 novembre 2004 ainsi que le 10 janvier, le 15 février, les 3 mars et 30 mars 2005.

## c) L'échéancier des négociations

Les procédures judiciaires des Cris ont été suspendues jusqu'au 31 mars 2005. Les parties pourraient convenir d'un report de l'échéancier jusqu'au 31 décembre 2005.

## d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette négociation peut impliquer une forme de revendication territoriale, dans la mesure où les Cris de Mistissini cherchent à obtenir la reconnaissance de certains droits dans des secteurs situés à l'extérieur du territoire de la CBJNQ.

## e) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

L'équipe gouvernementale est constituée de M<sup>me</sup> Marie-José Thomas et M. François Dupuis du SAA, M<sup>me</sup> Brigitte Bussièrès du MJQ, MM. Gilles Harvey, André Isabelle, Éric Bélanger et M<sup>me</sup> Hélène Lévesque du MRNF.

## f) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Les principaux négociateurs des Cris sont MM. Abel Bosum et Philip Awashish. La délégation crie est également constituée de MM. Thomas Neeposh, Paul Wertman, Peter Hutchins, Jean-Sébastien Clément et James O'Reilly.

Table de concertation sur l'accès au Territoire

## a) L'objet des négociations

Dans le cadre de l'ENRQC, le Québec s'est engagé « à favoriser la mise en place d'une table de concertation entre les différentes instances gouvernementales et les Cris afin d'identifier et circonscrire les problématiques relatives à l'accès au Territoire ».

## b) La date des rencontres

Sept (7) séances ont été tenues en 2004-2005, soit les 19 mai, 1<sup>er</sup>, 9 et 23 septembre, 28 octobre, 15 novembre 2004 et le 3 février 2005.

## c) L'échéancier des négociations

Il était prévu que les travaux soient terminés au plus tard le 30 septembre 2004, mais il fut convenu de les poursuivre.

## d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette négociation n'implique aucune intervention territoriale.

## e) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Le coordonnateur de la délégation gouvernementale est M. François Dupuis du SAA. Les autres membres de la délégation ayant participé aux rencontres sont MM. Daniel Giguère, Jean-François Gravel et Normand Laprise du MRNF ainsi que M. Daniel Berrouard du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

## f) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Le principal négociateur de la partie crie est M. Paul Gull. Il est assisté de MM. Sam Etapp, Alan Penn, Geoff Quaille et Jean-Sébastien Clément.

Transfert des terres nommées « Bloc D » de Chisasibi

## a) L'objet des négociations

Dans le cadre de l'ENRQC, le Québec s'est engagé à transférer l'administration, la régie et le contrôle des terres désignées comme étant le « Bloc D », incluant la piste d'atterrissage, au gouvernement du Canada pour l'usage et le bénéfice exclusif de la nation crie de Chisasibi. Les parties, incluant le gouvernement fédéral, tentent de convenir des modalités qui satisfassent et répondent aux intérêts de tous.

## b) La date des rencontres

Les 13 octobre, 2 novembre et 30 novembre 2004.



## c) L'échéancier des négociations

Le transfert final devait être au plus tard le 31 mars 2005. Un amendement à l'ENRQC viendra proposer une autre date d'échéance, pour le moment inconnue.

## d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette négociation n'implique aucune revendication territoriale.

## e) Le nom des négociateurs au gouvernement du Québec et liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Le principal porte-parole est André Isabelle du ministère des Ressources naturelles et de la Faune. Il est assisté de M. Daniel Berrouard du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, de M. Pierre Grégoire de Hydro-Québec et de M<sup>me</sup> Sylvie Poudrier du SAA.

## f) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Les principaux négociateurs sont M. Archie Moar et M<sup>me</sup> Deborah Hawken.

**LES INUITS**

## a) L'objet des négociations

Entente sur le financement global des villages nordiques de la région Kativik

Le 9 avril 2002, le gouvernement du Québec concluait avec l'Administration régionale Kativik (ARK) et la Société Makivik l'Entente de partenariat sur le développement économique et communautaire du Nunavik (Entente Sanarrutik).

En vertu de l'article 3 de cette entente, le Québec s'engageait à simplifier et à rendre plus efficace le transfert de fonds publics aux villages nordiques, et à leur assurer une plus grande autonomie dans l'établissement de ses priorités d'intervention et l'exécution de leurs mandats.

L'Entente Sanarrutik fut modifiée en mars 2003 pour prévoir la mise en œuvre du financement global des villages nordiques (VN) en 2004 avec un mécanisme d'indexation s'appliquant dès le 1er janvier 2005.

Au cours de 2004, le Québec, les VN et l'ARK ont élaboré un projet d'entente d'une durée de 23 ans sur ce financement global, comprenant les principaux éléments suivants :

- le financement global sera sous la responsabilité d'un seul organisme du Québec, en l'occurrence le SAA;
- tous les montants payés conformément au financement global devront être indexés à partir de janvier 2005 selon la croissance de la population au Nunavik et l'évolution des dépenses de programmes par personne (per capita) du Québec;

- les VN auront le pouvoir de déterminer l'allocation de l'enveloppe unique en accord avec leurs priorités. Cependant, les VN devront utiliser ces fonds aux fins des activités municipales en conformité avec les lois qui les encadrent;
- au plan de la reddition de compte, chaque VN déposera un budget et des états financiers détaillés tel que le prescrit la loi;
- le montant du financement global sera de 9,5 M\$ en 2005 pour les 14 villages nordiques;
- le financement global des VN démarrera dès la signature de l'entente. Le SAA assumera ce financement sous réserve de l'approbation des crédits annuels par l'Assemblée nationale. Le MAMR et, le cas échéant, les autres ministères impliqués, participeront avec le SAA à la mise en œuvre des autres aspects de l'entente. Par ailleurs, l'ARK aidera les VN à mettre en œuvre l'entente de financement global;
- le projet d'entente sur le financement global prévoit que la mise en œuvre de celui-ci sera assurée par un comité de coordination conjoint composé de quatre représentants du Québec, de trois représentants des VN et d'un représentant de l'ARK. Ce comité aura pour mandat d'assurer une mise en œuvre harmonieuse et un suivi efficace de l'entente. Il aura à sa disposition un mécanisme de résolution des différends, lequel est décrit en détail dans le projet d'entente. Du côté du Québec, il sera fait appel à tous les ministères et organismes qui pourraient être concernés, tant pour le suivi de l'entente que pour la résolution de tout différend.

b) Les dates des rencontres

Les parties ont débuté les négociations en septembre 2004 et une dizaine de rencontres ont été tenues jusqu'au début de février 2005. Ces rencontres ont regroupé les VN, l'ARK, le SAA et le ministère des Affaires municipales et des Régions (le Secrétariat du Conseil du trésor a également été associé à certaines des discussions).

c) L'échéancier des négociations

Les négociations de l'Entente ont été conclues en février 2005. Un mémoire sera présenté prochainement au Conseil des ministres par le MAMR et le SAA pour autoriser la signature du projet d'entente.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

Nom des négociateurs : MM. Fernand Roy et Marcel Parent du SAA ainsi que M. Jean Gagnon, du ministère des Affaires municipales et des Régions.

f) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Nom des négociateurs : M. Louis Mercier et M<sup>e</sup> Jean-François Arteau de l'ARK, assistés de M<sup>me</sup> Nancy Maloley, trésorière de l'ARK; M. Ian Robertson et M<sup>me</sup> Mary Pilurtut à titre de représentants des villages nordiques.

**TABLEAU DES SÉANCES DE NÉGOCIATION**  
**QUÉBEC / COALITION LONG POINT / LAC SIMON**

ENTENTE INTITULÉE : PROCESSUS CONVENU AUX FINS DE NÉGOCIATIONS

(1<sup>er</sup> décembre 2004 au 31 mars 2005)

DATE	LIEU	SUJET	PARTICIPANTS
2004-12-01	Val-d'Or	Entente visant à établir un processus de négociation	Québec : Me Robert Archambault Coalition : M. Peter Politis
2004-12-08	Val-d'Or	Idem	Québec : Me Robert Archambault M. Barry Le Blanc, SAA Coalition : M. Peter Politis, Mme Diane Polson, M. George Wabanonik, Me Michel Girouard.
2004-12-13	Montréal	Idem	Québec : Me Robert Archambault Coalition : M. Peter Politis
2004-12-17	Conférence téléphonique	Idem	Québec : Me Robert Archambault M. Barry Le Blanc, SAA Coalition : M. Peter Politis
2005-01-05	Négociation au téléphone	Entente visant à établir un processus de négociation	Québec : Me Robert Archambault Coalition : M. Peter Politis
2005-01-06	Négociation au téléphone	Idem	Québec : Me Robert Archambault Coalition : M. Peter Politis
2005-01-07	Négociation au téléphone	Idem	Québec : Me Robert Archambault Coalition : M. Peter Politis
2005-01-12	Discussions par téléphone	Idem	Québec : Me Robert Archambault Coalition : M. Peter Politis
2005-01-13	Négociation par téléphone	Idem	Québec : Me Robert Archambault Coalition : M. Peter Politis
2005-02-09	Entretien par téléphone	Idem	Québec : Me Robert Archambault Coalition : M. Peter Politis

DATE	LIEU	SUJET	PARTICIPANTS
2005-02-14	Rouyn	Idem	Québec : Me Robert Archambault Coalition : M. Peter Politis
2005-02-15	Entretiens téléphoniques	Entente visant à établir un processus de négociation.	Québec : Me Robert Archambault Coalition : M. Peter Politis
2005-02-17	Négociation par téléphone	Idem	Québec : Me Robert Archambault Coalition : M. Peter Politis
2005-02-22	Négociation par téléphone	Idem	Québec : Me Robert Archambault Coalition : M. Peter Politis
2005-03-24	Négociation par téléphone	Idem	Québec : Me Robert Archambault Coalition : M. Peter Politis

L'entente intitulée : « Processus convenu aux fins de négociations » a été signée par les parties les 24 et 30 mars 2005.

SAA/  
2005-04-11

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**  
**Secrétariat aux affaires autochtones**  
**Portefeuille 140**  
**Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements**  
**de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

16. Total des coûts engendrés pour la négociation en indiquant :

- a) montant pour la négociation par des employés du SAA;
- b) montant pour la négociation externe.

**RÉPONSE :**

- a) 433 206 \$
- b) 563 042 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

17. Échéancier et plan d'action du SAA pour la négociation de toutes les ententes échues ou qui viendront à échéance en 2005-2006, pour chacune des communautés autochtones visées.

**RÉPONSE :**

**LES ALGONQUINS**

**Lac-Barrière**

- Le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF), en collaboration avec le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), entend négocier des ententes avec la communauté de Lac-Barrière sur des sujets énumérés dans une Entente signée entre les parties en mai 1998 concernant les ressources naturelles.
- Des négociations auront lieu aussi entre les mêmes parties afin de mettre en œuvre un plan d'aménagement intégré des ressources.
- Le MRNF nommera un représentant spécial pour mener ces négociations à terme, lequel travaillera en collaboration avec le personnel du SAA.

**LES HURONS-WENDATS**

- L'entente de chasse avec cette communauté vient à échéance en octobre 2005.
- Le MRNF et le SAA envisagent poursuivre les négociations en vue de la reconduction de cette entente.

## LES MOHAWKS

### **Kahnawake**

- L'entente sur les services de police prendra fin le 31 mars 2006. Durant l'année 2005-2006, les parties, à savoir le ministère de la Sécurité publique en collaboration avec le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et le Conseil des Mohawks de Kahnawake, concluront une nouvelle entente qui prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 2006.
- Durant l'année 2005-2006, les ministères concernés en collaboration avec le SAA et le Conseil des Mohawks de Kahnawake souhaitent renégocier cinq ententes, même si celles-ci sont en vigueur jusqu'au 31 mars 2009 :

les transports et les droits d'usage;

l'inscription des mariages, des naissances et des décès;

l'aide à la petite enfance;

la fiscalité du tabac, des carburants et des boissons alcooliques;

la fiscalité des services et des biens de consommation.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

18. Liste des communautés autochtones faisant l'objet d'une entente particulière dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones depuis 1999.

## RÉPONSE :

Nations / communautés	Entente particulière Date de signature
<b>LES ABÉNAQUIS</b>	
Odanak	1999-12-21
Wôlinak	1999-12-21
<b>LES ALGONQUINS</b>	
Hunter's Point	2001-01-16
Kebaowek (Kipawa)	2003-11-21
Kitcisakik	2002-02-08
Kitigan Zibi	Non signée
Lac-Rapide	2002-12-20
Lac-Simon	2000-09-21
Pikogan	2000-05-23
Timiskaming	2003-11-21
Winneway	Non signée
<b>LES ATTIKAMEKS</b>	
Manawan	2001-09-19
Obedjiwan	2000-03-30
Wemotaci	2000-02-22
<b>LES GRIS</b>	
	2002-07-02
<b>LES HURONS WENDATS</b>	
Wendake	2000-02-17
<b>LES INNUS (Montagnais)</b>	
Betsiamites	2000-02-09
Essipit	1999-12-02
La Romaine	2003-05-28
Mashteuiatsh	2001-04-17
Matimekosh	2001-11-08
Mingan	2003-05-28
Natashquan	2000-02-29



Nations / communautés	Entente particulière
	Date de signature
Pakua Shipu	2003-05-28
Uashat-Maliotenam	2001-07-04
<b>LES INUITS</b>	
	1999-06-29
<b>LES MALÉCITES</b>	
Malécites de Viger	2000-05-26
<b>LES MICMACS</b>	
Gaspé (Gespeg)	2000-08-30
Gesgapegiag	2001-04-18
Listuguj	2000-08-30
<b>LES MOHAWKS</b>	
Akwesasne	2000-01-28
Kahnawake	2000-10-24
Kanesatake	Non signée
<b>LES NASKAPIS</b>	
Kawawachikamach	2000-06-01
<b>HORS-RÉSERVE</b>	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

19. Ventilation des sommes investies en 2003-2004 et 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006, par chacun des ministères et organismes, dans chacune des communautés autochtones, ou octroyées à des membres de celles-ci pour le développement communautaire, économique et socioculturel, en vertu de l'application d'une loi, d'un programme, d'un décret d'une entente ou d'un contrat, ou versées de façon discrétionnaire, en identifiant les sommes relevant du Fonds de développement pour les Autochtones.

**RÉPONSE:**

Voir document joint (*Déboursés, aides et dépenses destinés aux Autochtones pour l'année 2003-2004 – Version préliminaire*)

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

20. Liste des projets refusés en 2004-2005 dans le Fonds de développement pour les autochtones et indiquer la raison du refus.

**RÉPONSE :**

**Fonds de développement pour les Autochtones**  
**Liste des projets refusés**  
**2004-2005**

Projets	Description	Clientèle visée	Raison du refus
Transport ferroviaire	Acquisition d'une partie d'un chemin de fer entre Sept-Îles et Shefferville	Montagnais Uashat-Maliotenam	Aide financière obtenue par d'autres organismes
Implantation d'une équipe LHJMQ	Étude de faisabilité	Montagnais Uashat-Maliotenam	Projet non admissible au FDA
Société touristique des autochtones du Québec (STAQ)	Plan prévisionnel triennal pour 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 (Dépenses d'opération)	Hors réserve	L'aide accordée par le Québec ne peut excéder 50 % du coût total du projet selon les normes du FDA; le Tourisme finance déjà à 50 %.
ASSI inc	Acquisition d'équipements	Hors réserve	Projet réalisé avant que le SAA ne reçoive la demande
Nettoyeur Trans-Québec inc	L'entreprise veut étendre ses activités à la rénovation, à la construction, au nettoyage et à l'entretien de systèmes de ventilation	Hors réserve	Domaine trop concurrentiel
Pourvoirie Club Kergus	Acquisition d'une pourvoirie	Hors réserve	Domaine trop concurrentiel
Pourvoirie Lac Husky	Acquisition d'une pourvoirie	Hors réserve	Domaine trop concurrentiel
Projet d'expansion KAK	Acquisition d'équipements	Hors réserve	Projet réacheminé vers le Conseil des Montagnais Uashat-Maliotenam mais qui n'a jamais reçu l'accord du Conseil ITUM
Bergerie Richard Nadeau	Expansion d'une bergerie	Hors réserve	Incertitude du secteur ovin et de la viabilité du projet
Fonderie Mercier	Acquisition d'une fonderie	Hors réserve	Le programme a pris fin le 31 mars 2004 et la demande a été présenté après cette date
Centre Réno-Déco Rona	Création d'un centre Réno-Déco Rona aux Escoumins	Hors réserve	Le programme a pris fin le 31 mars 2004 et la demande a été présenté après cette date

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

21. Dépôt des analyses des retombées du Fonds de développement pour les autochtones et de la pertinence du renouvellement de ce programme.

**RÉPONSE :**

Voir document joint (*Fonds de développement pour les Autochtones – évaluation du programme*).

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTSPARTICULIERS**

22. Liste et copie de toutes les études, avis, analyses effectuées par le SAA ou commandés par celui-ci à l'égard de l'abolition ou de la réduction des sommes dédiées au fonds de développement pour les autochtones et des conséquences d'une telle décision, depuis 2003.

**RÉPONSE :**

Veillez vous référer au document joint (Projet PIA).

# **PROJET PIA**

## **1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME**

Il est proposé de consolider les crédits de transfert normés du Secrétariat aux affaires autochtones à l'intérieur d'un programme qui sera désigné *Partenariats et initiatives autochtones* (PIA).

Ce programme consolidé permettrait de :

- respecter les obligations contractuelles prises avant le 31 mars 2004 dans le cadre du *Fonds de développement pour les Autochtones* (FDA);
- rendre plus rigoureux et transparent le financement des organismes autochtones;
- assurer une phase II au programme FDA.

Afin de mieux répondre aux besoins spécifiques de la réalité autochtone, PIA seraient constitués de plusieurs volets distincts. Le programme peut ainsi être comparé à une boîte d'outils où se trouvent tous les instruments nécessaires au promoteur afin de faire un choix judicieux.

## **2. LES NOUVEAUX VOLETS AU PROGRAMME**

Outre le respect des obligations contractuelles prises dans le cadre du FDA, PIA incluraient les cinq volets suivants :

1. Phase II du programme Fonds de développement pour les Autochtones;
2. Financement des organismes autochtones;
3. Coopération intercommunautaire;
4. Prêt d'affaires;
5. Mentorat aux prêts d'affaires.

### **Volet 1 – Phase II du programme Fonds de développement pour les Autochtones**

Ce volet a pour objectif de poursuivre le redressement des perspectives socioéconomiques des communautés entamé lors de la première phase du FDA ainsi que de mieux accompagner les communautés dans le choix de leurs priorités tout en respectant leur autonomie d'action.

- Une entente spécifique est signée par le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones et les représentants de chaque nation ou communauté concernée.
- Cette entente permet à chaque nation ou communauté de présenter une liste des mesures ou des projets prioritaires de développement économique ou social pouvant être financés à l'intérieur de l'enveloppe financière triennale qui leur est dédiée.
- Un profil socioéconomique basé sur des données statistiques déjà accessibles, est établi préalablement par la communauté puis mis à jour à tous les trois ans afin de mesurer les résultats obtenus notamment dans les domaines suivants : développement économique, développement communautaire, économie sociale, participation des femmes et des jeunes, etc.
- Ce volet ne peut être cumulé, au cours d'une même année financière, avec la phase I du FDA ou, sous réserve de certaines conditions, toute autre entente de développement économique conclue avec le gouvernement du Québec.

## Volet 2 - Financement des organismes autochtones

Ce volet a pour objectif d'assurer un financement aux organismes communautaires relevant du SAA dans le cadre de la mise en œuvre de la politique gouvernementale sur l'action communautaire.

- Ce volet respectera le *Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire* notamment en s'assurant de mieux accompagner les organismes communautaires selon trois critères : cohérence, rigueur et transparence.
- Exceptionnellement, ce volet peut être étendu à des organismes n'oeuvrant pas dans le domaine communautaire mais ayant un impact majeur sur le plan économique, politique, culturel ou social. Cependant, le financement de tels organismes ne pourra en aucun cas se faire au détriment des organismes communautaires.
- Au besoin, des consultations avec le milieu pourront avoir lieu afin de déterminer ce que constitue un impact majeur pour l'application de ce volet.

## Volet 3 – Coopération intercommunautaire

Ce volet a pour objectif l'établissement de liens socioéconomiques plus étroits entre les communautés autochtones et non autochtones du Québec.

- Les projets doivent être conçus et présentés par au moins deux partenaires, dont l'un est autochtone.
- La participation active de chacun des partenaires doit être prouvée et réelle.
- Le projet doit démontrer qu'il contribue au rapprochement des communautés visées.

## Volet 4 – Prêt d'affaires

Ce volet a pour objectif de faciliter l'obtention de prêts par les Autochtones à des conditions concurrentielles, et ce, afin de soutenir le développement socioéconomique par la création ou l'expansion d'entreprises autochtones.

- Un prêt, dont le montant maximal, le taux d'intérêt, les modalités de remboursement, la durée, etc., sont à déterminer, peut être accordé pour la création ou l'expansion d'une entreprise autochtone en fonction de normes établies préalablement par le SAA.
- L'ensemble des conditions associées aux prêts devront être égales ou inférieures aux conditions du marché, et ce, afin d'offrir des chances égales de succès aux entreprises autochtones.
- Le processus d'approbation et de recouvrement des paiements est confié à des sociétés de financement autochtones par le biais d'ententes de partenariat.
- Le SAA conserve toutefois un droit de regard quant au respect des normes et des cibles à atteindre.

## Volet 5 – Mentorat aux prêts d'affaires

Ce volet a pour objectif d'offrir un service de conseils et de formation aux participants du volet prêt d'affaires.

- Les services de mentorat seront offerts par des organismes qui sont reconnus par le SAA.
- Les secteurs potentiels où des services de mentorat seraient offerts incluent : marketing, ressources humaines, finance, gestion et planification.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

23. Pour chaque négociateur qui œuvre au nom du gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2004-2005; dépôt du mandat, de la durée du contrat, des tâches effectuées et une copie du ou des rapports et le suivi donné. Indiquer également les sommes accordées à la rémunération globale de chacun de ces négociateurs.

**RÉPONSE:**

**M<sup>e</sup> HENRI GRONDIN**

Négociateur spécial du gouvernement du Québec dans le cadre de la revendication globale des Attikameks

Durée du contrat : 28 avril 1998 au 30 mars 2005

Mandat et rapport : voir documents joints

Rémunération : 132 212 \$

**LOUIS BERNARD**

Négociateur spécial du gouvernement du Québec auprès de la nation innue.

Durée du contrat : 2 octobre 2002 au 31 décembre 2005.

Mandat et rapport : voir documents joints

Rémunération : 105 800 \$

**M<sup>e</sup> DANIEL JOHNSON – M<sup>e</sup> ANN BIGUÉ**

Négociateurs du gouvernement du Québec avec le Conseil des Mohawks de Kahnawake.

Durée du contrat : 29 mars au 30 septembre 2004.

Mandat et rapport : voir documents joints

Rémunération : 129 305 \$

**M<sup>e</sup> ROBERT ARCHAMBAULT**

Négociateur du gouvernement du Québec dans le cadre du différend sur la foresterie avec les communautés de Lac-Simon et de Winneway.

Durée du contrat : 11 novembre 2004 au 31 mars 2005.

Mandat et rapport : voir documents joints.

Rémunération : 163 357 \$



## **Mandat de M. Henri Grondin**

### **Négociateur du gouvernement du Québec dans le cadre de la revendication territoriale globale des Attikameks**

Monsieur Henri Grondin a comme mandat de continuer à :

- Négocier avec les Attikameks sur la base de l'offre déposée par le gouvernement du Québec en décembre 1994;
- Diriger l'équipe interministérielle chargée de l'appuyer et de le secondier tout au long de la négociation;
- Représenter le gouvernement du Québec auprès des Attikameks, du gouvernement fédéral et auprès des autres parties intéressées dans le cadre de la négociation;
- Associer les ministères et organismes sectoriels impliqués tout au long de la négociation;
- Faire rapport, au plus tard en mars 2005, des résultats de la négociation avec les Attikameks et avec le gouvernement fédéral.

Dans le cadre de l'étude des crédits du Secrétariat aux affaires autochtones

**Négociations avec la nation Atikamekw**

**Rapport du négociateur spécial, Me Henri Grondin,  
pour la période du 1er avril 2004 au 31 mars 2005**

Le mandat qui m'a été confié pour poursuivre la négociation globale et territoriale avec la nation Atikamekw s'est continué pendant toute la période couverte par le présent rapport.

Le changement de négociateur chez les Atikamekw a changé complètement les choses : tout d'abord, monsieur Marcel Boivin a été nommé négociateur en chef en remplacement du Grand Chef Ernest Awashish et monsieur Boivin a choisi un porte-parole, Me Nadir André.

Une première Table centrale a eu lieu le 31 mars 2004 et il a été décidé de repartir en neuf avec des demandes atikamekw complètement refaites et avec un processus de négociation différent des années antérieures : plus particulièrement, il y eut des tables de négociation plus restreintes, composées de personnes spécialisées pour certains chapitres avec rapport périodique au niveau d'une Table centrale plus large. Il a également été décidé de privilégier certains chapitres, soit celui sur la certitude juridique, l'autonomie gouvernementale et le territoire.

Un climat de confiance s'est installé entre les parties et pas moins de 29 journées ont été consacrées à des négociations dont six Tables centrales. Cela a permis de régler de façon à peu près définitive le chapitre sur la certitude juridique et celui sur l'autonomie gouvernementale. Quant au chapitre sur le territoire, la négociation va bon train. Ces négociations ont nécessité pas moins de 39 rencontres internes de préparation (avec les représentants du SAA et de différents ministères concernés) et également 12 rencontres bilatérales avec le négociateur fédéral.

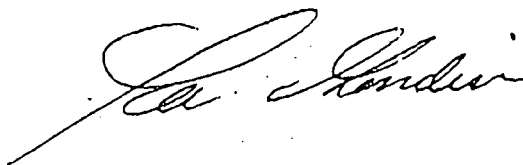
Cette négociation devrait conduire à une entente de principe différente de celle déjà convenue avec les Innus et certaines autres Nations autochtones du Québec. La partie atikamekw nous a signifié qu'elle souhaitait avoir des textes très clairs quant aux droits et obligations de chacune des parties : nous partageons cet objectif.

La partie atikamekw a même déposé un texte faisant état d'une esquisse de règlement global sur l'ensemble des chapitres de façon à démontrer sa réelle intention de trouver une entente mais ces textes n'ont pas encore fait l'objet de négociations.

Un calendrier à la fois ambitieux mais réaliste a été élaboré de façon à prévoir qu'une entente de principe pourrait être conclue ou sur le point de l'être au 31 mars 2006. Nous croyons pouvoir y parvenir à moins d'événements imprévus.

Le tout respectueusement soumis.

Québec, le 8 avril 2005



HG/db

Henri Grondin, c.r.  
Négociateur spécial du Québec

## **MANDAT DE MONSIEUR LOUIS BERNARD**

### **Négociateur spécial du gouvernement du Québec auprès de la Nation innue**

Monsieur Louis Bernard agira à titre de négociateur spécial du gouvernement du Québec auprès de la nation innue et aura comme mandat :

- De compléter la négociation entreprise avec les trois Premières Nations de L'Assemblée Mamu Pakatatau Mamit, soit les communautés de Mingan, de La Romaine et de Pakua Shipu, pour s'entendre sur un texte d'une entente de principe;
- De poursuivre les discussions de pré-négociation entreprises avec la Première nation de Matimekoshe en vue de son intégration à la négociation avec le Conseil tribal Mamuitun et l'Assemblée Mamu Pakatatau;
- De poursuivre les démarches pour entreprendre la négociation avec la Première Nation de Uashat - Maliotenam
- De poursuivre la négociation d'une entente finale comprenant un Traité et des ententes complémentaires avec les Premières Nations innues et s'appliquant à l'ensemble de celles-ci;
- De représenter le gouvernement du Québec auprès de la nation innue, du gouvernement fédéral et de toute autre partie intéressée par ces négociations;
- De poursuivre et d'intensifier les travaux de concertation avec la population non autochtone en particulier par le biais des tables régionales d'information et d'échange, en étroite collaboration avec le représentant des régions et les délégués régionaux.

## LOUIS BERNARD CONSULTANT INC

---

Montréal, le 22 avril 2005

Monsieur Geoffrey Kelley  
Ministre délégué aux Affaires intergouvernementales  
canadiennes et aux Affaires autochtones  
905, av. Honoré-Mercier  
Québec, QC  
G1R 5M6

Monsieur le Ministre,

En vous faisant rapport du mandat qui m'a été confié, à titre de négociateur spécial du Québec, dans la négociation territoriale et globale avec la nation innue, je dois malheureusement vous indiquer que peu de progrès a été accompli dans cette négociation au cours de l'année financière 2004-2005.

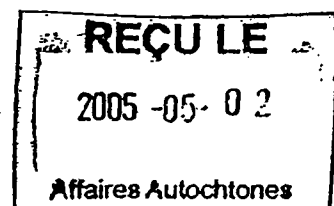
Malgré la ratification et la signature, le 31 mars 2004, d'une entente de principe d'ordre général conclue entre le gouvernement du Canada, le gouvernement du Québec et les quatre communautés innues regroupées au sein du Conseil tribal Mamuitun mak Nutashkuan, divers événements se sont conjugués pour retarder la reprise des négociations. Parmi ces événements, il faut signaler le déclenchement des élections fédérales et la tenue à l'été, d'élections dans plusieurs communautés innues.

Néanmoins, trois réunions ont été tenues à la table de Mamit Innuat afin de faire avancer cette négociation, notamment en identifiant les points de divergence avec le contenu de l'entente de principe conclue à la table du Conseil tribal Mamuitun.

De plus, dix journées de négociation ont été tenues au sein de la table centrale conjointe qui réunit, sans les confondre, les deux tables de Mamuitun et de Mamit, permettant ainsi que sept des neuf communautés innues du Québec soient représentées à la même table. Il est à souligner que les deux autres communautés innues se sont jointes à cette table centrale conjointe à titre d'observateur, Matimekush à compter de septembre 2003 et Uashat-Maliotenam à compter de septembre 2004.

Lors de ces réunions de la table centrale conjointe, le principal sujet de discussion a été le cadre de la négociation « à neuf », ainsi que le calendrier de travail à poursuivre. Nous avons également abordé quelques sujets particuliers comme l'entente complémentaire sur le bon voisinage (y compris celui des routes publiques sur les terres innues) et la mise en place d'expériences pilotes de participation réelle (sur l'élaboration du nouveau PATP et sur le plan annuel de pêches commerciales).

513, av. Stuart, Outremont (Québec) Canada H2V 3H1  
Tél.: (514) 594-1960 Télécopieur: (514) 271-5168



Les négociateurs, quant à eux, ont tenu cinq réunions destinées à faire avancer les travaux. C'est ainsi que les négociateurs avaient convenu tenir une période de négociations intensives au cours des trois premiers mois de 2005. Malheureusement, une seule séance de négociation a pu être tenue durant cette période étant donné que les chefs des neuf communautés innues ont senti le besoin de mieux préciser entre eux les modalités d'une négociation qui englobe dorénavant toute la nation innue au Québec. Cette réflexion des chefs se poursuit et, en conséquence, les négociations sont retardées.

Au cours de la dernière année, l'équipe de consultation régionale dirigée par M. Benoît Bouchard a pu se mettre en place et préciser ses modes de fonctionnement. Des liens de travail efficaces ont été mis en place pour assurer une bonne communication entre cette équipe et l'équipe de négociation. Je me félicite du travail très utile fait par l'équipe de M. Bouchard et des rapports harmonieux qui se sont établis entre son équipe et celle que je dirige.

Le travail de M. Bouchard et, en particulier, de son adjoint M. Pierre Rousseau, délégué de la Côte-Nord, a conduit à la mise sur pied d'une expérience pilote de partenariat entre la communauté innue d'Essipit et les municipalités voisines des Escoumins et des Grandes-Bergeronnes. Cette entreprise n'en est qu'à ses débuts et il est trop tôt pour savoir si elle sera couronnée de succès.

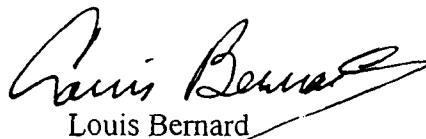
En somme, si on tente de faire le bilan de la négociation au cours de 2004-2005, on peut y trouver des indices de progrès, mais également des motifs d'inquiétude.

Le progrès vient de ce que l'ensemble de la nation innue au Québec est désormais représentée au sein de la même table de négociation. L'unité de la nation innue qui avait été brisée lors de la dissolution du Conseil Attikamek-Montagnais, en 1995, est maintenant rétablie. C'est un élément très favorable à la conclusion éventuelle d'un Traité avec cette nation.

Par ailleurs, les retards qui s'accumulent dans la reprise des négociations mettent de plus en plus en péril la possibilité d'en arriver prochainement à un Traité sur la base de l'entente de principe signée le 31 mars 2004 et des progrès déjà accomplis. Il y a un risque sérieux que la négociation perde ainsi plusieurs des éléments qui ont permis son succès, dont des changements dans les équipes de négociation.

Je ne voudrais pas terminer ce rapport sans dire mon appréciation de la confiance que vous m'avez témoignée en me demandant, lors de votre nomination, de continuer à remplir mon mandat de négociateur spécial du Québec. Je voudrais également réitérer tous mes remerciements aux autorités du Secrétariat aux affaires autochtones et à la petite équipe de professionnels dévoués et compétents, composée de Mme Christiane Bernard, Mme Lydia Boily-Dupuis et M. Patrick Brunelle, qui m'ont assisté dans cette tâche.

Veuillez agréer, monsieur le ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

  
Louis Bernard

Négociations avec les Innus

RENCONTRES 2004-2005

Table conjointe

5 juillet 04  
22 juillet 04  
1-2 septembre 04  
4-5 novembre 04  
6-7 décembre 04  
11-12 janvier 05

Table Mamit Innuat

6 juillet 04  
28 juillet 04  
1 septembre 05

Négociateurs

6 mai 04  
20 mai 04  
23 août 04  
15 décembre 04  
14 février 05

**Mandat de M<sup>e</sup> Daniel Johnson et de M<sup>e</sup> Ann Bigué**

Négociateurs du gouvernement du Québec avec le  
Conseil des Mohawks de Kahnawake

---

1. Négocier avec le Conseil des Mohawks de Kahnawake, le renouvellement des ententes conclues entre cette communauté et le gouvernement du Québec en mars 1999 et en octobre 2000. Les ententes sectorielles visées par la négociation sont les suivantes :

- Entente sur la fiscalité du tabac, des carburants et des boissons alcooliques;
- Entente sur la fiscalité des services et des biens de consommation;
- Entente sur les transports et les droits d'usage;
- Entente sur le développement économique;
- Entente sur l'administration de la justice;
- Entente sur l'inscription des naissances, des mariages et des décès;
- Entente sur l'aide à la petite enfance;
- Entente sur les services de police;
- Entente sur les sports de combat;
- Entente sur les permis d'alcool;
- Entente de financement de développement économique.

2. Établir avec le Conseil des Mohawks de Kahnawake lesquelles, parmi ces ententes seront négociées en priorité.



**MANDAT DE ME ROBERT ARCHAMBAULT**

**Négociateur du Québec  
dans le différend avec la Coalition  
Long Point First Nation et la Nation Anishnabe du Lac Simon**

- Négocier avec les Algonquins de *Long Point First Nation* et de la *Nation Anishnabe du Lac Simon* pour régler le différend dans le secteur de la foresterie : négociation d'une entente sur le processus, négociation d'une entente intérimaire sur le foresterie..
- Diriger l'équipe interministérielle (Forêt Québec, ministère de la Justice et Secrétariat aux affaires autochtones) chargée de l'appuyer et de le secondier tout au long de la négociation.
- Représenter le gouvernement du Québec auprès des Algonquins concernés et auprès des autres parties intéressées dans le cadre de la négociation.
- Faire rapport des résultats de la négociation avec les Algonquins de *Long Point First Nation* et de la *Nation Anishnabe du Lac Simon*.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

24. Actions posées et positions prises par le Secrétariat aux affaires autochtones sur le statut fiscal des Autochtones et la question de l'imposition.

**RÉPONSE :**

Le *Bureau des relations fiscales* de l'*Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador* (APNQL) a identifié des irritants fiscaux et en a informé le Québec au mois de septembre 2000.

Le 17 juin 2003, le premier ministre du Québec et le chef régional de l'APNQL ont convenu de mettre sur pied un Conseil conjoint des élus (CCÉ). Le CCÉ a décidé de mettre sur pied une Table conjointe sur la fiscalité.

Depuis sa mise en place, la Table a tenu 8 réunions : 18 février 2004, 3 mars 2004, 17 mars 2004, 31 mars 2004, 14 avril 2004, 3 novembre 2004, 14 décembre 2004 et 31 janvier 2005.

Du travail sur divers irritants fiscaux a été fait, dont :

- Taxe de vente sur l'assurance de véhicules immatriculés sur réserve;
- Cotisations au RRQ;
- Imposition des corporations détenues par les bandes indiennes.

Un bilan conjoint (APNQL - gouvernement du Québec) des travaux sur ces irritants a été déposé au Conseil Conjoint des Élus du 6 mai 2004. Par la suite, d'autres irritants, de nature technique, ont été soulevés et ont fait l'objet de travaux de la Table conjointe sur la fiscalité. Les discussions se poursuivent.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

25. État de situation de tous les dossiers où le Secrétariat aux affaires autochtones est impliqué concernant les projets hydroélectriques.

**RÉPONSE :**

Le Secrétariat aux affaires autochtones n'a pas été impliqué directement dans les dossiers concernant les projets hydroélectriques.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

26. État de situation de tous les dossiers où le Secrétariat aux affaires autochtones est impliqué concernant la gestion des ressources forestières.

RÉPONSE :

Le Secrétariat aux affaires autochtones n'a pas été impliqué directement dans les dossiers concernant la gestion des ressources forestières.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

27. État de situation des dossiers de développement hydroélectrique impliquant des négociations et/ou communications avec les communautés autochtones, incluant :

- a) l'objet des négociations/consultations;
- b) la date des rencontres;
- c) l'échéancier des négociations;
- d) le nom du négociateur pour le gouvernement et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement;
- e) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone.

**RÉPONSE :**

Le Secrétariat aux affaires autochtones n'a pas fait de négociation ou de consultation sur les projets hydroélectriques auprès des Autochtones.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

28. État de situation des dossiers de gestion des ressources forestières impliquant des négociations et/ou communications avec les communautés autochtones, incluant :

- a) l'objet des négociations/consultations;
- b) la date des rencontres;
- c) l'échéancier des négociations;
- d) le nom du négociateur pour le gouvernement et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement;
- e) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste des toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone.

**RÉPONSE :**

Cette réponse sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

### Demande de renseignements de l'Opposition officielle

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

29. Liste des projets économiques présentés en 2004-2005 par les administrations autochtones au Secrétariat aux affaires autochtones et état d'avancement de ces projets, incluant les motifs invoqués pour les projets non-retenus.

#### RÉPONSE :

##### Les Abénaquis

###### Odanak :

- Expansion – Distribution Alain Gaudet Enr. : Projet d'expansion d'entreprise – Achat d'un camion de livraison réfrigéré supplémentaire. Projet complété.
- Salle communautaire : Construction d'une salle communautaire à Odanak. Projet en cours de réalisation, devrait se terminer à l'été 2005.
- Maison des jeunes : Construction d'une maison des jeunes à Odanak. Projet à ses début : élaboration des plans en cours.
- Savonneux – Pierre Pellerin : Expansion et agrandissement d'un commerce déjà existant qui fabrique et vend en gros et en détail des savons, crèmes et autres produits pour le corps. Projet non débuté. Documentation attendue.
- Gîte du passant : Ce projet consiste à transformer le presbytère actuel en Bed & Breakfast de 4 à 5 chambres. Projet non débuté. Documentation attendue.
- Équipement sportif : Projet non débuté. Ce dossier est au stade préliminaire. On étudie la possibilité d'une patinoire, d'un terrain de jeux, terrain de soccer et autres équipements pour les jeunes.

###### Wôlinak :

- Étude d'opportunité – Pagaies : Étude d'opportunité pour la création d'une entreprise fabriquant des pagaies. Projet complété.

##### Les Algonquins

###### Hunter's Point (Wolf Lake) :

- Dépanneur Kipawa : Ce projet consiste en l'acquisition et l'amélioration d'un dépanneur et station-service déjà existants. Projet non débuté.

###### Kebaoweb :

- Station de service Eagle Village : Augmentation des coûts de 338 000 \$ à 536 000 \$ en 2004-2005. Le projet est complété.

**Kitcisakik :**

- Groupes électrogènes : Achat de deux groupes électrogènes afin de combler les besoins électriques de la Communauté anicinape de Kitcisakik. Projet complété.
- Service de construction : La Société Économique de Kitcisakik inc. désire créer un service de construction et d'entretien d'infrastructures. Décision du promoteur attendue.

**Lac-Simon :**

- Centre communautaire Lac Simon : Construction d'un centre communautaire au Lac-Simon afin de remplacer les infrastructures vieillissantes et améliorer le cadre de vie de la communauté. Projet non débuté, documentation attendue.
- Aide au développement économique local : Projet non débuté, documentation attendue.

**Timiskaming :**

- Aide au développement économique local : Début du projet prévu en 2005-2006.

**Les Attikameks****Manawan :**

- Salon de coiffure Christina : Création d'une entreprise regroupant l'ensemble des services et des produits offert par un salon de coiffure. Projet complété.
- Tabac Spokane : Création d'une entreprise de fabrication de cigarettes. Projet non débuté.
- Télécommunication Atikamekw-Manawan : Ce projet vise à mettre en place un système de télécommunication à large bande qui pourra desservir les entreprises, les organismes publics et communautaires, ainsi que les foyers de la communauté attikamek de Manawan. Projet en cours de réalisation.
- Efforts de mise en œuvre de l'entente cadre du 13 mai 2003 : La demande d'aide financière a pour objectif de financer les efforts de mise en œuvre de l'entente-cadre signée le 13 mai 2003, et ce, dans tous les secteurs ayant fait l'objet de l'entente (transport, foresterie, santé, emploi et sécurité du revenu, sécurité publique, administration de la justice, fiscalité, écotourisme et faune). Projet en cours de réalisation.
- Débusqueuse – Stello Ottawa : Acquisition d'une débusqueuse à câble, par le promoteur, afin d'offrir ses services comme travailleur forestier auprès des Services Forestiers et Territoriaux de Manawan. Projet complété.

**Obedjiwan :**

- Centre administratif d'Opitciwan : Augmentation des coûts de 600 000 \$ à 975 000 \$ en 2004-2005. Le projet est terminé.

**Wemotaci :**

- Wapikoni - Wemotaci : Le projet consiste en l'achat de matériel audio-visuel pour les jeunes dans le cadre du projet de la Wapikoni Mobile. Début du projet prévu en 2005-2006.

**Les Hurons-Wendats**

- Relocalisation Garage Marin W. Picard : Relocalisation de l'entreprise à l'intérieur du secteur industriel de Wendake. Ce déménagement nécessitera l'achat d'un bâtiment et d'équipements supplémentaires. Projet complété.
- Ataro – Infrastructures en sonorisation : Le projet consiste en l'acquisition de matériel technique pour la prise de son avec des instruments numériques de haute définition. Projet en cours de réalisation.
- Genest et Picard : Aide au démarrage de l'entreprise Genest et Picard Entrepreneur(e)s peintres qui offre des services de peinture, tirage de joints et tapisserie. Début du projet prévu en 2005-2006.
- Public Cité Multimédias : Acquisition d'équipements dans un contexte d'expansion, soit l'ajout de nouveaux services multimédias. Projet non débuté.



**Les Malécites de Viger**

- Hôtel Dufferin : Ce projet consiste en l'acquisition et la rénovation de l'Hôtel Dufferin situé à Cacouna. Projet en cours de réalisation.
- Matériels pour projet écorécréotouristique : Ce projet consiste en l'achat de deux véhicules tous terrains (VTT), d'une débroussailleuse ainsi que d'une cage à saumon. Projet en cours de réalisation.
- Aménagement extérieur : Aménagement extérieur du centre administratif à Cacouna dans le but d'augmenter la visibilité de la présence de la communauté. Début du projet prévu en 2005-2006.
- Systèmes téléphonique et informatique : Acquisition d'un système téléphonique et d'un système informatique par la communauté. Projet non débuté.
- Chalets de la pointe de Cacouna : Ce projet consiste en l'achat de l'entreprise d'hébergement sise sur la pointe de Cacouna. Projet en cours de réalisation.
- Logiciel Avantage : Projet non débuté.
- Atelier Maryse Hins : Le projet consiste en l'achat de nouveaux équipements afin de favoriser l'expansion d'une entreprise de restauration de meubles anciens et de fabrication et vernissage de meubles de bois. Projet non débuté.
- Aide au développement économique local : Projet non débuté.
- Étang Tiénis : Le projet consiste en la création d'une entreprise d'exploitation commerciale d'un étang de pêche. Projet non débuté.

**Les Innus****Betsiamites :**

- FILA – Conseil de bande de Betsiamites : Début du projet prévu en 2005-2006.

**La Romaine :**

- Développement des activités de pêche commerciales : La communauté d'Unamen Shipu désire développer la pêche commerciale en ajoutant 2 permis de homards zone 16 et un permis de hareng zone 15 à ceux déjà acquis de pétoncle zone 15 et poisson de fond 4RS. L'achat ou la construction d'un bateau de pêche est envisagé. Projet en cours de réalisation.
- Petits fruits nordiques – Étude de préaisabilité : Projet d'étude de préaisabilité pour la mise en valeur des petits fruits sauvages dans la communauté d'Unamen Shipu afin de déterminer les possibilités de développement. Projet complété.

**Mashteuiatsh :**

- Centre communautaire Amishkuisht : Augmentation des coûts de 663 778 \$ à 795 458 \$ en 2004-2005. Le projet est complété.
- Journée réseautage – Mashteuiatsh : Le Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean a mandaté la SDEI pour organiser et réaliser une journée d'activités afin de favoriser des liens d'affaires entre les entreprises autochtones et québécoises de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Projet complété.
- Ashuap, du fantastique à l'authentique : Projet centré sur un spectacle récurrent de grande envergure, se déroulant sur un site majestueux, le Lac Saint-Jean. Début du projet prévu en 2005-2006.

**Mingan :**

- Transformation du pétoncle – Mingan et Pakua Shipi : Création d'une usine de transformation du pétoncle. Projet en cours de réalisation.
- Conception Atikuss Design : Création d'une entreprise autochtone de services de consultation et de conception de plan d'aménagement pour les nouvelles constructions ou rénovations commerciales ou résidentielles. Projet non débuté.
- Piste cyclable : Le projet consiste à construire une piste cyclable entre la communauté de Ekuanitshit et le pont de la rivière Mingan. Projet non débuté.

**Natashquan :**

- Construction d'un bateau de pêche polyvalent : Augmentation des coûts de 560 000 \$ à 596 000 \$ en 2004-2005. Le projet est complété.
- Service de traiteur : Création et implantation d'un service de traiteur afin de fournir les repas aux pêcheurs et aide-pêcheurs de la communauté pendant la période de pêche commerciale. Projet non débuté.
- Pourvoirie Hipou – Rénovation : Projet non débuté. En attente d'une décision du promoteur.
- Construction d'un poste de police : Construction d'un poste de police afin de remplacer celui existant. Projet non débuté. Documentation attendue.
- Construction d'un aréna : Projet non débuté. Documentation attendue.
- Agent de développement économique : Projet non débuté. Documentation attendue.
- Aréna – Étude préliminaire : Projet non débuté. Documentation attendue.
- Foresterie Natashquan : Projet non débuté. Documentation attendue.
- Permis de pêche commerciale : Projet non débuté. Documentation attendue.

**Pakuashipi :**

- Transformation du pétoncle – Mingan et Pakua Shipi : Création d'une usine de transformation du pétoncle. Projet en cours de réalisation.

**Uashat-Maliotenam :**

- ASSI inc. : Expansion d'entreprise. Acquisition d'un bâtiment, d'équipements de bureau et informatique. Projet en cours de réalisation.
- Festival Innu Nikamu : Le projet vise l'acquisition d'équipements et d'infrastructures communautaires, qui serviront à établir un site public permanent de spectacles pour la communauté Uashat mak Mani-Utenam. Projet en cours de réalisation.
- Transport ferroviaire Tshiuetin : Refusé. Aide financière disponible via d'autres sources de financement.
- Innu Béton : Créer une entreprise innue qui offrira des services spécialisés en coffrage de béton et de bordures de stationnement. Projet en cours de réalisation.
- Centre Nin Ishkueu – Plan d'affaires : Le projet consiste à produire un plan d'affaires pour la création d'un organisme à but non lucratif offrant des services divers aux femmes sur la communauté de Maliotenam. Projet en cours de réalisation.
- CPE Uashat – Plan d'affaires : Le projet consiste à produire un plan d'affaires pour la création d'un Centre de la petite enfance (CPE) d'une capacité de 44 places à Uashat. Projet complété.
- Agrandissement du poste de police : Début du projet prévu en 2005-2006.
- Site de tentes innues : Le projet consiste à développer un site d'hébergement en tentes innues sur le site du Vieux-Poste avec un niveau de confort supérieur à celui du camping. En attente d'une décision du promoteur.
- Implantation d'une équipe LHJMQ – Étude de faisabilité : Demande d'aide financière pour une étude de faisabilité pour l'implantation d'une équipe de hockey (LHJMQ) à Sept-Îles. Projet refusé car il ne répond pas aux normes du FDA. Promoteur non autochtone (Corporation de promotion industrielle et commerciale de Sept-Îles).
- Entreprise de pêche ITUM : Le projet consiste en l'acquisition d'un permis de pêche de crabe des neiges et de deux bateaux de pêche. Projet non débuté. Documentation attendue.
- Caméléon enr. : Projet d'expansion d'entreprise de conciergerie. Achat d'équipements: auto-récureuse, polisseuse, aspirateur, décapeuse. Projet en cours de réalisation.

**Les Inuits**

- Aucun projet n'a été présenté pour l'année financière 2004-2005.

**Les Micmacs :****Gaspé :**

- Embauche d'un agent de développement économique : Projet en cours de réalisation.
- Climatisation de Gespeg : Modernisation du système de climatisation du site d'interprétation de Gespeg. Début du projet prévu en 2005-2006.

**Listuguj :**

- Poste de police de Listuguj : Augmentation des coûts de 290 000 \$ à 760 000 \$ en 2004-2005. Projet en cours de réalisation.
- Tours additionnelles – Éoliennes : Achat et installation de (2) tours météorologiques additionnelles afin de connaître le potentiel énergétique pour l'implantation d'un parc éolien. Projet en cours de réalisation.
- Rénovations bureaux administratifs : Projet non débuté.
- Équipement forestier Multi : Achat d'équipements forestiers dans le but de réaliser des contrats avec divers intervenants forestiers. Projet complété.
- Corporation de développement économique : Il s'agit d'une corporation de développement économique en partenariat avec le village de Pointe-à-la-Croix. Projet en cours de réalisation.
- Équipement pour l'écorceuse : Projet d'acquisition de machineries complémentaires à l'écorceuse (Chipper-Debarker). Projet non débuté.
- Système informatique : Modernisation du système informatique de la communauté de Listuguj. Projet non débuté.

**Les Mohawks****Akwesasne :**

- Chef's Advice : Création d'un restaurant avec service de traiteur. Projet en cours de réalisation.
- Akwesasne Electric : Expansion d'une entreprise de services électriques pour le commercial et le résidentiel. Projet en cours de réalisation.
- FUNdamentals : Entreprise de vente d'accessoires de fête, de livraison à domicile ainsi que l'achat d'une machine à hélium pour gonfler les ballons. Projet en cours de réalisation.
- Misty's Online Trading Assistant : Création d'une entreprise de marché électronique. Projet en cours de réalisation.
- Nelly's : Création d'une compagnie agricole de légumes biologiques. Projet abandonné par les promoteurs.
- Little Bear Design : Création d'une entreprise de services de broderie. Projet en cours de réalisation.
- CPL Entreprises : Expansion d'une entreprise sanitaire et de recyclage. Projet en cours de réalisation.
- Highlighting Home : Création d'une entreprise de décoration intérieure. Projet en cours de réalisation.
- Kawehnoke Web Technologies : Création d'une entreprise de services d'Internet spécialisée pour la création et l'hébergement des pages Web. Projet en cours de réalisation.
- Stone Canoe Gallery : Création d'une manufacture spécialisée dans les vêtements traditionnels. Projet en cours de réalisation.
- Two Bears Auto Care : Création d'un service professionnel de nettoyage de voitures. Projet abandonné par les promoteurs.
- Majestic Cuisine : Expansion d'un marché d'alimentation: achat de réfrigérateur et congélateur. Projet en cours de réalisation.
- B & H Construction : Création d'une compagnie de construction offrant des services de réparation, d'entretien, de plomberie, d'électricité, de finition, de garage et de remise. Projet en cours de réalisation.

- Akwesasne Gardens : Construction d'une serre et d'une pépinière. Projet abandonné par les promoteurs.
- Rhino Linings of Akwesasne : Création d'une entreprise de scellant au polyuréthane pour les boîtes de camions afin de les protéger contre la rouille et la corrosion. Projet abandonné par les promoteurs.
- Johnson & Cook Construction : Création d'une compagnie de constructeur général offrant des produits tels que fosses septiques et fondations. Projet en cours de réalisation.
- Akwesasne Sports Too : Création d'un magasin de vente en gros d'articles de sport, de broderie et de peinture. Projet en cours de réalisation.
- Arrowhead Homes : Expansion d'une entreprise de construction résidentielle offrant ses services aux États-Unis. Projet en cours de réalisation.
- Akwesasne Internet Services : Création d'une entreprise de services d'Internet offrant des connexions Internet et de la bande passante. Projet en cours de réalisation.
- Kidz'Kloset : Création d'un magasin de vente au détail de vêtements neufs et usagés pour enfants. Projet en cours de réalisation.
- RJ Transport : Création d'une compagnie de camionnage et de remorquage. RJ Transport vise l'industrie de camping au Canada et aux États-Unis. Projet en cours de réalisation.
- DG Masonry : Expansion d'une entreprise de maçonnerie. Achat d'un chariot élévateur. Projet en cours de réalisation.
- Delormier Trucking & Construction : Expansion d'une entreprise de camionnage et de construction. Projet abandonné par le promoteur.
- Ma's Country Kitchen : Expansion d'un restaurant. Achat d'un réfrigérateur et congélateur. Projet en cours de réalisation.
- Moto-Rio : Création d'un commerce de location d'équipements de loisirs avec arcade. Projet abandonné par le promoteur.
- Mother Earth Redemption Center : Création d'un centre de récupération de cannettes et de bouteilles. Projet abandonné par le promoteur.
- Lazore's Construction : Les services offerts sont l'excavation, le pavage, le déneigement, le paysagement, etc. Projet en cours de réalisation.
- Mohawk Council of Akwesasne – Department of Technical Services : Rénovation des édifices du Conseil des Mohawks d'Akwesasne, afin de les rendre conformes aux exigences de sécurité et de feu en vigueur. Début du projet prévu en 2005-2006.
- Department of Economic Development – Peace Tree Trade Center : Projet de rénovation du toit du Peace Tree Trade Center. Début du projet prévu en 2005-2006.
- St.Regis Recreation Committe : Construction d'un gazebo communautaire et d'un bâtiment récréatif utilitaire. Début du projet prévu en 2005-2006.
- Centre récréatif communautaire : Construction d'une aire de stationnement au centre communautaire récréatif de Snye. Début du projet prévu en 2005-2006.
- Mohawk Council of Akwesasne – Computer Services program : Implantation d'un service informatique. Début du projet prévu en 2005-2006.
- Akwesasne Volunteer Fire Department : Achat d'équipements de camion de pompiers. Début du projet prévu en 2005-2006.

#### **Kahnawake :**

- Kahnawake Business Complex : Augmentation des coûts de 1 263 608 \$ à 1 759 173 \$ en 2004-2005. Projet en cours de réalisation.
- SLS 14 Development : Étude préliminaire pour un parc industriel. Projet en cours de réalisation.
- Lot 106 Development : Plan d'affaires, études préliminaires et référendum. Projet abandonné par la communauté.

Se référer à l'annexe 20 pour les projets non retenus.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

30. Liste des dossiers dont la légalité est contestée. Indiquer les montants des poursuites. Liste des frais encourus par le Secrétariat ou par le gouvernement du Québec pour des fins de défense en cour de justice dans le cadre de dossiers touchant une ou des communautés autochtones ainsi que l'état de ces dossiers.

**RÉPONSE :**

Aucun dossier ni frais impliquant le Secrétariat aux affaires autochtones.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

31. Liste des projets prévus à l'entente de compréhension mutuelle (MOU) conclue avec les Cris et état d'avancement incluant les dates de demandes, les sommes nécessaires et les crédits dépensés pour chaque projet.

**RÉPONSE :**PHASE I (ANNÉES : 1997-98 ET 98-99)

MONTANT TOTAL : 14 999 879 \$

Communauté / organisme	Projet	Date : Entente avec SAA	Date : Entente avec instit financ	Montant total (milliers \$)	État d'avancement	Montant reçu par bénéficiaire (milliers \$)
CHISASIBI	ARÉNA	27 mars 98	31 oct 02	575,0	Terminé	575,0
	AÉROPORT	27 mars 98	N/A	689,5	Terminé	689,5
EASTMAIN	GARDERIE	27 mars 98	N/A	125,0	Terminé	125,0
	ARÉNA	27 mars 98	7 sept 00	3325,0	Terminé	3325,0
MISTISSINI	LOCAUX COMM	27 mars 98	9 fév 00	613,0	Terminé	613,0
	PLAN STRATÉG	27 mars 98	9 fév 00	100,0	Terminé	100,0
	TERRASSEMENT	27 mars 98	9 fév 00	169,0	Terminé	169,0
	CENTRE MULTIF	27 mars 98	9 fév 00	283,0	Terminé	283,0
NEMASKA	SITE ENFOUISS	27 mars 98	31 oct 02	80,0	Terminé	80,0
	CENTRE C. PHYS	27 mars 98	31 oct 02	338,0	Terminé	338,0
	ENTREPÔT	27 mars 98	31 oct 02	345,0	Terminé	345,0
OUJÉ-BOUGOUMOU	SYST CHAUFF	27 mars 98	15 jul 99	1450,0	Terminé	1450,0
WASKAGANISH	STABILIS RIVES	27 mars 98	N/A	9,3	Terminé	9,3
	CENTRE B-ÊTRE	27 mars 98	N/A	10,0	Terminé	10,0
	DRAINAGE	27 mars 98	N/A	5,2	Terminé	5,2
	CENTRE SOINS	27 mars 98	N/A	9,0	Terminé	9,0
	PLAN STRATÉG	27 mars 98	N/A	100,0	Terminé	100,0
	INFRA CLINIQUE	27 mars 98	29 sep 02	600,0	Terminé	600,0
WASWANIPI	CENTRE JEUNES	27 mars 98	29 sep 02	2928,9	Terminé	2928,9
	SCIERIE	27 mars 98	N/A	100,0	Terminé	100,0
WEMINDJI	CENTRE JEUNES	27 mars 98	N/A	100,0	Terminé	100,0
	GARDERIE	27 mars 98	N/A	600,0	Terminé	600,0
WHAPMAGOOSTUI	RESERVOIR	27 mars 98	10 avr 01	710,0	Terminé	710,0
	CENTRE JEUNES	27 mars 98	31 oct 02	470,0	En cours	423,0
ASSOCIATION DES TRAPPEURS CRIS	LOGEMENT	27 mars 98	31 oct 02	470,0	En cours	423,0
	LOGEMENT	27 mars 98	N/A	300,0	Terminé	300,0
	BUREAU	27 mars 98	N/A	75,0	Terminé	75,0
	RANGEMENT	27 mars 98	13 oct 98	150,0	Terminé	150,0
	RADIO	27 mars 98	13 oct 98	150,0	Terminé	150,0
	AMEUBLEMENT	27 mars 98	13 oct 98	35,0	Terminé	35,0
SOCIÉTÉ DES COMMUNICATIONS CRIES DE LA BAIE JAMES	CAMION	27 mars 98	13 oct 98	30,0	Terminé	30,0
	INFRASTRUCT	27 mars 98	1 <sup>er</sup> fév 99	218,5	Terminé	218,5
	ÉQUIPEMENT	27 mars 98	1 <sup>er</sup> fév 99	140,0	Terminé	140,0
	RELOCALISATION	27 mars 98	1 <sup>er</sup> fév 99	105,5	À venir	105,5
ORDINATEURS	ORDINATEURS	27 mars 98	1 <sup>er</sup> fév 99	61,0	Terminé	61,0
	ORDINATEURS	27 mars 98	1 <sup>er</sup> fév 99	61,0	Terminé	61,0
TOTAUX				14999,9	---	14952,9

Communauté / organisme	Projet	Date : Entente avec SAA	Date : Entente avec instit financ	Montant total (milliers \$)	État d'avancement	Montant reçu par bénéficiaire (milliers \$)
CHISASIBI	PLAN STRATÉG	4 août 00	N/A	100,0	Terminé	100,0
	PLAN TERRAIN	4 août 00	N/A	90,0	Terminé	90,0
	PLAN C JEUNES	4 août 00	N/A	300,0	Terminé	300,0
	TERRASSEMENT	4 août 00	23 oct 00	700,0	Terminé	700,0
EASTMAIN	PLAN STRATÉG	4 août 00	N/A	100,0	Terminé	100,0
MISTISSINI	INFRAS VILLAGE	4 août 00	23 oct 00	1165,0	Terminé	1165,0
	TERRASSEMENT	4 août 00	23 oct 00	611,0	Terminé	611,0
	CENTRE MULTIF	4 août 00	23 oct 00	1108,6	Terminé	1108,6
NEMASKA	PLAN STRATÉG	4 août 00	N/A	100,0	Terminé	100,0
	GAZONNEMENT	4 août 00	N/A	120,0	En cours	120,0
	ÉGLISE	4 août 00	23 oct 00	360,0	Terminé	360,0
	ARÉNA	4 août 00	23 oct 00	3130,0	Terminé	3130,0
OUJÉ-BOUGOUMOU	SYST CHAUFF	4 août 00	23 oct 00	635,0	Terminé	635,0
	PLAN STRATÉG	4 août 00	N/A	100,0	Terminé	100,0
	COMPL SPORTIF	4 août 00	23 oct 00	1835,0	Terminé	1835,0
WASKAGANISH	STABILIS RIVES	4 août 00	23 oct 00	1860,7	Terminé	1860,7
	DRAINAGE	4 août 00	23 oct 00	794,8	En cours	715,3
	CENTRE ADMIN	3 déc 03	2 déc 03	1000,0	En cours	900,0
	TERRAIN SPORT	3 déc 03	2 déc 03	300,0	En cours	270,0
	PAVAGE	3 déc 03	2 déc 03	541,0	En cours	486,9
	INFRA CLINIQUE	4 août 00	N/A	56,3	Terminé	56,3
	POSTE POLICE	4 août 00	31 oct 02	650,0	Terminé	650,0
	TOUR COMMUN	4 août 00	31 oct 02	100,0	Terminé	100,0
WASWANIPI	SCIERIE	4 août 00	23 oct 00	1250,0	Terminé	1250,0
	CENTRE JEUNES	4 août 00	23 oct 00	2305,2	Terminé	2305,2
WEMINDJI	PLAN STRATÉG	4 août 00	N/A	100,0	Terminé	100,0
	DRAINAGE	4 août 00	23 oct 00	700,0	Terminé	700,0
WHAPMAGOOSTUI	CENTRE JEUNES	4 août 00	23 oct 00	1600,0	En cours	1440,0
	PLAN STRATÉG	4 août 00	N/A	100,0	Terminé	100,0
INSTITUT CULTUREL	PLAN STRATÉG	4 août 00	N/A	187,4	Terminé	187,4
TOTAUX				22000,0	---	21576,4

Communauté / organisme	Projet	Date : Entente avec SAA	Date : Entente avec instit financ	Montant total (milliers \$)	État d'avancement	Montant reçu par bénéficiaire (milliers \$)
CHISASIBI	CENTRE JEUNES	17 oct 01	17 oct 01	2500,0	Terminé	2500,0
	CENTRE ADMININ	17 oct 01	17 oct 01	3400,0	Terminé	3230,0
	GARAGE	17 oct 01	17 oct 01	2500,0	En cours	2375,0
	ÉGLISE	17 oct 01	N/A	400,0	Terminé	400,0
	AÉROPORT	17 oct 01	17 oct 01	1500,0	En cours	1425,0
	CENTRE AÎNÉS	17 oct 01	17 oct 01	1660,0	En cours	1577,0
	PLANIF C COMM	17 oct 01	N/A	180,0	Terminé	180,0
EASTMAIN	POSTE POLICE	17 oct 01	N/A	250,0	Terminé	250,0
	INFRASTRUCT	17 oct 01	17 oct 01	1694,5	En cours	1609,8
	RÉPARAT TOITS	17 oct 01	N/A	145,0	Terminé	145,0
	RESURFAÇAGE	17 oct 01	17 oct 01	1425,5	En cours	1354,2
	TERRASSEMENT	17 oct 01	N/A	315,0	En cours	315,0
MISTISSINI	ARÉNA	17 oct 01	17 oct 01	3440,0	En cours	3268,0
	TERRASSEMENT	17 oct 01	17 oct 01	1760,0	En cours	1672,0
	SENTIER	17 oct 01	N/A	174,0	Terminé	174,0
	AMÉNAG PLAGE	17 oct 01	N/A	87,1	Terminé	87,1
	TERRAIN JEUX	17 oct 01	N/A	58,0	Terminé	58,0
	SITE RÉCRÉATIF	17 oct 01	N/A	87,0	Terminé	87,0
	CENTRE MULTIF	17 oct 01	17 oct 01	5218,3	En cours	4957,4
NEMASKA	ARÉNA (MULTIF)	17 oct 01	17 oct 01	4063,1	En cours	3860,0
	PAVAGE	17 oct 01	17 oct 01	722,0	En cours	685,9
	REMISES	17 oct 01	N/A	300,0	Terminé	300,0
	AMÉNAG PARC	17 oct 01	17 oct 01	420,0	En cours	399,0
OUJÉ-BOUGOUMOU	COMPL SPORTIF	17 oct 01	17 oct 01	4000,0	Terminé	3800,0
	INFRASTRUCT	17 oct 01	17 oct 01	2080,0	En cours	1976,0
WASKAGANISH	CENTRE ADMIN	17 oct 01	17 oct 01	2500,0	En cours	2375,0
	TERRAIN SPORT	17 oct 01	17 oct 01	500,0	En cours	475,0
	PAVAGE	17 oct 01	17 oct 01	1375,0	En cours	1306,3
	CIMETIÈRE	17 oct 01	N/A	100,0	En cours	100,0
	SENTIERS	17 oct 01	N/A	25,0	Terminé	25,0
	PLAN AÉROPORT	17 oct 01	N/A	50,0	Terminé	50,0
	ENTREPÔT	17 oct 01	17 oct 01	425,0	En cours	403,8
	CENTRE B-ÊTRE	17 oct 01	17 oct 01	600,0	En cours	570,0
	LOCAL ASS TRAP	17 oct 01	17 oct 01	480,0	En cours	456,0
WASWANIPI	SCIERIE	17 oct 01	17 oct 01	3000,0	En cours	2850,0
	PAVAGE	17 oct 01	17 oct 01	1902,0	Terminé	1806,9
	CENT PERS ÂGÉ	17 oct 01	17 oct 01	2200,0	En cours	2090,0
	CENTRE ADMINIS	17 oct 01	17 oct 01	3718,4	En cours	3532,5
	ENTREPÔT	17 oct 01	17 oct 01	500,0	Terminé	475,0
	TERRASSEMENT	17 oct 01	17 oct 01	1000,0	En cours	950,0
	TERRAIN SPORT	17 oct 01	17 oct 01	800,0	En cours	760,0
	RÉPAR ÉGLISE-A	17 oct 01	17 oct 01	275,0	Terminé	261,3
	SENTIER	17 oct 01	N/A	84,6	En cours	84,6
	PISCINE	17 oct 01	N/A	100,0	Terminé	100,0
	RÉPAR ÉGLISE-B	17 oct 01	N/A	160,0	Terminé	160,0
	PLANIF ÉGLISE	17 oct 01	N/A	25,0	Terminé	25,0
WEMINDJI	DRAINAGE	17 oct 01	17 oct 01	4956,3	Terminé	4956,3
	CENTRE MULTIF	17 oct 01	17 oct 01	3443,7	En cours	3271,5
	CHAMP D'ÉPUR	17 oct 01	17 oct 01	620,0	Terminé	620,0
WHAPMAGOOSTUI	PLAN STRATÉG	17 oct 01	N/A	100,0	Terminé	100,0
	PELLE HYDRAUL	17 oct 01	N/A	250,0	Terminé	250,0
	CENTRE COMM	17 oct 01	17 oct 01	1012,0	En cours	961,4
	VÉHICULES	17 oct 01	17 oct 01	1068,0	Terminé	1014,6
	CENTRE MULTIF	17 oct 01	17 oct 01	440,0	En cours	418,0
ASSOCIATION DES TRAPPEURS CRIS	SYST COMMUNIC	17 oct 01	17 oct 01	1010,0	En cours	959,5
	CAMPS	17 oct 01	17 oct 01	1772,5	En cours	1683,9
	BUREAU	17 oct 01	17 oct 01	915,0	En cours	869,3
	PLAN STRATÉG	17 oct 01	N/A	150,0	Terminé	150,0
INSTITUT CULTUREL	ÉDIFICE	17 oct 01	17 oct 01	6063,0	À venir	5759,9
TOTAUX				80000,0	---	76556,2



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

32. Déposer les échanges de correspondance avec le gouvernement fédéral sur la participation financière à la Paix des Braves.

RÉPONSE :

Il y a eu une correspondance auprès du gouvernement fédéral en rapport avec les clauses de sauvegarde liées au dossier de la gouvernance crie. Il n'y a pas eu de correspondance sur la participation financière du gouvernement fédéral à la Paix des Braves.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

33. Actions posées et crédits engagés en 2003-2004 et 2004-2005 auprès des jeunes et des femmes autochtones et prévisions pour 2005-2006.

**RÉPONSE :**

**Pour les actions posées et les crédits engagés en 2003-2004, veuillez vous référer à l'annexe 18 des renseignements particuliers de l'étude des crédits 2004-2005.**

**Jeunes**

En 2004-2005, le Secrétariat aux affaires autochtones a alloué une somme de 100 000 \$, incluant la collaboration avec le Secrétariat à la Jeunesse (50 000 \$), au projet de soutien du Conseil des jeunes des Premières Nations du Québec et du Labrador (selon l'entente triennale se terminant en 2004-2005).

Aucune décision n'est prise pour l'année financière 2005-2006.

**L'organisme Femmes autochtones du Québec inc.**

En 2004-2005, le Secrétariat aux affaires autochtones a alloué, selon l'entente quinquennale prenant fin en 2005-2006, une somme de 180 000 \$ à l'organisme Femmes autochtones du Québec inc. pour le soutien à la mission globale.

En outre, un montant total de 30 000 \$ a été versé à l'organisme pour deux projets: Réseau des maisons d'hébergement (5 000 \$, le 2 août 2004) et partenariat en conflit à Kanesatake (25 000 \$, en deux versements le 2 juillet 2004 et le 8 décembre 2004).

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

34. Actions posées et crédits engagés en 2003-2004 et 2004-2005 auprès des autochtones hors réserves et liste des programmes s'adressant à cette clientèle.

## RÉPONSE :

Programme de soutien financier pour les projets proposés par des organismes et promoteurs amérindiens et inuits :

Pour les actions posées et crédits engagés en 2003-2004, voir l'annexe 19 de l'étude des crédits 2004-2005.

2004-2005

▪ Aataentsic masques & théâtre Participation à une conférence au Labrador	1 500,00 \$
▪ Alliance autochtone du Québec Fonctionnement de l'organisme	50 000,00 \$
▪ Alliance autochtone Local 038 Session d'initiation à l'artisanat autochtone	500,00 \$
▪ Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador Fonctionnement du Conseil des jeunes	50 000,00 \$
▪ Association des peuples autochtones de Val-d'Or Carnaval autochtone de Val-d'Or	2 000,00 \$
▪ Association Prévention Suicide Participation au colloque Dialogue pour la vie III	5 000,00 \$
▪ Centre d'amitié autochtone de La Tuque inc. Politique gouvernementale en matière d'action communautaire	52 736,00 \$
▪ Centre d'amitié autochtone de Lanaudière inc. Politique gouvernementale en matière d'action communautaire	40 000,00 \$
▪ Centre d'amitié autochtone de Montréal inc. Politique gouvernementale en matière d'action communautaire	83 855,00 \$
▪ Centre d'amitié autochtone de Québec inc. Politique gouvernementale en matière d'action communautaire	87 430,00 \$

▪ Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or inc. Politique gouvernementale en matière d'action communautaire	56 650,00 \$
▪ Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre Politique gouvernementale en matière d'action communautaire	45 320,00 \$
▪ Centre indien cri de Chibougamau inc. Politique gouvernementale en matière d'action communautaire	56 650,00 \$
▪ Femmes autochtones du Québec inc. Fonctionnement de l'organisme	180 000,00 \$
▪ Femmes autochtones du Québec inc. Partenaires en conflit à Kanesatake	25 000,00 \$
▪ Femmes autochtones du Québec inc. Activités du réseau d'hébergement	10 000,00 \$
▪ Indiana Marketing Activités pour la Journée nationale des Autochtones	13 000,00 \$
▪ Institut culturel et éducatif montagnais Programme de sensibilisation interculturelle	13 000,00 \$
▪ Institut culturel et éducatif montagnais Série de spectacles musicaux	10 000,00 \$
▪ Interface Baie des Chaleurs Réalisation d'un court métrage – prévention suicide	2 000,00 \$
▪ Khamtaar Faire ensemble Production d'un bilan d'un stage en Mongolie	1 500,00 \$
▪ Ligne Kue Implantation et mise en oeuvre d'une ligne d'écoute – suicide	80 000,00 \$
▪ Nessipit-Kantuet Activités de promotion d'une pourvoirie	2 000,00 \$
▪ Productions Tseiwei inc. (Les) Salon national du Grand air de Montréal	2 500,00 \$
▪ Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec Fonctionnement de l'organisme	131 515,00 \$
▪ Revue Études/Inuit/Studies Financement	5 000,00 \$
▪ Samec Germain (Mme) Organisation d'une exposition Musée	1 000,00 \$
▪ Secrétariat aux alliances économiques de la nation crie – Abitibi-Témiscamingue Support en matière de traduction simultanée	5 000,00 \$
▪ Société de développement du Témiscamingue Rencontre d'élus	1 400,00 \$
▪ Société de développement économique Matimekush-Lac-John Tournée de journalistes spécialisés en tourisme	2 000,00 \$

▪ Société Makivik Activités de course de traîneaux à chiens	3 000,00 \$
▪ Société Recherches amérindiennes au Québec Atelier sur le développement économique	5 000,00 \$
▪ Société touristique des Autochtones du Québec Projet de publicité – production et diffusion	3 500,00 \$
▪ Terres en vues Fonctionnement de l'organisme	40 000,00 \$
▪ Terres en vues Festival Présence autochtone	20 000,00 \$
▪ Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue Organisation d'un colloque	3 000,00 \$
▪ Université McGill Production d'un document	3 200,00 \$
▪ Ville de Montréal Activités d'animation culturelle	3 000,00 \$
▪ Ville de Val-d'Or Document d'information – relations avec les Autochtones	1 500,00 \$

**Fonds de développement pour les Autochtones**

Voir à l'annexe 29

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

35. Copie de toutes les ententes signées en 2003-2004, 2004-2005 avec les communautés autochtones.

**RÉPONSE :**

Voir la liste des ententes ci-jointe pour celles signées en 2004-2005. Sur demande, le SAA pourra fournir une copie de toute entente apparaissant sur cette liste. La liste des ententes signées en 2003-2004 a été fournie lors de l'étude des crédits 2004-2005.

## LISTE SOMMAIRE DES ENTENTES

- 1 - "Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones"  
**Objet :**  
Définir les modalités de financement du projet d'agrandissement des locaux abritant l'entreprise.  
**Parties :**  
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Night Hawk Technologies inc. (présidente directrice générale)  
**Date de signature:** 5 avril, 2004

---
- 2 - "Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones"  
**Objet :**  
Définir les modalités de financement du projet de construction du centre administratif et communautaire situé à Obedjiwan.  
**Parties :**  
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan (chef).  
**Date de signature:** 26 avril, 2004

---
- 3 - "Entente de financement au soutien à la mission globale d'un organisme communautaire"  
**Objet :**  
Définir les modalités de financement du Centre.  
**Parties :**  
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Centre d'amitié autochtone de Québec (directrice générale).  
**Date de signature:** 27 avril, 2004

---
- 4 - "Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones"  
**Objet :**  
Définir les modalités de financement du projet Nimocom décrit à l'annexe.  
**Parties :**  
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Club Nimochom inc.  
**Date de signature:** 29 avril, 2004

---
- 5 - "Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones"  
**Objet :**  
Définir les modalités de financement du projet d'acquisition d'un marché d'alimentation à Manawan.  
**Parties :**  
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Conseil des Atikamekw de Manawan (chef).  
**Date de signature:** 29 avril, 2004

---

- 6 - "Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones"
- Objet :**  
Définir les modalités de financement du projet d'expansion et de réaménagement de l'entreprise Indiana Marketing.
- Parties :**  
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Vincent Lévesque.
- Date de signature:** 4 mai, 2004
- 
- 7 - "Entente de financement au soutien à la mission globale d'un organisme communautaire"
- Objet :**  
Définir les modalités de financement de l'organisme.
- Parties :**  
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Tukisivallirutitsanut Parnaitiit (président).
- Date de signature:** 5 mai, 2004
- 
- 8 - "Entente de financement au soutien à la mission globale d'un organisme communautaire"
- Objet :**  
Définir les modalités de financement de l'organisme.
- Parties :**  
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Femmes autochtones du Québec inc. (présidente).
- Date de signature:** 5 mai, 2004
- 
- 9 - "Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones"
- Objet :**  
Définir les modalités de financement du projet de réaménagement "Auberge des 4 pattes" à Wendake.
- Parties :**  
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Josette Brideau.
- Date de signature:** 7 mai, 2004
- 
- 10 - "Entente de financement du développement d'infrastructures communautaires dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones"
- Objet :**  
Définir les modalités de financement du projet intitulé "À la découverte des récits et mythes des Kitcisakiinis".
- Parties :**  
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Conseil des Anicinapek de Kitcisakik (chef).
- Date de signature:** 11 juin, 2004
-



- 11 - "Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones"
- Objet :**  
Définir les modalités de financement du projet d'aide au développement économique local.
- Parties :**  
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Mahingan Development Corporation (président).
- Date de signature:** 15 juin, 2004
- 
- 12 - "Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones"
- Objet :**  
Définir les modalités de financement du projet "Kipawa Canoe and Kayak Company",
- Parties :**  
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Mahingan Development Corporation (président).
- Date de signature:** 15 juin, 2004
- 
- 13 - "Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones"
- Objet :**  
Définir les modalités de financement du projet d'implantation d'un dépanneur.
- Parties :**  
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Conseil de la Nation Innu Matimekush-Lac- John (chef).
- Date de signature:** 15 juin, 2004
- 
- 14 - "Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones"
- Objet :**  
Définir les modalités de financement du projet d'hôtellerie de Pakuashipi.
- Parties :**  
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Regroupement Mamit Innuat inc. (directeur général).
- Date de signature:** 29 juin, 2004
- 
- 15 - "Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones"
- Objet :**  
Définir les modalités de financement du projet de déménagement et agrandissement du magasin communautaire à Pakuashipi.
- Parties :**  
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Regroupement Mamit Innuat inc. (directeur général).
- Date de signature:** 29 juin, 2004
-

- 16 - "Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones"

**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet d'agrandissement du centre communautaire Teuaikan de Maliotenam.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Conseil Innu TakuaiKAN Uashat mak Mani-Utenam (chef).

**Date de signature:** 5 juillet, 2004

---

- 17 - Déclaration de compréhension et de respect mutuel

**Objet :**

Engagement politique réciproque.

**Parties :**

Gouvernement du Québec (ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones);  
Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean (chef).

**Date de signature:** 7 juillet, 2004

---

- 18 - Entente-cadre

**Objet :**

Établir un cadre général favorisant la conclusion d'ententes sectorielles dans les différents domaines d'intérêt commun entre les parties.

**Parties :**

Gouvernement du Québec (ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones);  
Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean (chef).

**Date de signature:** 7 juillet, 2004

---

- 19 - "Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones"

**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet de réaménagement et de l'agrandissement de l'école Migwan.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Conseil de la Première Nation Abitibiwinini (chef).

**Date de signature:** 8 juillet, 2004

---

- 20 - "Avenant à l'Entente de financement de développement économique pour le projet d'embauche d'un agent de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones"

**Objet :**

Modifier l'entente intervenue entre les parties le 28 avril 2003.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Commission de développement économique des premières nations du Québec et du Labrador (directeur général).

**Date de signature:** 19 juillet, 2004

---

21 - "Convention" (financière)

**Objet :**

Engagement du SAA auprès de l'institution financière pour effectuer directement à celle-ci tous les paiements devant être versés par le Conseil, à même la subvention accordée à ce dernier par le SAA.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Banque canadienne impériale de commerce (directeur des comptes PME);  
Conseil de la Première nation Abitibiwinini (chef).

**Date de signature:** 26 juillet, 2004

---

22 - "Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones"

**Objet :**

Définir les modalités de financement du Fonds d'investissements local autochtone (FILA- Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean).

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Société de développement économique Innu (directrice générale).

**Date de signature:** 27 juillet, 2004

---

23 - "Avenant à l'Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones"

**Objet :**

Modifier l'entente de financement intervenue entre les parties le 4 septembre 2003.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean (chef).

**Date de signature:** 2 août, 2004

---

24 - "Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones"

**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet d'acquisition d'une barge et d'équipements de chantier.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Regroupement Mamit Innuat inc. (directeur général).

**Date de signature:** 6 août, 2004

---

25 - "Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones"

**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet de transformation du bois.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Kisis Technologies inc. (président-directeur général).

**Date de signature:** 6 août, 2004

---

- 26 - "Avenant à l'Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones"

**Objet :**

Modifier l'entente de financement intervenue entre les parties le 8 août 2003.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Regroupement Mamit Innuat inc. (directeur général).

**Date de signature:** 6 août, 2004

---

- 27 - "Entente de financement de développement économique dans le cadre du fonds de développement pour les Autochtones"

**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet d'expansion de Distribution Alain Gaudet enr.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Alain Gaudet.

**Date de signature:** 16 août, 2004

---

- 28 - Convention

**Objet :**

Engagement du SAA auprès de l'Institution financière d'effectuer directement à celle-ci tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, à même la subvention accordée à ce dernier par le SAA.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Banque de Montréal (directeur de comptes);  
Centre de la petite enfance Sarliatauvik (présidente, directrice).

**Date de signature:** 31 août, 2004

---

- 29 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

**Objet :**

Définir les modalités de financement du plan de débardage de peaux de phoques.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Regroupement Mamit Innuat inc. (directeur général).

**Date de signature:** 4 octobre, 2004

---

- 30 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet de relocalisation du Garage Martin W. Picard.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Martin Picard

**Date de signature:** 5 octobre, 2004

---

- 31 - Avenant à l'Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones  
**Objet :**  
Amender l'entente de financement conclue par les parties le 16 décembre 2003.  
**Parties :**  
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Conseil des Montagnais de Natashquan (chef).  
**Date de signature:** 19 octobre, 2004
- 
- 32 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones  
**Objet :**  
Définir les modalités de financement du projet d'un camp communautaire à Fermont.  
**Parties :**  
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Conseil Innu Takuaikan Uashat Mak Mani-Utenam (chef).  
**Date de signature:** 25 octobre, 2004
- 
- 33 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones  
**Objet :**  
Définir les modalités de financement du projet Salon de coiffure Christina, à Manawan.  
**Parties :**  
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Christina Dubé  
**Date de signature:** 25 octobre, 2004
- 
- 34 - Convention  
**Objet :**  
Engagement du SAA d'effectuer directement à l'institution financière tous les paiements devant être versés par l'emprunteur (Wemotaci) , à même la subvention accordée à ce dernier par le SAA.  
**Parties :**  
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Caisse populaire La Tuque (directeur de comptes);  
Conseil des Atikamekw de Wemotaci (directrice des finances).  
**Date de signature:** 28 octobre, 2004
- 
- 35 - Convention financière  
**Objet :**  
Engagement du SAA d'effectuer directement auprès de l'institution financière tous les paiements devant être versés par l'emprunteur à même la subvention accordée par le SAA à l'emprunteur.  
**Parties :**  
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Caisse populaire Desjardins de Pointe-Bleue (directrice de comptes);  
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan (chef).  
**Date de signature:** 2 novembre, 2004
-

- 36 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet de poste de police à Odanak.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Conseil de bande d'Odanak (chef).

**Date de signature:** 23 novembre, 2004

---

- 37 - Modification à l'Entente concernant le financement global de l'Administration régionale Kativik

**Objet :**

Apporter des modifications à l'annexe D de l'Entente concernant le financement global de l'Administration régionale Kativik conclue le 31 mars 2004.

**Parties :**

Gouvernement du Québec (ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux affaires autochtones);  
Administration régionale Kativik (président; secrétaire).

**Date de signature:** 24 novembre, 2004

---

- 38 - Modification à l'Entente de partenariat sur le développement économique et communautaire au Nunavik

**Objet :**

Modifier l'article 2.5.5 de l'Entente de partenariat sur le développement économique et communautaire au Nunavik conclue le 9 avril 2002 et ajouter une annexe C à cette entente.

**Parties :**

Gouvernement du Québec (ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones);  
Société Makivik (président);  
Administration régionale Kativik (président).

**Date de signature:** 24 novembre, 2004

---

- 39 - Convention concernant l'administration des ententes entre les Cris et Hydro-Québec et concernant la Société Niskamoon

**Objet :**

Mettre en place un mécanisme simple, efficace et transparent pour la gestion de diverses ententes conclues par les parties.

**Parties :**

Hydro-Québec (président-directeur général);  
Société d'énergie de la Baie James (président-directeur général);  
Ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones;  
Grand conseil des Cris;  
Administration régionale crie;  
9 bandes crie (chefs).

**Date de signature:** 24 novembre, 2004

---

- 40 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones**  
**Objet :**  
Définir les modalités de financement du projet de construction d'une station-service à Eagle Village.  
**Parties :**  
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Première nation Eagle Village-Kipawa (chef).  
**Date de signature:** 3 décembre, 2004
- 
- 41 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones**  
**Objet :**  
Définir les modalités de financement du projet d'implantation d'une maison modèle "Modulex" à Chelsea, dans la région de l'Outaouais.  
**Parties :**  
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
3111181 Canada inc. (Carole Harvey).  
**Date de signature:** 3 décembre, 2004
- 
- 42 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones**  
**Objet :**  
Définir les modalités de financement du projet Safari visuel de l'ours noir.  
**Parties :**  
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Francine Bouchard.  
**Date de signature:** 8 décembre, 2004
- 
- 43 - Entente spécifique portant sur un mécanisme de consultation des populations régionales dans le cadre des négociations avec les Innus 2004-2006**  
**Objet :**  
Mettre en place un mécanisme d'information et de consultation permettant à la population de la Côte-Nord de contribuer aux négociations entre le gouvernement du Québec et les Innus (a. 2.1).  
**Parties :**  
Gouvernement du Québec (ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones; ministre déléguée au Développement régional et au Tourisme; ministre responsable de la région de la Côte-Nord);  
Conférence régionale des élus de la Côte-Nord (président).  
**Date de signature:** 10 décembre, 2004
-

- 44 - Entente spécifique portant sur un mécanisme de consultation des populations régionales dans le cadre des négociations avec les Innus

**Objet :**

Mettre en place un mécanisme d'information et de consultation permettant à la population du Saguenay-Lac-Saint-Jean de contribuer aux négociations entre le gouvernement du Québec et les Innus (a. 2.1).

**Parties :**

Gouvernement du Québec (ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones; ministre déléguée au Développement régional et au Tourisme; ministre responsable de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean; adjoint parlementaire au ministre du Développement économique et régional et de la recherche); Conférence régionale des élus du Saguenay-Lac-Saint-Jean (président).

**Date de signature:** 10 décembre, 2004

---

- 45 - Entente de financement au soutien à la mission globale d'un organisme culturel

**Objet :**

Définir les modalités de financement de l'organisme.

**Parties :**

Gouvernement du Québec (Secrétariat aux affaires autochtones; secrétaire général associé);  
Terres en vue (présidente).

**Date de signature:** 15 décembre, 2004

---

- 46 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

**Objet :**

Définir les modalités de financement des projets décrits à l'annexe 1 de l'entente.

**Parties :**

Gouvernement du Québec (secrétaire général associé aux Affaires autochtones);  
Conseil des Mohawks d'Akwesasne (grand chef).

**Date de signature:** 16 décembre, 2004

---

- 47 - Entente de financement au soutien à la mission globale d'un organisme communautaire

**Objet :**

Définir les modalités de financement de l'organisme.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Alliance autochtone du Québec (président).

**Date de signature:** 20 décembre, 2004

---

- 48 - Entente de financement du développement d'infrastructures communautaires dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet de Groupes électrogènes de Kitcisakik.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Conseil de bande des Anicinapek de Kitcisakik (chef).

**Date de signature:** 22 décembre, 2004

---



- 49 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet d'acquisition d'équipements et d'infrastructures communautaires pour le Festival Innu Nikamu.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam (chef).

**Date de signature:** 11 janvier, 2005

---

- 50 - Deuxième addenda à l'Entente-cadre signée le 13 mai 2003

**Objet :**

Modifier l'article 5 de l'entente-cadre conclue le 13 mai 2003.

**Parties :**

Gouvernement du Québec (ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux affaires autochtones);  
Conseil des Atikamekw de Manawan (chef).

**Date de signature:** 18 janvier, 2005

---

- 51 - Entente de financement au soutien à la mission globale d'un organisme communautaire

**Objet :**

Définir les modalités de financement de l'organisme.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Centre indien cri de Chibougamau inc. (présidente).

**Date de signature:** 31 janvier, 2005

---

- 52 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet "Aqua-Culture Nordik inc.".

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Première Nation Malécite de Viger (grand chef).

**Date de signature:** 1 février, 2005

---

- 53 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet de la maison des jeunes de Wemotaci.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Conseil des Atikamekw de Wemotaci (chef).

**Date de signature:** 1 février, 2005

---

54 - Convention

**Objet :**

Engagement du SAA d'effectuer auprès de l'Institution financière tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, à même la subvention octroyée par le SAA à ce dernier.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Banque de Montréal (directeur des services financiers aux entreprises);  
Conseil de bande des Micmacs de Gesgapegiag (chef).

**Date de signature:** 1 février, 2005

---

55 - Convention

**Objet :**

Engagement du SAA d'effectuer auprès de l'Institution financière tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, à même la subvention octroyée par le SAA à ce dernier.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Société de crédit commercial autochtone (directeur de comptes);  
Conseil de bande d'Odanak (chef).

**Date de signature:** 3 février, 2005

---

56 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet d'acquisition de matériel dans le cadre d'un projet écorécréotouristique.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Première Nation Malécite de Viger (grand chef).

**Date de signature:** 14 février, 2005

---

57 - Convention

**Objet :**

Engagement du SAA d'effectuer auprès de l'Institution financière tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, à même la subvention octroyée par le SAA à ce dernier.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Banque canadienne impériale de commerce (directeur de comptes PME);  
Conseil de la première nation Abitibiwinini (chef).

**Date de signature:** 14 février, 2005

---

58 - Convention

**Objet :**

Engagement du SAA d'effectuer auprès de l'Institution financière tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, à même la subvention octroyée par le SAA à ce dernier.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Caisse populaire Desjardins de Pointe-Bleue (directrice de comptes);  
Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean (directrice-services administratifs).

**Date de signature:** 14 février, 2005

---

59 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet de salle communautaire à Odanak.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Conseil de bande d'Odanak (chef).

**Date de signature:** 17 février, 2005

---

60 - Entente de financement de développement des infrastructures communautaires dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet "Systèmes informatique et téléphonique".

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Première Nation Malécite de Viger (grand chef).

**Date de signature:** 17 février, 2005

---

61 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet d'équipement forestier Multi.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Conseil de la Nation Listuguj Mi'gmaq (chef)

**Date de signature:** 7 mars, 2005

---

62 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet d'acquisition d'une débusqueuse.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Stello Ottawa.

**Date de signature:** 7 mars, 2005

---

63 - Convention

**Objet :**

Engagement du SAA auprès de l'Institution financière d'effectuer directement à celle-ci tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, à même la subvention octroyée à ce dernier par le SAA.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Caisse populaire de La Tuque (directeur de comptes);  
Conseil des Atikamekw de Wemotaci (directrice des finances).

**Date de signature:** 11 mars, 2005

---

64 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet "Wendake Hélicoptère".

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Steeve Gros-Louis Mchugh

**Date de signature:** 11 mars, 2005

---

65 - Avenant à l'entente de financement d'immobilisation dans le cadre du fonds de développement pour les Autochtones

**Objet :**

Amender l'entente de financement intervenue entre les parties le 9 septembre 2003.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Conseil de la Nation Innu Matimekush-Lac-John (chef).

**Date de signature:** 11 mars, 2005

---

66 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du fonds de développement pour les Autochtones

**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet de transformation mécanique du pétoncle en usine.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Regroupement Mamit Innuat (directeur général).

**Date de signature:** 16 mars, 2005

---

67 - Avenant à l'Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

**Objet :**

Amender l'entente de financement intervenue entre les parties le 6 août 2004.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Kisis Technologies inc. (président-directeur général).

**Date de signature:** 16 mars, 2005

---

- 68 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet de développement des activités de pêches commerciales.

**Parties :**

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);  
Regroupement Mamit Innuat inc. (directeur général).

**Date de signature:** 21 mars, 2005

---

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

## Demande de renseignements de l'Opposition officielle

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

36. État de situation sur la mise en œuvre des orientations gouvernementales concernant les Autochtones, rendues publiques le 2 avril 1998.

#### RÉPONSE :

#### FONDS DE DÉVELOPPEMENT POUR LES AUTOCHTONES (FDA)

- Créé le 29 juin 1999, le FDA est une enveloppe d'engagement de 125 M\$.
- 120 M\$ sont répartis par nation ou communauté. Pour avoir accès à la part de l'enveloppe qui lui est dédiée, une communauté doit au préalable signer une entente particulière établissant les modalités de programmation et de concertation en matière de développement économique et d'infrastructures communautaires avec le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones. Une fois cette entente particulière signée, la communauté a droit à un délai de cinq ans pour présenter des projets.
- 29 ententes particulières signées au 31 mars 2004, incluant une entente avec les Cris et une entente avec les Inuits qui englobent l'ensemble de leurs communautés, pour un total de 52 communautés représentant 118,5 M\$.
- Deux volets d'intervention : le *développement économique* et le *développement d'infrastructures communautaires*
- 685 projets ont été présentés dont 518 en *développement économique* et 168 en *développement d'infrastructures communautaires*
- 5 M\$ sont réservés pour des projets réalisés par des Autochtones ou des organismes représentant les Autochtones hors réserve.
- Rappel des objectifs spécifiques :
  - mettre en place les conditions facilitant le développement économique des communautés autochtones de façon à accroître le nombre d'entrepreneurs autochtones;
  - favoriser la création d'emplois en milieu autochtone;
  - bâtir une approche de développement économique adaptée culturellement au milieu autochtone;
  - responsabiliser et accompagner les communautés dans le choix de leurs priorités;
  - poursuivre le développement d'infrastructures afin de réaliser certains engagements avec les nations autochtones signataires des deux conventions nordiques.
- Trois principaux critères de sélection des projets : projet structurant, effet levier en matière de développement économique, social ou culturel, création d'emplois autochtones.
- Le gouvernement du Québec peut contribuer financièrement jusqu'à 50 % du total du projet. Le promoteur doit injecter un minimum de 10 % du coût total du projet, le reste de la somme peut provenir des deux paliers de gouvernement ou d'autres investisseurs.

- Engagements totaux de 100,8 M\$ soit 85 % du FDA répartis comme suit:
  - engagements sur réserve : 95 %
  - engagements hors réserve : 5 %
  - infrastructures communautaires : 58 %
  - développement économique : 42 %
  - investissements totaux générés : 255 M\$
  - ratio des investissements générés : 2,6
  - pourcentage de contribution du FDA dans le financement total des projets: 39 %

#### ENTENTES-CADRES ET DÉCLARATIONS DE COMPRÉHENSION ET DE RESPECT MUTUEL

14 ententes-cadres et 11 déclarations de compréhension et de respect mutuel ont été conclues avec les communautés et nations autochtones suivantes:

- Odanak (Abénaquis)
- Pikogan (Algonquins)
- Manawan et Obedjiwan (Attikameks)
- Hurons-Wendats
- Essipit, Natashquan et Mashteuiatsh (Innus)
- Inuits
- Gespeg, Gesgapegiag et Listuguj (Micmacs)
- Akwesasne et Kahnawake (Mohawks)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

37. Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles au ministère et dans ses organismes tel que prescrit par *la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (Chapitre A-2.1).

**RÉPONSE :**

Conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, la liste de classement des ministères et organismes est disponible pour consultation sur place.



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

38. Total des coûts engendrés par la création et le fonctionnement du Conseil conjoint des élus. Fournir aussi la liste des rencontres du Conseil conjoint des élus en indiquant :

- a) les dates et lieux de ces rencontres;
- b) les sujets abordés;
- c) les conclusions des discussions;
- d) les personnes présentes;
- e) le suivi accordé à ces rencontres.

**RÉPONSE :**

Les frais assumés par le gouvernement du Québec pour les deux rencontres du Conseil conjoint des élus tenues depuis avril 2004 totalisent 4746 \$ (repas et frais de traduction simultanée).

**Quatrième rencontre du Conseil conjoint des élus**

- a) La quatrième rencontre a eu lieu le 6 mai 2004 à Wendake.
- b) La thématique discutée était le développement de l'économie et la fiscalité.
- c) Il avait été convenu de:
  - tenir, avant la saison estivale, une autre réunion du Conseil conjoint des élus pour faire le bilan;
  - mettre sur pied une table conjointe spécifique aux questions économiques;
  - que les rencontres de la Table conjointe sur la fiscalité se poursuivront selon un nouvel échéancier, fixé à une rencontre par mois;
  - la nécessité de rencontres au niveau politique;
  - accueillir favorablement la décision de cesser de taxer, pour le futur, les primes d'assurance automobile pour les véhicules immatriculés sur réserve, mais avec restriction.
- d) Ont participé à cette rencontre, M. Benoît Pelletier, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones, M. Michel Audet, ministre du Développement économique et régional et de la Recherche, M. Lawrence S. Bergman, ministre du Revenu, M. Ghislain Picard, chef régional de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, M. Lloyd Phillips, chef de Kahnawake et M. Raphaël Picard, chef du Conseil de bande de Betsiamites.

---

**Cinquième rencontre du Conseil conjoint des élus**

- a) La cinquième rencontre a eu lieu le 20 janvier 2005 à Kahnawake.
- b) La thématique discutée était le développement de l'économie.
- c) Il avait été convenu :
  - que la partie gouvernementale devait prendre les mesures nécessaires afin de sensibiliser davantage la fonction publique québécoise au rôle du Conseil conjoint des Élus et aux valeurs et objectifs de l'Engagement politique mutuel;

- de réduire le nombre de réunions du Conseil conjoint des élus;
  - de mettre en place un comité formé d'une ou deux personnes pour chacune des parties qui sera chargé d'élaborer une proposition quant à la tenue d'une session de travail d'une ou deux journées qui aura pour objectif de tenter d'identifier les points de rapprochement dans les philosophies respectives des parties;
  - de mettre de l'avant le Forum sur le développement économique et social des Autochtones et de créer le comité directeur conjoint dans les meilleurs délais et de déterminer la participation ou non des Inuits;
  - que l'APNQL étudie la possibilité de faire connaître officiellement son appui au renouvellement du Fonds de développement pour les Autochtones.
- d) Ont participé à cette rencontre, M. Benoît Pelletier, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones, M. Karl Blackburn, adjoint parlementaire du ministre du Développement économique et régional et de la Recherche, M. Yves Séguin, ministre des Finances, M. Ghislain Picard, chef régional de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, M. Lloyd Phillips, assistant-grand chef du Conseil des Mohawks de Kahnawake et M. Raphaël Picard, chef du Conseil de bande de Betsiamites.

#### e) **Suivi accordé à ces rencontres**

Lors de chaque réunion, un retour est effectué sur les engagements pris à la réunion précédente. Divers comités de travail découlent du Conseil conjoint des Élus et doivent y faire rapport de l'évolution de leurs travaux :

##### **Recherche sur les services à la population autochtone sur et hors réserve**

Faisant suite à l'engagement pris lors du Conseil conjoint des élus du 27 novembre 2003, un comité directeur de la recherche a été mis sur pied avec des représentants de l'APNQL et du gouvernement du Québec. Trois sujets prioritaires ont été identifiés par le comité directeur: la formation professionnelle, la petite enfance et la protection de la jeunesse. Le mandat de recherche a été confié à des chercheurs de l'École nationale d'administration publique (ÉNAP). Ce dossier progresse bien et la recherche se concrétisera au cours des prochains mois.

##### **Table conjointe sur la fiscalité :**

Depuis la réunion du Conseil conjoint des élus tenue en février 2004, une Table conjointe sur la fiscalité a été mise sur pied. Plusieurs rencontres ont eu lieu et du travail sur divers irritants fiscaux a été fait, dont :

- Taxe de vente sur l'assurance de véhicules immatriculés sur réserve;
- Cotisations au RRQ;
- Imposition des corporations détenues par les bandes indiennes.

Un bilan conjoint (APNQL-Gouvernement du Québec) des travaux sur ces irritants a été déposé au Conseil Conjoint des Élus du 6 mai 2004. Par la suite, d'autres irritants, de nature technique, ont été soulevés et ont fait l'objet de travaux de la Table conjointe sur la fiscalité.

##### **Forum sur le développement social et économique des Premières Nations :**

Il a été convenu lors du Conseil conjoint des élus du 20 janvier dernier, qu'un comité directeur conjoint et paritaire, avec pour mandat, de préparer le Forum sur le développement économique et social des Premières Nations, supervise, sous l'autorité du Conseil conjoint des Élus, les décisions devant mener à la réalisation du Forum. Le comité directeur s'est réuni le 15 mars et le 13 avril 2005.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

39. État de situation complet depuis 2001 sur les négociations entre le gouvernement du Québec et la communauté algonquine de Winneway. Échéancier et plan d'action du SAA pour la reprise des opérations forestières au Témiscamingue.

**RÉPONSE :****LES ALGONQUINS DE WINNEWAY****Exposé de la situation**

Le gouvernement du Québec a signé, en juillet 2002, avec la communauté algonquine de *Long Point First Nation* (Winneway), une entente intérimaire d'une durée de 9 mois, qui visait notamment à harmoniser les activités d'aménagement forestier avec les activités traditionnelles de chasse, de pêche, de piégeage et de cueillette de cette communauté et à conclure une entente-cadre qui aurait permis la négociation d'ententes sectorielles, dont une en matière forestière.

Cette entente intérimaire est venue à échéance sans qu'une entente-cadre et des ententes sectorielles aient pu être conclues. Des négociations ont été entreprises à la fin de l'été 2003 et se sont continuées tout l'automne pour tenter d'en arriver à une entente avec cette communauté, mais sans succès.

Le 11 août 2004, Domtar s'est vu interdire par des Algonquins de la communauté de Long Point l'accès à un chantier situé à moins de 50 km de leur établissement et ce, malgré le fait que des mesures d'harmonisation avaient été convenues préalablement avec cette communauté. Le 31 août 2004, une coalition formée des communautés de Lac Simon et de Long Point (Coalition) met en place une barricade sur le chemin du Rapide Twin situé près de Val-d'Or, en Abitibi-Témiscamingue. Au cours des mois qui suivent, de multiples rencontres et des appels-conférences ont lieu entre le ministre délégué aux Affaires autochtones, le ministre des Ressources naturelles et de la Faune et les chefs de ces deux communautés. L'objectif de ces démarches était de faire lever la barricade afin de récupérer la machinerie qui était restée en forêt et d'assurer le transport du bois déjà abattu ou à abattre sur les aires de coupe desservies par le chemin du Rapide Twin.

Le 28 octobre 2004, le gouvernement nomme un médiateur en la personne de l'honorable Réjean F. Paul, juge à la Cour supérieure du Québec pour tenter de rapprocher les parties. Ce dernier dépose son rapport le 9 novembre suivant, dans lequel il constate l'échec de la médiation. Par la suite, la Sûreté du Québec (SQ) intervient pour aider les entrepreneurs forestiers à récupérer leur machinerie immobilisée dans le secteur du Rapide Twin. Quelques semaines plus tard, une seconde intervention de la SQ permet la récupération des 79 000 mètres cubes de bois déjà coupés et la reprise des coupes forestières autorisées sur les aires desservies par le chemin du Rapide Twin.

Le 18 novembre 2004, le gouvernement nomme un négociateur externe pour tenter d'en arriver à une entente avec ces communautés. Celui-ci entame rapidement les négociations avec la Coalition, laquelle tient à conclure au préalable une entente sur un processus de négociation, c'est-à-dire portant sur les principales étapes de la négociation. Le 30 mars dernier, les parties ont convenu d'une entente intitulée : « Processus convenu aux fins de négociations ». Les parties se sont engagées à négocier une entente intérimaire en matière de foresterie, une entente-cadre et une entente sectorielle.

### **Échéancier et plan d'action**

Depuis le début dans ce dossier, le SAA travaille en collaboration avec le ministère de la Justice et le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF).

Le MRNF a entrepris de délivrer les permis annuels d'intervention forestière aux compagnies concernées. En parallèle, il a réitéré l'offre maintes fois faite à Long Point et au Lac Simon de mettre sur pied un processus de consultation et d'harmonisation satisfaisant pour les parties.

Enfin, le MRNF a proposé aux deux communautés concernées de nombreux projets d'entente, des accommodements et des budgets afin de permettre à leurs membres de participer à la planification forestière, de faire valoir leurs préoccupations et de proposer des mesures d'harmonisation.

Dans l'entente du 30 mars dernier, les parties ont convenu de négocier une entente-cadre pour trouver une solution à long terme au différend qui les oppose. Les parties espèrent conclure cette entente avant la fin de la saison estivale.

Depuis le 31 mars 2005, les parties négocient une entente intérimaire sur la foresterie qui devrait prévoir un mécanisme d'harmonisation permettant de tenir compte des préoccupations des Algonquins de Long Point et de Lac Simon lors de l'exécution des permis émis par Forêt Québec.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

40. Total des montants investis en 2003-2004 pour le règlement de la crise à Kanesatake.

**RÉPONSE :**

48 929 \$ (2003-2004)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

41. Déposer toutes les études effectuées depuis 1995 par le gouvernement du Québec à propos de l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones au Québec.

**RÉPONSE :**

Selon les informations dont nous disposons, aucune étude de ce type n'a été effectuée depuis 1995 par le gouvernement du Québec.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

42. Détail de l'état d'avancement des travaux entre le SAA et le MSSS sur un éventuel plan d'action sur les services de santé et les services sociaux pour les peuples autochtones.

**RÉPONSE :**

Il n'existe pas de travaux entre le SAA et le MSSS sur un éventuel plan d'action sur les services de santé et les services sociaux pour les peuples autochtones.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

43. Liste de toutes les personnes responsables de dossiers autochtones dans les ministères et organismes du gouvernement du Québec.

**RÉPONSE :**

Voici la liste des coordonnateurs aux affaires autochtones dans les différents ministères et organismes du gouvernement du Québec :

**AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES**

M. Louis Lecours  
Conseiller - Direction des politiques  
institutionnelles et constitutionnelles  
Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes  
Édifice H, 2<sup>e</sup> étage, bureau 2.708  
875, Grande Allée Est  
Québec (Québec) G1R 4Y8

Téléphone : (418) 646-5921  
Télécopieur : (418) 643-1138  
[louis.lecours@mce.gouv.qc.ca](mailto:louis.lecours@mce.gouv.qc.ca)

**Affaires municipales et Régions**

M. Jean Gagnon  
Coordonnateur aux affaires autochtones  
Direction du soutien aux opérations régionales  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 3<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 4J3

Téléphone : (418) 691-2015, poste 3016  
Télécopieur : (418) 644-6725  
[jean.gagnon@mamr.gouv.qc.ca](mailto:jean.gagnon@mamr.gouv.qc.ca)

**AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**

M. Yvon Laviolette  
Coordonnateur aux affaires autochtones  
Bureau des sous-ministres  
Direction de la planification  
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries  
et de l'Alimentation  
200, chemin Sainte-Foy, 12<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 4X6

Téléphone : (418) 380-2100, poste 3039  
Télécopieur : (418) 380-2171  
[yvon.laviolette@agr.gouv.qc.ca](mailto:yvon.laviolette@agr.gouv.qc.ca)



**CONSTRUCTION**

M<sup>me</sup> Édith Garneau  
Coordonnatrice aux affaires autochtones  
Commission de la construction du Québec  
3530, rue Jean-Talon Ouest  
Montréal (Québec) H3R 2G3

Téléphone : (514) 341-7740, poste 6610  
Télécopieur : (514) 341-3302  
[edith.garneau@ccq.org](mailto:edith.garneau@ccq.org)

**CULTURE ET COMMUNICATIONS**

M. Jean-François Landry  
Direction générale des interventions stratégiques  
Ministère de la Culture et des Communications  
225, Grande Allée Est, RC, Bloc C  
Québec (Québec) G1R 5G5

Téléphone : (418) 380-2393, poste 7134  
Télécopieur : (418) 380-2349  
[jean-francois.landry@mcc.gouv.qc.ca](mailto:jean-francois.landry@mcc.gouv.qc.ca)

**CURATEUR PUBLIC**

M. Claude Painchaud  
Coordonnateur aux affaires autochtones  
Bureau des plaintes et Direction des communications  
Curateur public du Québec  
600, boul. René-Lévesque Ouest, 10<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H3B 4W9

Téléphone : (514) 873-4857  
Télécopieur : (514) 864-2446  
[claud.painchaud@curateur.gouv.qc.ca](mailto:claud.painchaud@curateur.gouv.qc.ca)

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION  
ET EXPORTATION**

À déterminer  
Coordonnateur aux affaires autochtones  
Ministère du Développement économique, de l'Innovation  
et de l'Exportation  
et de la Recherche  
900, place d'Youville, 5<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 3P7

Téléphone : (418) 528-0930  
Télécopieur : (418) 528-8428  
*Faire parvenir la correspondance à*  
*M<sup>me</sup> Sylvie Desaulniers*  
*Responsable de la direction de la coordination des opérations régionales*

**ÉDUCATION, LOISIRS ET SPORT**

M. Paul Rémillard, directeur  
Direction des affaires autochtones et  
des services administratifs  
Ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport  
Édifice Marie-Guyart  
1035, rue De la Chevrotière, 17<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 5A5

Téléphone : (418) 643-6242  
Télécopieur : (418) 643-4448  
[paul.remillard@meq.gouv.qc.ca](mailto:paul.remillard@meq.gouv.qc.ca)

**EMPLOI, SOLIDARITÉ SOCIALE****Emploi-Québec**

M<sup>me</sup> Danielle Sévigny  
Coordonnatrice aux affaires autochtones  
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale  
425, rue Saint-Amable, 2<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 4Z1

Téléphone : (418) 643-4864  
Télécopieur : (418) 643-1714  
[danielle.sevigny@mess.gouv.qc.ca](mailto:danielle.sevigny@mess.gouv.qc.ca)

**Sécurité du revenu**

M. Joseph-Marc Laforest  
Coordonnateur aux affaires autochtones  
Direction générale des politiques  
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale  
425, rue Saint-Amable, 4<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 4Z1

Téléphone : (418) 643-8402  
Télécopieur : (418) 644-1299  
[joseph-marc.larofest@mess.gouv.qc.ca](mailto:joseph-marc.larofest@mess.gouv.qc.ca)

**FAMILLE, AÎNÉS ET CONDITION FÉMININE**

M. Pierre Gaucher  
Coordonnateur aux affaires autochtones  
Bureau du sous-ministre adjoint  
Direction des services à la famille  
Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine  
600, rue Fullum, 4<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H2K 4S7

Téléphone : (514) 864-2442  
Télécopieur : (514) 864-6736  
[pierre.gaucher@messf.gouv.qc.ca](mailto:pierre.gaucher@messf.gouv.qc.ca)

**DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS**

M. Daniel Berrouard  
Coordonnateur aux affaires autochtones  
Direction des affaires autochtones  
Ministère du développement durable, de l'Environnement  
et des Parcs  
Édifice Marie-Guyart, 6<sup>e</sup> étage  
Boîte N° 83  
675, boul. René-Lévesque Est  
Québec (Québec) G1R 5V7

Téléphone : (418) 521-3933, poste 7252  
Télécopieur : (418) 646-0266  
[daniel.berrouard@menv.gouv.qc.ca](mailto:daniel.berrouard@menv.gouv.qc.ca)

**FINANCES**

M. Marc Grandisson (interlocuteur désigné)  
Coordonnateur aux affaires autochtones  
Direction des finances locales et de la fiscalité autochtone  
Ministère des Finances  
12, rue Saint-Louis, étage B  
Québec (Québec) G1R 5L3

Téléphone : (418) 691-2232  
Télécopieur : (418) 646-6217  
[marc.grandisson@finances.gouv.qc.ca](mailto:marc.grandisson@finances.gouv.qc.ca)

**HABITATION**

M. Victorien Jean  
Coordonnateur aux affaires autochtones  
Direction du développement de l'industrie et du Nunavik  
Société d'habitation du Québec  
Aile Saint-Amable, 4<sup>e</sup> étage  
1054, rue Louis-Alexandre-Taschereau  
Québec (Québec) G1R 5E7

Téléphone : (418) 646-7910  
Télécopieur : (418) 643-4168  
[victorien.jean@shq.gouv.qc.ca](mailto:victorien.jean@shq.gouv.qc.ca)

**HYDRO-QUÉBEC**

M. Denis Roux  
Coordonnateur aux affaires autochtones  
Relation avec les communautés autochtones  
Hydro-Québec  
75, boul. René-Lévesque Ouest, 17<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H2Z 1A4

Téléphone : (514) 289-2211, poste 3378  
Télécopieur : (514) 289-2523  
[roux.denis.f@hydro.qc.ca](mailto:roux.denis.f@hydro.qc.ca)

**JUSTICE**

M. Jacques Prigent  
Coordonnateur aux affaires autochtones  
Ministère de la Justice  
1200, route de l'Église, 7<sup>e</sup> étage  
Sainte-Foy (Québec) G1V 4M1

Téléphone : (418) 643-4464  
Télécopieur : (418) 528-9539  
[jprigent@justice.gouv.qc.ca](mailto:jprigent@justice.gouv.qc.ca)

**IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES**

M<sup>me</sup> Marie-Bernarde Pérès  
Coordonnatrice aux affaires autochtones  
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles  
360, rue McGill  
Montréal (Québec) H2Y 2E9

Téléphone : (514) 864-3576, poste 20021  
Télécopieur : (514) 864-3629  
[marie-bernarde.peres@micc.gouv.qc.ca](mailto:marie-bernarde.peres@micc.gouv.qc.ca)

**RELATIONS INTERNATIONALES**

M. Simon Lauzon  
Coordonnateur aux affaires autochtones  
Direction de la veille de la planification et  
de l'action sectorielle  
Ministère des Relations internationales  
Édifice Hector-Fabre  
525, boul. René-Lévesque Est, 3<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 5R9

Téléphone : (418) 649-2400, poste 5207  
Télécopieur : (418) 649-2650  
[simon.lauzon@mri.gouv.qc.ca](mailto:simon.lauzon@mri.gouv.qc.ca)

**RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE**

M. Gilles Harvey  
Directeur des affaires autochtones  
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune  
5700, 4<sup>e</sup> Avenue Ouest, bureau A-313  
Charlesbourg (Québec) G1H 6R1

Téléphone : (418) 627-6254, poste 3098  
Télécopieur : (418) 646-6442  
[gilles.harvey@mrnf.gouv.qc.ca](mailto:gilles.harvey@mrnf.gouv.qc.ca)

**Faune**

M. Richard Dominique  
Direction des affaires autochtones  
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune  
675 boulevard René-Lévesque Est, 11<sup>e</sup> étage,  
Boîte postale 63  
Québec (Québec) G1R 5V7

Téléphone: (418) 521-3835 poste 4106  
Télécopieur: (418) 646-5179  
[richard.dominique@fapaq.gouv.qc.ca](mailto:richard.dominique@fapaq.gouv.qc.ca)

**REVENU**

M. André Forget  
Coordonnateur aux affaires autochtones  
Direction des affaires autochtones  
Ministère du Revenu  
Complexe Desjardins, secteur D261RO  
Case postale 5000, Succursale Desjardins  
Montréal (Québec) H5B 1A7

Téléphone : (514) 287-8285  
Télécopieur : (514) 285-3907  
[andre.forget@mrq.gouv.qc.ca](mailto:andre.forget@mrq.gouv.qc.ca)

**SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL**

M. Daniel Carignan  
Coordonnateur aux affaires autochtones  
Direction des relations avec les clientèles  
Commission de la santé et de la sécurité du travail  
Case postale 6056, Succursale Centre-ville  
1199, rue de Bleury, 2<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H3C 4E1

Téléphone : (514) 906-3041, poste 2170  
Télécopieur : (514) 906-3042  
[daniel.carignan@csst.qc.ca](mailto:daniel.carignan@csst.qc.ca)

**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**

M<sup>me</sup> Louise Montreuil  
Directrice générale adjointe aux ententes de gestion  
Ministère de la Santé et des Services sociaux  
1075, chemin Sainte-Foy, 3<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1S 2M1

Téléphone : (418) 266-5800  
Télécopieur : (418) 266-4612  
[louise.montreuil@msss.gouv.qc.ca](mailto:louise.montreuil@msss.gouv.qc.ca)

**SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE**

M<sup>me</sup> Louise Roux  
Coordonnatrice aux affaires autochtones  
Ministère du Conseil exécutif  
Secrétariat à la Jeunesse  
875, Grande Allée Est, RC.04  
Québec (Québec) G1R 4Y8

Téléphone : (418) 644-4628  
Télécopieur : (418) 646-8104  
[louise.roux@mce.gouv.qc.ca](mailto:louise.roux@mce.gouv.qc.ca)  
[cellou.barry@mce.gouv.qc.ca](mailto:cellou.barry@mce.gouv.qc.ca)

ou M. Cellou Barry aux mêmes coordonnées

**SÉCURITÉ PUBLIQUE**

Monsieur Richard Coleman  
Coordonnateur ministériel des dossiers autochtones  
Chef de service  
Direction des affaires autochtones  
Ministère de la Sécurité publique  
Tour du Saint-Laurent  
2525, boul. Laurier, 4<sup>e</sup> étage  
Sainte-Foy (Québec) G1V 2L2

Téléphone : (418) 646-6919  
Télécopieur : (418) 646-3564  
[richard.coleman@mcp.gouv.qc.ca](mailto:richard.coleman@mcp.gouv.qc.ca)

**TOURISME QUÉBEC**

M. Daniel Larocque  
Coordonnateur aux affaires autochtones  
Direction générale des régions et des produits touristiques  
Tourisme Québec  
900, boul. René-Lévesque Est, bureau 400  
Québec (Québec) G1R 2B5

Téléphone : (418) 643-0789  
Télécopieur : (418) 643-0549  
[daniel.larocque@tourisme.gouv.qc.ca](mailto:daniel.larocque@tourisme.gouv.qc.ca)

**TRANSPORTS**

M<sup>me</sup> Josée Arseneault  
Coordonnatrice aux affaires autochtones  
Ministère des Transports  
Place Haute-Ville, 29<sup>e</sup> étage  
700, boul. René-Lévesque Est  
Québec (Québec) G1R 5H1

Téléphone : (418) 643-7604  
Télécopieur : (418) 644-9964  
[jarseneault@mtg.gouv.qc.ca](mailto:jarseneault@mtg.gouv.qc.ca)

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**Secrétariat aux affaires autochtones  
Portefeuille 140  
Programme 04 Élément 01**

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

44. Liste des comités interministériels et avec d'autres partenaires, en indiquant leurs mandats, le nom des membres, les budgets investis, les résultats obtenus et attendus.

**RÉPONSE :**

Des coordonnateurs désignés dans divers ministères et organismes s'occupent expressément des dossiers concernant les Autochtones. Ils sont les premiers répondants dans leur organisation en ce qui a trait aux questions autochtones. Ils appuient le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) dans la mise en œuvre des orientations gouvernementales et dans son action auprès des diverses instances administratives, centrales et régionales. Pour connaître la liste des coordonnateurs, voir la réponse apportée à la question 43 (section « Renseignements particuliers »).

Par ailleurs, le traitement de certains dossiers autochtones requiert de temps à autre la mise en place de comités interministériels ad hoc. Ces comités informels, établis par le SAA ou les ministères et organismes, ont une durée limitée et leurs mandats sont variés. C'est le cas, par exemple, du comité interministériel initié par le ministère de la Justice sur la portée des jugements Haïda et Taku River. Ce comité évalue la portée et la mise en œuvre des paramètres dictés par la Cour Suprême en matière de gestion des ressources naturelles et devrait suggérer la mise en place d'une nouvelle politique sur le sujet.

C'est le cas également du dossier des Métis pour lequel, suite à la décision de la Cour Suprême dans l'affaire Powley, un comité a été mis sur pied pour coordonner et superviser des études historiques portant sur la présence de Métis au Québec.